Mémoire de Master de Géographie - Juin 2015
Sous la direction de Rachele Borghi

Le sport entre pouvoirs et contre-pouvoirs :
étude des centres sociaux occupés et autogérés à Rome

Par Nicolas GUILLAUME



Université Paris Sorbonne
Master Culture Politique et Patrimoine
UFR de Géographie et Aménagement

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

12 Juin 2014, la communauté internationale a les yeux rivés sur le rectangle vert de l'*Arena Corynthians* de São Paulo. Le Brésil entame *sa* coupe du monde de la Fifa[1]. Déjà on oublie les deux ouvriers morts dans la construction de ce stade; on oublie les populations déplacées au nom des infrastructures bâties pour l'occasion, et surtout on oublie que la société brésilienne s'était fortement mobilisée contre l'organisation de cet événement l'année précédente[2]. Ces manifestations étaient alors impensables en 2007 lors de l'attribution de la coupe du monde par la Fifa, puisque le « pays du football » attendait avec ferveur le retour du tournoi sur ses terres depuis 1950.

Le sport est un phénomène social et sociétal global divertissant des milliards d'individus à travers le monde. Dans sa conception et son usage modernes, il est avant tout un spectacle avec ses célébrités, ses histoires, ses émotions. De puissantes institutions et multinationales dirigent ce marché dont les événements se succèdent selon un calendrier médiatique précis. Il constitue selon le philosophe Robert Redeker « *l'impensé autant que l'incritiqué des temps contemporains* » (2002, p12). N'étant jamais traités que comme le déroulement bénin d'événements atemporels et innocents, le sport moderne et l'institution sportive méritent cependant d'être analysés dans les enjeux économiques, politiques et environnementaux qu'ils soulèvent.

Dans cette société du spectacle, les exemples de dérives présentées par l'organisation de compétitions internationales sont nombreux. Au nom du football, le Brésil a vu son argent public investi dans les constructions et rénovations de douze stades aux standards FIFA : 4,35 milliards de *Reais* au total[3]. Paradoxalement, le « pays du football » ne possédait aucun stade

1. *Federation International of Football Associations*
2. *« ...ontem houve protestos em pelo menos 438 cidades de todos os estados brasileiros. Quase 2 milhões de brasileiros fizeram manifestações pela redução das passagens do transporte público, contra os gastos com as obras da Copa do Mundo, pelo aumento dos recursos para a saúde e educação e contra a corrupção e a impunidade. »*
– ... hier il y eût des protestations dans au moins 438 villes de tous les états brésiliens. Presque 2 millions de brésiliens manifestèrent pour la réduction des billets de transport publics, contre les dépenses des travaux de la Coupe du Monde, pour l'augmentation des ressources pour la santé et l'éducation et contre la corruption et l'impunité. – Article du Correio Braziliense, paru le 21 juin 2013. – traduit du portugais brésilien par l'auteur.
3. « *Projected cost of stadium construction alone is in excess of R$ 4.35 billion. This is equivalent to R$6,100 per stadium seat.* » (Gaffney, 2005). Le coût avancé de construction des stades seulement est de plus de 4.35 milliards de *reais*. Ceci équivaut à 6,100 *reais* par siège de stade. – traduit de l'anglais par l'auteur.
A l'été 2014, 1 euro vaut 3 reais brésiliens.

remplissant les conditions requises par la Fifa pour recevoir un match de coupe du monde. Ces dépenses contrastent avec le contexte social du pays.

Certes le Brésil est un pays en développement qui connaît un boom économique depuis les années soixante-dix. Cependant l'augmentation des revenus et la croissance de la consommation ne résolvent ni la précarité des services d'éducation et de santé publique, ni la profonde fracture urbaine des grandes métropoles (Arantes *et al.*, 2013, p12). À Rio de Janeiro, où un habitant sur cinq vit dans une favela, la fracture spatiale marque une violence de l'urbain à travers la juxtaposition de quartiers aisés et de bidonvilles. Les travaux de construction motivés par l'organisation de la Coupe du Monde en 2014 et les JO en 2016 renforcent ces inégalités urbaines. En effet, les zones qui reçoivent des investissements, mobilier et transports publics subissent un nettoyage ethnique et social[1] (Arantes *et al.*, 2013, p56-57) qui touche les populations les plus démunies.

Ainsi, les événements sportifs de grande ampleur participent à la fragmentation des grandes métropoles qui les accueille, qu'il s'agisse de Londres, Pékin ou Rio de Janeiro (Vassort *et al.*, 2012). Le *« droit à la ville »,* notion avancée par Henri Lefebvre à la veille des événements de 68 et repris par David Harvey quelques décennies plus tard, est ainsi remis en cause.

De plus, si les organisateurs comme la Fifa se targuent de créer de l'activité économique sur le territoire, les bénéfices générés par les « méga-événements[2] » sont engrangés par les entreprises internationales, telles que Sony ou Coca-Cola. Des zones de monopoles sont mises en place autour des stades, qui interdisent aux boutiques de vendre des produits non partenaires (Vainer, 2013). En effet, l'éphémère « Loi de la Coupe » – « *Lei Geral da copa »* –, créé en mars 2012 et uniquement valable pour la durée de la compétition, traduit une main mise de la Fifa sur la politique du pays. Organisés en institutions mondiales et supranationales, le CIO[3] et la Fifa comptent chacun plus de pays que l'ONU[4]. Ils imposent leurs standards aux pays organisateurs, qui s'endettent pour des infrastructures qui ne participent pourtant pas au développement de leurs villes.

---

1. 200 000 à 250 000 personnes ont été déplacées de force dans les villes hôtes de la coupe du monde (Arantes *et al.*, 2013, p56)
2. En 1984, Ritchie évoque cette notion qui définit les événements uniques de durée limitée, développés pour attirer l'attention et dynamiser les destinations touristiques (p4). Plus tard, ils seront aussi définis comme des événements culturels massifs et populaires à grande échelle, à caractère spectaculaire et a vocation internationale. (Roche, 2000, p1)
3. Le « Comité Olympique International » – en anglais CIO.
4. CIO (205), Fifa (207), ONU (192)

Les dépenses publiques générées par les méga-événements ne cessent d'augmenter[1], et traduisent un culte aveugle voué au record et à l'excès (Ariès, 2013). Le sport moderne est aujourd'hui un reflet du capitalisme avancé, dans le même temps il participe à sa réalisation (Vassort, 2013). En effet, les dérives de l'institution sportive ne concernent pas que le CIO et la Fifa et ne se résument pas aux méga-événements. Aux États-Unis d'Amérique, pays où la dette étudiante atteint des records[2], les universités dépensent l'argent public dans la construction de stades et d'infrastructures sportives. Dans l'Espagne en crise, pour ne citer qu'elle, les clubs de football financent par la dette l'acquisition de stars pour des sommes qui contrastent avec la situation économique du pays, soumis aux coupes budgétaires et à une grave crise du logement.

Le sport est une aubaine pour les pouvoirs politiques qui l'utilisent comme un outil pour fédérer les peuples autour de la mise en valeur patriotique qu'il implique. C'est un « i*mpensé* » (Redeker, 2002), qui détourne l'attention des opinions publiques et constitue un outil divertissant au service des pouvoirs dominants.

Bien que les Jeux Olympiques modernes, depuis leur création et la rédaction de la Charte Olympique se revendiquent apolitiques, ils furent le théâtre d'intérêts géopolitiques. Les derniers jeux d'hiver atteignent un point de non-retour avec les récents jeux de *Sotchi* organisés dans le Caucase par Vladimir Poutine, qui ont coûté plus de 36 milliards de dollars[3] et où, paradoxe écologique pour un pays comme la Russie, de la neige artificielle a été utilisée. En effet, malgré l'immense étendue du climat continental froid dont dispose la Russie, Poutine a jugé nécessaire d'organiser l'événement dans une région au climat océanique chaud, proche du climat méditerranéen. Les sommes publiques débloquées ont ainsi permis le maillage du territoire, via les constructions de routes et d'un aéroport. Ces aménagements le long de la frontière avec la Géorgie, déjà envahie par la Russie à l'ouverture des JO de Pékin en 2008 malgré la trêve internationale, traduisent les intérêts géopolitiques que peuvent représenter les Jeux Olympiques.

La spéculation et la démesure des moyens qui circulent dans le sport, en dépit de la crise, marquent notre époque. Ces dérives politiques et économiques interrogent intrinsèquement notre société.

---

1. Athènes 2004 (9 Milliards de dollars), Londres 2012 ($11 Milliards), Brésil 2014 ($11Milliards) (Ariès, 2013)
2. Contrairement aux États endettés, les étudiants sont contraints de rembourser ces dettes.
3. L'opposant russe Alexei Navalny a créé une carte interactive de la corruption des jeux de *Sotchi* : http://sochi.fbk.info/en/price/ Ils ont coûté selon lui 45 Milliards de dollars, dont 36,7 issus de fonds publics. Vladimir Poutine et les officiels russes avancent le chiffre de 6,5 Milliards. *Sotchi* 2014 a coûté plus cher que l'ensemble des précédents jeux olympiques d'hiver réunis.

L'idée de cette étude est le fruit d'un parcours universitaire de cinq années. La licence en Géographie m'a appris à concevoir et analyser les phénomènes de société qui se reproduisent en divers points du globe. Lors d'une étude sur Los Angeles, basée sur les travaux de Mike Davis (1990, 2006), j'ai été marqué par les forts contrastes et ségrégations de la ville post-moderne, que je retrouvais lors d'un voyage à São Paulo et Rio de Janeiro. L'année précédant le Master Culture Politique et Patrimoine, j'étudiais grâce au programme Erasmus en troisième année de licence, à l'« *Universidade de Lisboa*[1] », au Portugal. De cette année enrichissante, je retiens deux paradoxes indépendants qui marquent la société portugaise: la crise du logement qui voit bâtiments vides et sans domiciles fixes exister côte à côte[2], d'autre part l'omniprésence médiatique du sport et le manque de critique avec lequel il est traité. Spéculant sur les résultats ou faits de jeu, il alimente les discussions sans remettre en cause le modèle économique dont il diffuse les valeurs de manière latente. Ce paradoxe entre la crise que vit le pays et l'intérêt porté pour les résultats sportifs d'un jeu – et non sur ses réelles conséquences sociétales – m'ont poussés à étudier le sport d'un point de vue critique. Ce travail de recherche mêle ainsi la géographie sociale et la géographie critique du sport.

Les exemples d'autogestion dans le sport, comme la fondation du *FC Manchester of United* par des supporters suite au rachat de leur club professionnel par un milliardaire en 2005, et l'instauration dans les années 1970 d'une démocratie dite "Corinthienne" au sein du club de São Paulo m'ont grandement intéressés de par les alternatives qu'elles représentent. Lors d'un séjour en Italie, un ami rencontré au Portugal m'a présenté le centre social *Acrobax*, dans lequel il joue au rugby. Cet espace est occupé et autogéré depuis plus de dix ans par des étudiants en Sciences Politiques, et abrite aujourd'hui une multitude de projets culturels et politiques, dont l'équipe de rugby des « *All Reds* », autogérée et anti-fasciste.

J'ai découvert en Italie une occupation et une autogestion des espaces abandonnés très développée, qui à travers une importante mise en réseau constitue un véritable mouvement politisé, homogène bien que formé d'aspirations diverses. Si dans l'hexagone l'occupation est répandue, elle n'est pas ancrée dans les esprits au même titre que le sont les centres sociaux en Italie, lesquels s'enracinent dans le tissu des villes et constituent une culture et un mouvement alternatifs à part entière.

---

1. Université de Lisbonne.
2. Les tags lisboètes témoignent de ce contresens: « *Aqui podia viver gente* » – ici pourraient vivre des gens – et « *Tanta casa sem gente, tanta gente sem casa'* » – Tant de maisons sans gens, tant de gens sans maison –.

En Italie, les revendications, comme les grèves générales et l'occupation des places qui accompagnent le réseaux des centres sociaux sont plus développées. L'histoire du pays, que ce soit par le fascisme du début du siècle[1] ou l'activisme politique violent des « années de plomb[2] », contribua à une forte politisation de la société notamment autour du thème du fascisme et de l'anti-fascisme. La passivité des instances publiques à entretenir et dynamiser les quartiers délaissés pousse alors les citadins à s'organiser eux-mêmes, d'autant plus en temps de crise. Ainsi dans les années 1990, les grandes villes du pays voient leurs espaces abandonnés reprendre vie grâce aux occupations citoyennes. Ces zones sont déclarées autonomes et vivent indépendamment de l'État.

Naissant de l'alter-mondialisme, il s'y développe un antagonisme aux pouvoirs politiques et au système capitaliste. Les valeurs des centres sociaux sont définies en opposition à toute forme de fascisme, et se définissent comme anti-capitalistes, anti-racistes et anti-sexistes. Loin d'un « anti-systèmisme trivial », il faut plutôt y voir une nécessité de « *maintenir des positions univoques face aux pouvoirs dominants* » (Mudu, 2015, p81-90). Les principes d'autogestion sous lesquels s'organisent ces espaces engagent une responsabilité individuelle et collective des personnes qui les fréquentent. Un mode de vie alternatif et libéré des rapports de domination imposés par le capitalisme y est expérimenté. Ces espaces indépendants luttent contre la dèqualification des quartiers et l'inaction de l'État en réhabilitant le mobilier inutilisé en zones d'échange et de promotion de la culture.

Des activités abordables sont proposées et ouvertes à tous sans aucune discrimination, qui vont des expositions aux cours de langues, en passant par la pratique sportive. Ce sport indépendant, appelé « *sport popolare* », – que l'on traduira par sport populaire – se définit par les principes qu'il transmet à travers la portée éducative du sport. Tout comme les espaces occupés, le sport populaire est le marqueur d'un contre-pouvoir.

La démarche de ce travail de mémoire est d'étudier cette pratique dans les espaces indépendants, d'analyser le modèle de société qu'elle représente et de comprendre en quoi elle constitue une alternative et une réponse aux dérives du sport moderne.

1. L'histoire fasciste italienne va de 1925 à 1945.
2. La décénie des « années de plomb » réfère à la période allant du milieu des années soixante-dix au milieu des années quatre-vingts.

Dans un premier chapitre théorique nous contextualiserons cette étude qui s'inscrit dans une approche interdisciplinaire entre la géographie du sport et la géographie urbaine. Après avoir analysé le caractère politique du sport et les logiques d'oppression qu'imposent l'industrie sportive sur les sociétés, nous étudierons la dimension urbaine de la conquête capitaliste, à travers des ouvrages de géographie radicale et sociale revendiquant le droit à la ville. Ce travail de recherche, qui s'inscrit dans la géographie sociale est celui d'une étude de terrain qui a duré trois mois à Rome. La particularité du milieu étudié soulève diverses questions d'éthique et de méthodes que nous détaillerons dans une seconde partie.

I

PREMIÈRE PARTIE:

CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Brève Histoire de la Géographie du sport

Si la géographie du sport naît aux États-Unis avec la figure de John Rooney[1], qui le premier étudie le phénomène sportif et cartographie sa diffusion, il faut attendre en France les années 90 et Jean-Pierre Augustin (2001) pour que cette sous-discipline géographique s'implante dans l'hexagone. Il institue dans ses travaux une différence radicale entre les sports de compétition et les pratiques ludo-sportives, qu'il regroupe dans l'expression « cultures sportives » . Son travail ouvrira le champ à une géographie française du sport.

C'est au lendemain de mai 1968 qu'apparaît en France la remise en cause du sport dans les Sciences Humaines autour de Jean-Marie Brohm, auteur de *Sociologie politique du sport* (1977, 1992). L'ouvrage, qui a bientôt 40 ans, décrit des phénomènes qui avec le temps se sont accentués. Dénonçant les produits financiers soumis aux lois de l'offre et de la demande que sont devenus les sportifs, Brohm fustige l'entreprise multinationale prospère que sont devenus les Jeux Olympiques. A ses côtés Michel Caillat fonde le Centre d'Analyse Critique du Sport: « *théoriser sur le sport c'est aussi théoriser la société dont il dépend ».* Cette sociologie du sport s'appuie sur l'idée selon laquelle les hommes et les femmes influent sur les jeux qui sont ainsi représentatifs des sociétés qui les ont créés, que Roger Caillois définit en 1967 :

> *« Il n'est pas absurde de tenter le diagnostic d'une civilisation à partir des jeux qui y prospèrent particulièrement. En effet, si les jeux sont facteurs et images de culture, il suit que, dans une certaine mesure, une civilisation et, à l'intérieur d'une civilisation, une époque peut être caractérisée par ses jeux. »*

Caillois, 1967

Le terme de « sport » définit à la fois la pratique de compétition et les activités ludo-sportives qui ne doivent pas être confondues. Aujourd'hui, la croissance de la médiatisation et de ses différents modes de diffusion ont placés les compétitions de tous niveaux comme des modèles pour les pratiquants dits « ordinaires », et le sport influe désormais grandement sur les pratiques ludo-sportives. C'est dans cette optique que les « cultures sportives » définies par Jean-Pierre Augustin (2001) constituent l'ensemble d'étude de cette recherche.

Il convient ainsi de définir cette notion de sport pour laquelle les avis divergent quant à son époque de création. A travers une approche historique nous éclaircirons les concepts de sport et d'industrie sportive et tenterons de définir à quelle époque les jeux et pratiques physiques sont devenus des sports à proprement parler.

---

1. Fondateur du journal spécialisé « *Sport Place* », le géographe états-unien John Rooney est considéré comme le « *father of modern sports geography*», pour avoir ouvert ce champ d'étude dans les années soixante et soixante-dix.

Contextualisation et évolution du sport: des jeux antiques au sport moderne

Il est ainsi nécessaire de retracer l'évolution des activités physiques dans l'Histoire pour définir le sport et pointer sa création. Les premières traces de jeux avec des règles reconnues datent de l'Antiquité, avec l'apogée de la civilisation grecque, puis de la Rome antique. Les premiers jeux se déroulèrent au VIIIe siècle avant J-C sur le site d'Olympie, et voyaient tous les quatre ans les différentes cités-état déposer les armes sept jours avant et jusqu'à sept jours suivant les événements. Chez les Romains, les jeux constituent l'un des premiers exercices de pouvoir dans l'histoire de l'humanité. L'expression latine « *Panem et Circenses*[1] » avancée par le poète Juvénal témoigne de l'utilisation délibérée par les Empereurs Romains des divertissements de masse et de la distribution de nourriture pour s'assurer une opinion populaire favorable. Les jeux sont déjà un véritable « opium du peuple », qui sert aux politiques de l'Empire Romain (Thuillier, 2010).

Or, si l'antiquité a vécu la pratique d'activités physiques et les premières manifestations sportives, peut-on dire qu'il s'agisse de sport? Sur la question les thèses des historien.es et autres chercheur.es divergent. Dans « le sociologue et l'historien », Pierre Bourdieu et Roger Charlier évoquent l'évolution des pratiques physiques:

> *« Dans le cas du sport, il me paraît dangereux de faire, comme tant d'historiens du sport, une généalogie continue depuis les Jeux olympiques de l'Antiquité jusqu'aux Jeux Olympiques d'aujourd'hui. Il y a une continuité apparente qui cache une formidable rupture au XIXe siècle avec les boarding schools, avec le système scolaire, avec la constitution d'un espace sportif... Autrement dit, il n'y a rien de commun entre les jeux rituels, comme la soule, et le football. C'est une coupure totale. »*
>
> Bourdieu, Charlier, 2010

Ainsi à la fin du XIXe siècle naît le sport moderne dans l'Angleterre aristocratique et marque une rupture importante avec la pratique plus « philosophique » des jeux antiques. Bien que les Jeux Olympiques modernes se revendiquent des pratiques grecques antiques, les comparer tend à révéler davantage ce qui les sépare (Ullman, 1965, p339). La pratique grecque est rituelle, culturelle et surtout d'inspiration religieuse. A contrario la conception moderne du corps sportif est avant tout celle d'une machine de rendement dont les records jalonnent les progrès. Selon Jean-Marie Brohm, «*le record est parmi d'autres facteurs, celui qui constitue une " coupure historique, une rupture sociale fondamentale" entre le sport antique et moderne. »* (1977, 1992, p131). Il évoque son processus d'expansion :

1. « Du pain et des Jeux »

« le sport anglais a été assimilé progressivement par le monde entier... Le sport est devenu un phénomène mondial et est l'objet de relations internationales... La diffusion mondiale du sport l'a enrichi de certaines spécialités entraînant cette variété universellement répandue. Les compétitions internationales sont apparues et se sont multipliées, entraînant la formation d'organismes fédératifs internationaux qui ont puissamment contribué à achever l'évolution des normes des différents sports vers la rationalité . »

Brohm, *1992, p346*

Si l'Angleterre a fortement participé à la codification et diffusion des sports tels que le football, c'est au baron Pierre de Coubertin que l'on doit cette « sportivisation[1] » de la société. Historien et pédagogue, il militait pour l'uniformisation des règles et l'internationalisation des compétitions sportives. En redonnant vie aux Jeux Olympiques, l'aristocrate français participe à l'universalisation du sport et contribuera à faire de cette pratique un fait social du XXe siècle. L'Angleterre a inventé et entrepris la codification de la plupart des sports modernes, tandis que la France a universalisé le sport en définissant les principes philosophiques de cette diffusion planétaire, et mis en place les structures institutionnelles. La création de clubs et l'expansion des compétitions sont des caractéristiques qui définissent le sport moderne et ont fortement évolué au cours de ce « siècle du sport ».

Ainsi à la question: quand le sport est il devenu sport ? On considère qu'il prend un tournant à la fin du XIXe siècle: les sports se démocratisent et se diffusent sous l'influence du père des Jeux Olympiques modernes et de l'Angleterre victorienne, avec la création et l'uniformisation des règles et l'obsession pour le record et la mesure. Jean-Marie Brohm affirme que l'expansion du sport à l'international s'est produite conjointement avec un développement économique:

« L'histoire du sport est l'histoire de son extension progressive à l'ensemble de la planète, et cela à partir essentiellement de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle. La concordance d'apparition des fédérations sportives nationales dans les divers pays montre bien le caractère structurel du fait sportif, indissolublmement lié au mode de production capitaliste et à son essor expansioniste-impérialiste du début du siècle. L'institutionnalisation du sport s'opère donc dans tous les pays presque simultanément, à mesure que le mode de production capitaliste s'installe et se consolide définitivement, avant de conquérir toute la planète. »

Brohm, *1977, 1992 p122-123*

Dans la première partie de ce cadre théorique, nous détaillerons les influences politiques, économiques et sociales du sport moderne sur les sociétés qui l'ont adopté.

1. Introduction de l'éducation physique et sportive à l'école

Chapitre I : Les influences du sport sur les sociétés

I- 1 Dimension politique et économique de l'institution sportive

I-1-1 Le sport, un instrument politique

Au XIXe siècle, on assiste à la création de clubs et des championnats voient le jour, pour une pratique uniformisée qui vise à s'étendre. Ces sports possèdent autant une portée éducative et morale qu'ils peuvent transmettre des valeurs à leurs pratiquants et spectateurs. Les pouvoirs politiques comprennent en quoi ils peuvent constituer une véritable caisse de résonance pour affirmer leurs idées ou en faire la propagande. Nous retracerons la capacité du sport-spectacle à représenter un dispositif politique depuis sa modernisation à travers les exemples de régimes l'ayant instrumentalisé à des fins idéologiques.

Cette étude historique s'appuie notamment sur le travail de sociologues de l'université de Caen, qui érigent en 2012 un réquisitoire contre le sport moderne avec l'ouvrage *« Le Sport contre la Société »*, paru sous la direction de Patrick Vassort, Clément Hamel et Simon Maillard. Selon eux, l'institution sportive porte atteinte à la réalisation d'une société utopiquement démocratique et réalisée par le peuple (Vassort *et al.,* 2012). Des documentaires, interventions filmées et ouvrages de géographies politique et du sport viennent compléter les sources de cette analyse historique de l'intrusion politique dans le sport moderne.

> *« ...alors qu'une crise sans précédents, depuis les annéees 1930, vulnérabilise l'espace européen et sans doute l'espace mondial, ce livre veut rappeler que l'institution sportive, depuis son avénement, bien que différemment selon les périodes, a toujours été l'appareil idéologique le plus puissant des idéologies dominantes, l'appareil de domination le plus fin et le plus acéré. »*

Vassort, Hamel et Maillard, 2012, p9

- **<u>Les débuts de la politisation du sport moderne</u>**

Depuis les années trente, les chefs politiques s'approprient les manifestations et victoires sportives sous différentes formes. Le baron Pierre de Coubertin, et ses successeurs au sein du comité olympique, n'ont cessé de proclamer que les jeux étaient pacifiques et apolitiques, comme la charte olympique[1] l'affirme. Pascal Boniface, géopolitologue du sport, dénonce dans « *JO Politiques* » (2012) le mythe de l'apolitisme olympique, qu'il estime tout simplement impossible. En effet, l'ambiguïté de la charte et les actions du CIO frôlent l'hypocrisie: le choix des villes hôtes et la sélection – donc l'exclusion – des nations participantes sont des actes purement géostratégiques: au lendemain de la Première Guerre Mondiale, les vaincus sont exclus[2] des jeux de 1920. L'Allemagne se verra suspendue aussi en 1924, puis on lui attribuera les jeux en 1931 pour marquer la fin du diktat, sans savoir qu'Hitler les accueillerait en 1936.

Patrick Vassort établit un lien entre les périodes de crises économico-politiques et celles de développement du sport (Vassort *et al.*, 2012). Il prend ainsi pour exemple deux périodes : les années trente, puis les années soixante-dix.

- **<u>Les années trente</u>**

Les années trente ont vu la montée du fascisme, du nazisme et des nationalismes en Europe, ainsi que l'organisation des premières coupes du monde et les premiers phénomènes de masse aux Jeux Olympiques, organisés entre autres par les pays les plus belliqueux. L'époque est marquée par l'émergence de mouvements totalitaires en Europe, notamment en Allemagne et en Italie avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler et de Mussolini. En France, c'est le Front populaire, en 1936, qui tente d'enrayer la montée du fascisme à l'intérieur du pays à l'aube de la Seconde Guerre Mondiale. Les responsables politiques de l'époque souhaitent palier les conséquences négatives de l'industrialisation et de l'urbanisation et voient dans le sport, qu'ils vont promouvoir, un moyen de combattre la « dégénérescence » de la nation et ainsi assurer son « redressement physique et moral » (Auger, 1967).

Outre-Rhin, le sport est lui aussi vu comme un outil pouvant servir les intérêts du régime. Il sera utilisé comme fer de lance de la propagande nazie. En 1936, Adolphe Hitler accueille en Allemagne les Jeux Olympiques pour la première fois, à Berlin. L'Allemagne, qui

1. *www.olympic.org/Documents/olympic_charte_fr.pdf*
2. Autriche, Allemagne, Hongrie, Turquie et Bulgarie.

subit le *diktat* imposé depuis la première guerre, organise pour la première fois le décompte des médailles, et arrive en tête. Les jeux modernes instaurés par Coubertin sont plus compétitifs que les jeux antiques, les nations s'affrontant avec des règles admises sous l'esprit de « Plus loin, plus haut, plus fort ». Or, mesurer tous les pays du monde sur la même échelle, c'est aussi oublier les différences de chacun, et ainsi unifier la « masse » (Bensoussan *et al*., 2012). Ce spectacle grandiose sera immortalisé par la cinéaste d'Hitler, Leni Riefenstahl qui réalise le film « *Olympia*[1] », traduit en français par « Les dieux du stade » (1938), voyant l'apogée des symboles fascistes comme le salut romain. Les lauriers et le parcours de la flamme – mis en place pour la première fois – sont des symboles antiques repris par les nazis et encore utilisés aux Jeux Olympiques aujourd'hui. La mise en scène des victoires allemandes en 1936 restera l'un des premiers coups médiatiques sportifs, et l'une des premières récupérations politiques du sport moderne. En effet deux ans plus tôt, l'italien Benito Mussolini organise et remporte la deuxième coupe du monde de la FIFA de 1934, mettant en avant la réussite du fascisme et l'unité italienne.

L'éducation et la pratique sportives furent mises en avant dans le régime fasciste. Sous Mussolini, le sport devient la représentation de la puissance et de l'identité nationale. Reprenant Nietzsche, Le *Duce* développe la théorie de l'« Homme nouveau fasciste » à travers le sport. Les italiens s'inspirent des vainqueurs des Olympiades, deviennent athlètes de la patrie. Ils pratiquent ainsi les exercices physiques de sorte à posséder « résistance et puissance » pour la guerre ou la paix. Le ministère de la culture populaire, qui censure les journaux, la radio et le cinéma, met en valeur les compétitions sportives nationales et internationales qui permettent de regrouper tous les italiens dans un élan patriotique. Le Duce a utilisé le rugby, et non le football, sport-roi aujourd'hui, comme véhicule de l'unité italienne. Considéré comme un sport de combat participant à l'apologie de l'homme fort, le rugby est le sport collectif fasciste. Il garde aujourd'hui cet héritage, et reste dans les préjugés un sport de droite en Italie.

Ces régimes totalitaires ont compris la capacité du sport de mouvoir la masse, et l'utilisent. Accompagné d'une couverture médiatique (totalitaire), le sport a souvent été utilisé comme outil de propagande. Au Portugal, le football a été l'un des trois piliers de la dictature de Salazar – *Fado, Fatima e Futebol* – qui a encouragé la création de clubs et de championnats plus que celles d'écoles et d'universités. Aujourd'hui encore le sport est très présent dans la culture du pays, comme en atteste son omniprésence télévisuelle.

1. Riefenstahl, L., 1938. Olympia. Koln, Royaume-Uni.
Disponible à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=lLnGqMoNXRI

- **Les années soixante-dix**

L'uniformisation des compétitions internationales profite aux nationalismes des régimes les plus totalitaires. En 1978, et malgré les importants appels au boycott en Europe, l'Argentine du général Videla accueille la coupe du monde sous le contexte tendu de la dictature militaire. L'historien argentin Ezequiel Fernández Moores évoque cette période trouble de l'histoire argentine:

> *« La dictature la plus sanglante que l'Argentine ait connue a commencé le 24 mars 1976. Ce jour là, il y a eu 23 communiqués des militaires. Le premier disait "il est interdit de voter", le deuxième "il est interdit de penser", "il est interdit de parler", "il est interdit de se réunir entre ouvriers'", 'il est interdit de se réunir dans la rue", interdit, interdit, interdit! Jusqu'à ce qu'on arrive au communiqué 23 qui disait: "on autorise". Et qu'est-ce qu'on autorisait? On autorisait la transmission d'un partie de football. La sélection Argentine jouait en Pologne un match amical, la sélection se préparait pour le mondial 78 et la dictature pensait que le football aurait un pouvoir anesthésique auprès du peuple. »*

Fernández Moores dans Cantona, 2012[1]

Alors que plusieurs organisations internationales appellent au boycott de la compétition, celle-ci a finalement lieu et voit le sacre de l'Argentine. Le général et chef de la junte militaire Videla remettra la coupe au capitaine de la sélection pendant que dans une prison proche du stade, les opposants politiques sont torturés. Du sport, on retient le plus souvent les faits de jeu et résultats sportifs que les contextes historiques et sociétaux.

La mise en spectacle du sport en a fait un divertissement capable de fédérer les masses, mais aussi de capter leur attention. Ezequiel Fernandez Moore parle de pouvoir « anestésique ». Le sport a ainsi perdu de sa capacité de développement du corps et de l'esprit et participe davantage au conditionnement de ce dernier lors des retransmissions télévisées. Aujourd'hui le sport permet d'inculquer des principes à la société, tels que le patriotisme ou l'unité de la nation, si bien qu'il constitue un Appareil Idéologique d'État (Althusser, 1970).

> *« Ces régimes politiques qui cherchent à créer une masse indifférenciée, trouvent dans le sport l'appareil le plus efficace pour créer la fausse conscience d'une identité collective, d'une adhésion impensée aux schémas politique dominants. Pour cela, les symboles politiques et sportifs se superposent et développent les affects. »*

Vassort *et al.*, 2012, p16

1. Documentaire d'Eric Cantona, « Looking for Buenos Aires » *CanalPlus, Cantobros Productions, 13 Productions.* [Minute 21:01] *Disponible sur: https://www.youtube.com/watch?v=qbXYGiL5ODk*

⋆

Or, si les exemples d'instrumentalisation politique du sport sont nombreux au cours du siècle dernier et depuis l'avènement du sport moderne, il convient de noter cette immixtion du politique dans le spectacle ne date pas du siècle dernier. En effet les empereurs romains utilisaient déjà les jeux dans un intérêt politique.

Les ruines des arènes antiques toujours visibles aujourd'hui en témoignent. Le *Circus Maximus*, où se déroulaient les courses de char, avait une capacité de deux cent cinquante mille personnes[1] et Le Colisée, bâti entre 70 et 80 Apr. J-C entre cinquante mille et soixante dix mille spectateurs. Il a été le lieu de convergence du peuple Romain et un moyen pour les empereurs et sénateurs d'orchestrer leur puissance. Dans un exposé à l'Ecole Normale Supérieure intitulé « *Sport antique, sport contemporain*[2] », l'historien Jean-Paul Thuillier (2010) expliquait en quoi les dérives du sport-spectacle telles qu'on les connaît, étaient déjà présentes dans la Rome antique. Lors des courses de chars quatre équipes s'opposaient, les bleus, les verts, les rouges et les blancs. Chacune symbolisait une des quatre saisons, un des quatre éléments, une planète, ce qui rappelle les clubs d'aujourd'hui, qui arborent les couleurs et écussons qui leurs sont propres. Le supportérisme est aussi un phénomène inventé avant l'avènement du sport moderne. Ces équipes étaient composées d'un personnel conséquent, comprenant vétérinaires, entraîneurs, comptables, et bien sûr les conducteurs, ce qui rappelle les entreprises colossales que sont devenus les clubs professionnels, surtout de très haut niveau.

Jean-Paul Thuillier (2010) évoque par ailleurs le culte porté aux vedettes : les pilotes de chars. Ces premiers « sportifs » sont adulés, et représentés sur des plats et verres, qui constituent les premiers produits dérivés de l'histoire. De plus, ils sont payés grassement, ce qui n'est pas sans rappeler la « starification » des sportifs modernes aux salaires démesurés[3]. Permettant aux empereurs de s'acheter l'opinion populaire, les spectacles du Colisée et les courses du *Circus Maximus* représentent peut-être la plus ancienne utilisation du sport comme vitrine politique. La construction de stades monumentaux, le supportérisme, le culte de la vedette et la massification du divertissement sont des caractéristiques des « sports » romains qui se retrouvent dans le sport moderne. Le football professionnel est emblématique en tant que sport le plus médiatisé au monde, avatar de toutes ces dérives.

1. A titre d'indication, le Stade de France, à Saint-Denis (93), peut accueillir 80 000 spectateurs
2. Disponible à l'adresse: *http://www.les-ernest.fr/sport-antique-sport-moderne/*
3. Le salaire mensuel moyen d'un footballeur français est de 46 000 € en 2012, soit 36 fois le salaire moyen de tout autre travailleur français. DATAGUEULE #9, 2014, France Télévisions et Premières Lignes Télévisions: *https://www.youtube.com/watch?v=XdRhS0MacqE*

Ainsi les excès liés à ces pratiques aujourd'hui existaient déjà dans l'Antiquité. On sait que les Jeux Olympiques qui se déroulaient dans la Grèce antique étaient à l'époque l'événement qui rassemblait le plus de personnes au monde. Aujourd'hui, les Jeux Olympiques modernes battent tous les quatre ans des records d'audiences internationales, et est ainsi « resté » le premier événement planétaire.



Le sport est une vitrine que les pouvoirs politiques ont su s'approprier pour servir leurs fins. Unissant les masses derrière un même étendard, le spectacle qu'il constitue permet de faire l'apologie de ses idées, et de mettre en scène sa puissance. Il peut aussi être un vecteur de lien social. Le sport est un spectacle en apparence neutre qui peut être utilisé de différentes manières et n'est que rarement critiqué, car il se prétend apolitique.

Cette réutilisation politique du spectacle existait avant l'avènement du sport moderne, lequel se distingue dans la prise en compte du record qui va profondément modifier sa pratique. En effet la mesure à l'Antiquité était relative entre chaque coureur. Le chronométrage quant à lui permet aux athlètes de se comparer sur des terrains différents et même entre générations.

Si le sport inculque des valeurs à ses pratiquants et à ses spectateurs d'une manière latente, ce n'est pas essentiellement l'œuvre d'une instrumentalisation politique. Cet effet peut être un simple retour des traits que les pratiquants ont imprégné au sport en en créant les règles ou en les faisant évoluer à travers sa pratique. Nous étudierons dans la partie suivante comment le culte de la performance s'est imposé à la pratique sportive depuis la prise en compte du record à la fin du XIXe siècle.

« ...dans une Angleterre en pleine expansion économique et en pleine évolution sociale, la passion des paris avait donné une si forte impulsion, on aura vu s'accuser des traits caractéristiques du sport moderne : la recherche de la performance, la poursuite du record, la mesure (notamment du temps), le perfectionnement de la technique, la compétition incessante, l'insertion du sport dans l'activité économique, sa pénétration dans les différentes couches sociales qu'il met souvent en communication. »

Bouet, 1968, p325

I-1-2-Système économique du sport, « plus loin, plus haut, plus fort »

D'après Jean-Marie Brohm, le sport est « *l'institution que l'humanité a découverte pour enregistrer sa progression physique continue* » (1977,1992). Cette recherche perpétuelle de performance, mise en avant par le sport moderne va affecter le monde du sport (sportifs, clubs, institutions...) mais aussi les différentes couches de la société. La course au résultat va se muer en une quête du « toujours plus », comme l'illustre la devise olympique : « Plus loin, plus haut, plus fort » que l'on doit à Pierre de Coubertin lors de la modernisation des Jeux.

> *« Le sport est un système institutionnalisé de pratiques compétitives, à dominante physique, délimitées, codifiées, réglées conventionnellement dont l'objectif avoué est, sur la base d'une comparaison de performances, d'exploits, de démonstrations, de prestations physiques, de désigner le meilleur concurrent (le champion) ou d'enregistrer la meilleure performance (record). Le sport est donc un système de compétitions physiques généralisées, universelles, par principe ouvertes à tous, qui s'étend dans l'espace (toutes les nations, tous les groupes sociaux, tous les individus peuvent y participer) ou dans le temps (comparaison des records entre diverses générations successives) et dont l'objectif est de mesurer, de comparer les performances du corps humain conçu comme puissance sans cesse perfectible. Le sport est donc en définitive le système culturel qui enregistre le progrès corporel humain objectif, c'est le positivisme institutionnalisé du corps. C'est le musée des performances, les archives des exploits à travers l'histoire. Le sport est l'institution que l'humanité a découverte pour enregistrer sa progression physique continue. »*

Brohm, 1992, p89

A/ Idéologie du progrès et culte de la performance dans la mondialisation

A travers l'analyse de l'impact économique du sport-spectacle, nous étudierons la quête du « plus », censée représenter un idéal de progrès. L'avènement du sport moderne, par l'apologie des records et l'abondance d'événements internationaux ont imposé une mise en compétition généralisée. Ce culte de la performance est défini par le philosophe Robert Redeker, lorsqu'il présente deux influences de la « sportivisation » sur la société: la dictature de la performance et son immixtion dans nos rythmes de vie:

> *« Le sport-spectacle instaure par ailleurs la dictature de la performance sur la vie humaine. On évoque sans cesse les performances des entreprises, on glose sur leur compétitivité - la métaphore sportive s'y impose spontanément. On évoque en terme sportifs les performances des actions en bourse ou du CAC 40. Celles des lycées et des lycéens. On parle aussi des performances des chaînes de télévision, des journaux – autrement dit les biens culturels eux-mêmes sont maintenant (ce qui consonne avec leur marchandisation) sportivés. Dans l'objectif mercantiliste, le sport-spectacle n'est pas ambigu: il est le catéchisme hard du capitalisme*

extrême, de la guerre de chacun contre chacun et de la loi du plus fort. Il est le catéchisme de la performance et a pour mission principale d'imposer à tous les imaginaires la performance comme impératif catégorique. Son but: transformer tous les hommes en compétiteurs. Il n'est pas sûr que cet objectif – qui rappelle plutôt l'état de nature tel que le philosophe Thomas Hobbes le conceptualisa dans son Léviathan – *soit civilisateur. »*

Redeker, 2002

Cette apologie des performances se répercute sur de multiples pans de la société. A l'école ou au travail, les performances scolaires priment sur l'épanouissement individuel et collectif. C'est aussi le cas pour les clubs qui agissent comme des entreprises (Vassort, 2012).

La recherche de productivité dans le sport s'assimile selon Patrick Vassort à un sprinteur: ce dernier doit courir le 100 mètres dans un temps record, toujours plus court. Si bien que son seul objectif est d'accomplir sa tâche en moins de temps possible, soit 0 seconde. Il n'y a pas de limite dans la recherche de performance et l'accélération continue, qui en est la priorité. Or, cette culture du « plus », qui relègue l'intérêt et le sens communs, est un des facteurs qui peut conduire à l'explication des crises économiques et environnementales de notre époque[1] (Borrel, 2014). Les entreprises alimentaires répondent à la recherche perpétuelle de bénéfices des actionnaires, sans se soucier des conséquences écologiques et humanitaire[2].

« Il y a une sorte d'homologie [...] entre la société et le sport. Il y a à la fois la méritocratie qui s'est développée un peu partout dans le sport, surtout le sport professionnel qui est assez méritocratique. Il y a la concentration des gains, [...] " The winner take all[3] " *– c'est-à dire le vainqueur gagne tout – le sport fonctionne dans cette logique. On essaye d'être vainqueur car on gagnera la part la plus substantielle, il faut être qualifié en* Champions League[4] *car on va gagner beaucoup d'argent. Et la société fonctionne comme ça. La crise dans laquelle on est résulte du fait que les banques, les traders, les spéculateurs sont des gens qui fonctionnent au* "winner take all", *je dois gagner mon pari sur le cours de l'euro ou je dois gagner mon pari sur les prêts aux ménages*

1. « L'urgence de ralentir » Philippe Borrel, Arte. *https://www.youtube.com/watch?v=e3bKMJTaQn4*
2. *« En 2005, [selon la banque mondiale] 52% du PIB mondial autrement dit des richesses produites dans le monde en un an a été contrôlé par cinq cent entreprises. Et le seul but de ces multinationales est la maximisation du profit. La plus grande entreprise agroalimentaire qui emploie presque 300 000 personnes, qui est active sur les cinq continents et qui contrôle 8000 marques, est Nestlé. Nestlé est aujourd'hui dirigée par un sympathique Autrichien bronzé aux U .V qui obéit lui-même à la logique interne de l'entreprise : maximiser les profits en évitant les taxes. Et s'il n'obtient pas, chaque année, des profits astronomiques pour les actionnaires, alors il sera éjecté. Et le pouvoir énorme qu'il a aujourd'hui, sur des centaines de millions de personnes ne lui sera d'aucune aide. La maximisation des profits et la stratégie meurtrière des hiérarchies des multinationales. »* Jean Ziegler, rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU pour le droit à l'alimentation, extrait du film-documentaire « *We feed the world : Le marché de la faim* », Wagenhofer, 2005
https://www.youtube.com/watch?v=jYMQ1dgPXLE
3. W. Andreff fait référence aux ouvrage d'économie et de politique américains théorisant sur le « *Winner take all* » (Frank, Cook, 1995), (HACKER, Pierson, 2010)
4. Coupe d'Europe de football des clubs la plus prestigieuse.

américains pour qu'ils achètent des logements et je vais moi m'enrichir, quoi qu'il arrive par ailleurs. C'est une logique qui pour certains économistes – dont je fais partie – est assez désastreuse, je veux dire que ça ne donne pas une vue de notre société et de son avenir qui soit très prometteuse. »

Andreff[1], 2012c

Le modèle économique des clubs professionnels est aujourd'hui calqué sur le modèle économique mondial. Selon l'*« idée que plus, serait forcément égal à mieux »* (Ariès[2], 2012), les équipes professionnelles sont lancées dans la compétitivité sous peine de disparaître, et les clubs se voient contraints à l'endettement, achetant des joueurs pour des sommes toujours plus insensées[3]. En 2012, 60% des championnats européens ont finis la saison déficitaires[4], et les augmentations des audiences, droits télévisuels, de salaires et des transferts cachent une importante bulle spéculative[5]. Cette économie basée sur des financement par la dette est à l'image du système capitaliste, dont le marché des footballeurs n'est qu'une illustration. Ces derniers sont achetés et revendus comme n'importe quelle autre marchandise, victimes passives d'une spéculation qui atteint des sommes qui ne sont pas réelles. Le philosophe Robert Redeker affirme voir dans le sport un « *modèle réduit du capitalisme* » (2002, p18).

Nicolas Oblin, sociologue à l'université de Caen, affirme que l'idée que la compétition est la matrice du progrès est une croyance mise en valeur par l'institution sportive dont elle est le « temple sacré, intouchable » (2009). En effet l'organisation des Jeux Olympiques engendre des constructions neuves et faramineuses pour les villes dont les coût ne cessent d'augmenter. Le politologue Paul Ariès, invité de « Regards sur le sport », détaille cette escalade des coûts d'organisation :

« Aujourd'hui je suis particulièrement heureux que la question du sport revienne à l'agenda politique. On voit depuis quelques semaines la jeunesse, notamment brésilienne, se dresser contre ce gaspillage dans le domaine du sport. L'organisation du mondial au Brésil, c'est 11 milliards de dollars. J'ai été regarder quels étaient les derniers grands budgets: Les Jeux Olympiques de Londres, c'est 11 Milliards, ceux d'Athènes, 9 Milliards. C'est-à-dire qu'on a le sentiment qu'on ne peut plus rien faire au-dessous de ce montant. Si vous regardez combien la France dépense chaque année pour

1. Entretien de *Regards sur le sport.*
2. *Ibid*
3. Voir le minidoc Datagueule #9, produit par France Télévisions et Premières Lignes Télévisions: *https://www.youtube.com/watch?v=XdRhS0MacqE*
4. *Ibid*
5. Le salaire moyen d'un footballeur français a triplé entre les saisons 1997/1998 et 2011/2012, passant de 15 245 € à 46 000 €. Quant aux retransmissions sportives, elles sont passées de 33 000 heures en 1999 à 100 000 heures en 2010.
DATAGUEULE #9 et #38, 2014, France Télévisions et Premières Lignes Télévisions:
https://www.youtube.com/watch?v=XdRhS0MacqE
https://www.youtube.com/watch?v=F-Wy9DY6WE8

ses dépenses sportives, c'est entre 30 et 40 Milliards d'Euros. Et à l'échelle mondiale c'est 140 milliards de dollars. Si on compare ce montant a ce que l'ONU considère comme ce qui serait suffisant pour régler le problème de la faim dans le monde, je dirais que si on arrive a mobiliser pendant 25 ans, 40 milliards de dollars, on règle le problème de la faim dans le monde; si on mobilise 80 milliards de dollars, on règle le problème de la grande pauvreté dans le monde. Donc parler du sport, ce n'est pas une discussion académique, ça renvoie en effet à de grands enjeux de société et je dirais qu'il ne faut plus parler de sport comme on en parlait il y a vingts ans, mais il faut en parler à un moment ou près d'un milliard de jeunes est au chômage, un moment où on dit que la planète est en danger. »

Ariès, 2012[1]

Cette course aveugle au « toujours plus » ne semble pourtant mener à rien, en effet les derniers Jeux Olympiques d'été à ne pas avoir été déficitaires sont ceux d'Atlanta en 1996 (Detroyat, 2013). Que ce soit dans le dépassement des corps des sportifs ou dans les capitaux engagés ; le sport est devenu une course au profit et au capital, une performance quantifiable et quantifiée comme une autre.

B/ La compétition généralisée

Le culte de la performance et la création de compétitions internationales au cours du siècle ont participé à une mise en compétition généralisée. Les logiques de sélection qui hantent le sport moderne s'apparentent à celles des entreprises. Or, la sélection engendre l'exclusion: dans un sport collectif, le meilleur sera choisi pour jouer et le moins bon restera sur le bord du terrain. Dans l'industrie sportive mise en compétition, l'entraîneur qui échoue est voué au remplacement, à l'instar d'une entreprise qui licencie les employés les moins compétents, dans le but d'augmenter la performance de l'équipe et dans ce cas, le chiffre d'affaire de l'entreprise. Patrick Vassort évoque une lutte de tous contre tous et de chacun contre chacun, mise en valeur par le sport (2012).

Alain Finkielkraut, écrivain et philosophe invité lui aussi dans « Regards sur le sport » (2013), estime quant à lui que l'esprit de compétition permet de faire avancer l'humanité. Rappelant que le culte de la performance n'était pas présent dans la Grèce antique, où les athlètes s'accomplissaient à travers les pratiques physiques, dans une démarche moins *sportivée*, il se dit en faveur de la rivalité qui existe dans le sport moderne. Alain Finkielkraut considère que l'esprit d'émulation[2] conduit aux meilleurs résultats (2013), et que l'esprit de

1. Entretien de *Regards sur le sport.*
2. Emulation : Sentiment qui pousse à faire aussi bien ou mieux qu'un ou plusieurs autres dans diverses activités ; rivalité conçue comme une incitation au travail. Définition Larousse

compétition permettrait ainsi de faire avancer l'humanité. Il affirme dans cet entretien : « si on ne comptait pas les buts, les gens ne joueraient pas. […] l'humanité n'est pas faite comme ça » (2013).

Cependant les travaux des anthropologues Lévi-Strauss (1962) et Pierre Clastres (1972) sur les plateaux andins concernent des sociétés où la pratique physique n'est pas synonyme de compétition. En effet les courses se terminent avec l'arrivée de tous les participants sur la même ligne (Ariès, 2013). De plus, il s'y pratique un « ancêtre du football », où la partie ne peut s'achever que sur un score d'égalité :

> *« A priori, l'existence du football qui exige la possibilité d'un gagnant et d'un perdant paraît alors inapplicable sous cette forme dans cette tribu, car cela mettrait en danger l'existence des membres qui la composent. C'est bien au nom de la nécessaire collaboration de ces deux valeurs antinomiques que les parties de football sont jouées dans le but, pour chaque équipe, d'égaliser le nombre de buts marqués par les adversaires afin qu'aucune supériorité, menaçant l'équilibre du groupe, soit possible (Ehrenberg A., 1984 : 843). Ce jeu rituel ressemble au football moderne par les techniques utilisées mais s'en dissocie fondamentalement par les significations qu'il revêt, tout comme dans le* tlachtli *des Aztèques, dont les formes ont été comparées à celles du football, dont il faut interroger les apparences agonales puisque ici encore, il n'existe ni perdants, ni gagnants entre les deux équipes. »*

Le Pogam, 1999, p6

Lévi-Strauss évoque aussi les « Gahuku-Gama de Guinée », qui ont appris le football mais ne terminent les parties que sur un score d'égalité, ce qui fait traiter le jeu comme un rite (1962, p46). Les activités physiques des sociétés humaines ne sont donc pas intrinsèquement compétitives et portées sur l'adversité. En effet des jeux et des sports ne prônant pas l'exclusion du moins fort existent. Lévi-Strauss distingue les jeux sportifs rituels dits « conjonctifs » des jeux sportifs « disjonctifs ». Le rituel institue une union, voire une communion entre les groupes au départ dissociés. Au contraire, les jeux disjonctifs créent un écart différentiel entre les joueurs ou les groupes qui n'était pas inégaux au départ, mais dont la rencontre va ancrer une inégalité les désignant comme gagnants et perdants (1962).

> *« Parce que tout simplement, ce principe d'individualisme, l'idée qu'il faudrait être le meilleur, n'est pas enracinée, mais ce qui est enraciné, c'est le fait que ce qui serait le pire, c'est d'être en dehors du groupe, d'être sorti du groupe. […] Je dirais que cette idéologie du progrès, c'est aussi l'idée que l'histoire humaine serait linéaire, qu'on passerait toujours d'un moins vers un plus, ce qui serait vrai sur le plan individuel le serait aussi sur le plan collectif, il y aurait donc des civilisations, des peuples, plus avancés, plus évolués, plus développés que d'autres. »*

Ariès, 2013

L'idée même de comparer les nations, par exemple dans un tableau des médailles aux Jeux Olympiques, donne l'idée que certaines valent plus que d'autres. Ce qui n'est pas sans rappeler la mise en scène des jeux de Berlin de 1936 et la glorification de l'Allemagne victorieuse, qui constitue un « nationalisme sportif ». L'économiste du sport Wladimir Andreff, dans un entretien de « Regards sur le sport[1] », affirme que la réussite sportive d'un pays sur le plan international peut être vue comme un facteur de santé économique et politique qui peut légitimement être pris en compte. Les médailles seraient aussi un bon indicateur de développement (Andreff, 2001). On pourrait ainsi voir les réussites sportives d'un pays comme une force économique sur la scène internationale. Ce *Soft-Power,* ou force « douce », qu'est le sport représenterait une force géopolitique et économique au même titre que la culture américaine, par le cinéma, la musique où même les chaînes de fast-food présents dans le monde entier sont une force conséquente sur l'échiquier mondial pour les États-Unis.

C/ Le sport capitalisé

Depuis sa création le sport est un outil politique qui sert les pouvoirs dominants. Si par le passé il a notamment loué les idées fascistes, il est aujourd'hui intégré au système capitaliste duquel il diffuse les valeurs de manière latente. Le sport-spectacle, phénomène de masse largement médiatisé dans le monde, communique le modèle capitaliste via l'omniprésence de sponsors et de publicités et fait l'apologie des sportifs[2] surpayés, dont le succès serait uniquement dû à leur mérite personnel. Il est selon Patrick Vassort à la fois un reflet du capitalisme et une matrice permettant sa réalisation (2013). Selon lui, les Appareils Idéologiques d'État, théorisés par Althusser en 1970, cèdent aujourd'hui leur place aux Appareils Stratégiques Capitalistes (ASC), « *dont l'institution sportive est l'un des fleurons* » (Vassort *et al.,* 2012, p37).

Le sport moderne est une éloge à la méritocratie, notamment via la règle du « *Winner take all* » (Andreff, 2012c) qui s'est imposé à la majorité des pratiques – et pas seulement sportives –. Jean-Marie Brohm y voit l'apologie d'une lutte des classes qui sert les élites :

> *« Le sport est dans son essence un phénomène de la société capitaliste bourgeoise, en ce sens qu'il lui est nécéssaire pour la reproduction élargie des rapports sociaux de production. »*
>
> Brohm, 1992, p124

1. Un extrait de cet entretien est disponible à cette adresse: *www.canal-insep.fr/fr_FR/regards_sur_le_sport/wladimir-andreff-economiste-extrait*
2. Le genre masculin est employé volontairement.

La création et l'expansion du sport à la fin du XIXe siècle dans une Europe aristocratique marque une rupture avec la pratique de jeux tels qu'ils existaient depuis l'Antiquité. Le culte du record et de la performance engendre des logiques de sélection et donc d'exclusion qui se répercutent dans la société. La compétition généralisée n'est pourtant pas le propre de l'humanité, comme le prouvent les études des cultures des plateaux andins. (Levi-Strauss, 1972) En effet, le sport est créé par les hommes qui lui en donnent ses caractéristiques ; en retour il influe sur les sociétés comme une matrice. Nos sociétés actuelles seraient ainsi définies par le « chacun pour soi » promu par le sport moderne ; et ce, même au sein des sports collectifs.

Par ailleurs, le sport-spectacle, dont la médiatisation ne cesse d'augmenter, influe également sur la pratique ordinaire et les activités ludo-sportives. Il semble ainsi légitime d'interroger le modèle de société ainsi promu par les différents sports. La partie suivante approfondira le modèle que le sport moderne incarne ; tant dans ce qu'il représente que dans les valeurs qu'il transmet aux sociétés.

I-2 Influence du sport moderne sur la société

Cette seconde partie du chapitre consacré à la géographie du sport s'intéressera à la portée que cette pratique sociale exerce sur la société. Nous verrons en quoi il en est une production.

> *« Dans l'Inde, on jouait aux échecs avec quatre rois. Le jeu passa dans l'Occident médiéval. Sous la double influence du culte de la Vierge et de l'amour courtois, l'un des rois fut transformé en Reine ou en Dame, qui devint la pièce la plus puissante, tandis que le Roi se trouvait confiné au rôle d'enjeu idéal, mais quasi passif, de la partie. [...] [On peut] dénoncer d'autre part une solidarité véritable entre toute société et les jeux qui s'y trouvent pratiqués avec prédilection. Il existe, en effet, une affinité qui ne peut que s'accroître entre leurs règles et les qualités et défauts ordinaires des membres de la collectivité. Ces jeux préférés et plus répandus manifestent, pour une part, les tendances, les goûts, les façons de raisonner les plus communes et, en même temps, ils éduquent et entraînent les joueurs dans ces mêmes vertus ou ces mêmes travers, ils les confirment insidieusement dans leurs habitudes ou leurs préférences. De sorte qu'un jeu qui est en honneur chez un peuple peut, à la fois, servir à définir certains de ses caractères moraux ou intellectuels, fournir une preuve de l'exactitude de la description et contribuer à la rendre plus vraie en accentuant ces caractères chez ceux qui s'y adonnent. »*

Caillois, 1967

Les jeux permettent de définir les civilisations et les époques par leurs caractéristiques intrinsèques. Le monde actuel serait ainsi défini par l'abondance de sport-spectacle mondialisé. Le sport comme les jeux, sont des productions de la société. A leur image, le sport est encore loin dans l'égalité des sexes. Nous verrons ainsi comment l'institution sportive renforce les préjugés au lieu de les combattre. Auparavant, il nous faudra étudier les conséquences du culte de la performance sur les corps des sportifs, qui révèlent un conditionnement plutôt qu'un épanouissement de l'individu.

I-2-1 Influence du culte de la performance sur les corps dans la pratique ordinaire

Le sport moderne est un véritable fait de société tant il est médiatique et rythme la vie humaine (Redeker, 2002). La course effrénée à la performance qu'il théâtralise se transmet dans de multiples aspects de la société. A l'école ou dans la vie la performance et le succès sont mis en avant. Les écoliers, continuellement notés et évalués, sont confrontés au redoublement comme à un échec.

D'autre part, le fair-play mis en scène dans le sport professionnel sonne creux lors des rencontres ultra-compétitives. En effet les valeurs transmises par l'institution sportive visent à considérer l'adversaire comme un ennemi et non un partenaire.

> *« Dès lors que l'on suscite un violent sentiment de rivalité, l'idée même de jouer selon les règles devient caduque. Les gens veulent voir un des adversaires porté en triomphe et l'autre humilié, et ils oublient qu'une victoire obtenue en trichant ou parce que la foule est intervenue n'a aucun sens. Même lorsque les spectateurs n'interviennent pas physiquement, ils tentent au moins d'influencer le jeu en acclamant leur camp et en déstabilisant les joueurs adverses par des huées et des insultes. A un certain niveau, le sport n'a plus rien à voir avec le fair-play. Il met en jeu la haine, la jalousie, la forfanterie, le mépris de toutes les règles et le plaisir sadique que procure le spectacle de la violence : en d'autres termes, ce n'est plus qu'une guerre sans coups de feu.[1]»*

Orwell, 1945

Dans son livre « éloge du mauvais geste » (2010), Olivier Pourriol revient sur les actions fameuses qui ont fait l'histoire du football. De la main de Diego Maradonna à celle de Thierry Henry, le football a glorifié les tricheurs et leur a donné la victoire. Pire, il a légitimé la triche. En effet le football professionnel pour ne citer que lui est aujourd'hui le théâtre de truqueries qui tendent à être acceptées comme partie intégrante du jeu.

Ainsi tous les moyens sont bons dans la course aux résultats, et tous les excès tel que le dopage ou autre sont excusés tant que la performance est à la clé. Seule la victoire est belle. Ce constat pousse à se demander quelle société juste peut être construite à partir d'un jeu qui creuse les inégalités, sélectionne les forts et exclut les faibles. En effet dans une équipe sportive comme dans la société ; est exclu l'individu qui n'est pas adapté à la course aveugle au résultat. Par exemple un handicapé psycho-moteur n'a pas sa place dans le sport institutionnalisé, ni dans la société compétitive. Cependant est accepté le tricheur, qui se met en danger avec le dopage, laisse de côté sa santé physique et l'épanouissement de son corps au profit de l'industrie sportive. Le problème soulevé ici est celui du modèle de société ainsi promu par le sport, lequel évolue en reflet de la matrice capitaliste.

On peut aussi évaluer l'impact du culte de la performance sur la pratique sportive ordinaire et l'épanouissement du corps du sportif.

---

1. *« As soon as strong feelings of rivalry are aroused, the notion of playing the game according to the rules always vanishes. People want to see one side on top and the other side humiliated, and they forget that victory gained through cheating or through the intervention of the crowd is meaningless. Even when the spectators don't intervene physically they try to influence the game by cheering their own side and "rattling" opposing players with boos and insults. Serious sport has nothing to do with fair play. It is bound up with hatred, jealousy, boastfulness, disregard of all rules and sadistic pleasure in witnessing violence: in other words it is war minus the shooting. »*
– traduction de Anne Krief, Bernard Pecheur et Jaime Semprun.

Nous avons vu précédemment l'influence de la recherche de performance instaurée dans le sport moderne depuis le début du siècle dernier. Les clubs agissent désormais comme des entreprises (Vassort *et al.,* 2012). Outre l'avènement du sport-spectacle capitaliste, la recherche de résultat s'est imposée à la pratique sportive ordinaire. Dans cette partie nous étudierons le modèle que représente le monde professionnel pour le monde amateur.

Redeker, philosophe et auteur du « *Sport contre les peuples », *estime que le sport-spectacle impose une dictature de la compétition et de la performance. Ce culte du « toujours plus loin, plus haut, plus fort » nuirait ainsi à la recherche de bien-être que le sport représente en premier lieu. Cette recherche de performance, qui a envahi le sport professionnel, est aujourd'hui très présente dans le sport ordinaire, tant ce dernier en est le miroir. Le sportif amateur a pour premier modèle le sportif professionnel, à partir duquel sa pratique peut être influencée. La surmédiatisation et « *l'immixtion dans la vie humaine du sport-spectacle »* (Redeker, 2002) lui permet d'assister aux exploits du joueur professionnel. Qu'il soit enfant ou adulte, la pratique d'excellence qui lui est proposée le pousse à reproduire le même schéma et tenter, à son échelle, de s'entraîner pour égaler les exploits de ces modèles.

> *« Le sport ordinaire est un maillon intermédiaire entre le sport-spectacle et les pratiques philosophiques du corps. Il est tiraillé entre les deux : entre le mythe, puissamment orchestré par les industries du divertissement, de la compétition, et le désir de bonheur, qui est au principe de toutes les philosophies (par exemple d'Epicure), dont chaque jogger ou cycliste du dimanche ressent confusément l'aiguillon. Le sport ordinaire peut-être sauvé de la contamination du sport-spectacle en se tournant vers d'autres pratiques du corps, en comprenant que la pratique du sport peut avoir d'autres horizons et d'autres motivations que ceux imposés par le sport-spectacle. »*
>
> Redeker, 2002

Les industries du divertissement mettent en œuvre le culte de la compétition. Cependant l'épanouissement et la satisfaction dans le sport ne dépendent pas uniquement de la performance, laquelle n'est pas une fatalité en soi, comme le prouvent les jeux « conjonctifs » (Levi-strauss, 1962). Robert Redeker évoque « *d'autres motivations que celles imposées par le sport spectacle* » (2002), qui ne seraient pas la recherche du résultat mais plutôt celle de l'épanouissement personnel.

De plus cette quête d'excellence peut se révéler négative pour les corps, livrés à l'institution sportive qui elle, souhaite fabriquer des champions. Cette demande croissante de performances et l'acceptation sociale de cette demande peut conduire à des excès, notamment chez les plus jeunes. Clément Hamel, auteur du chapitre « *Sport, anthropofacture et conformisme généralisé »* dans « *Le sport contre la société* » (Vassort *et al.,* 2012), met en garde contre cette compétition sans freins : en s'exposant quotidiennement aux blessures et aux

risques engendrés par sa pratique, le sportif repousse les limites de son corps en vue de dépasser ses adversaires.

Ce dépassement de soi est d'autant plus contestable qu'il s'applique aux plus jeunes. Clément Hamel prend pour exemple la préparation des gymnastes chinois pour les Jeux Olympiques de Pékin[1]. Certains enfants sont ainsi repérés dès la maternelle et s'entraînent très durement pour devenir des champions. Il évoque alors l'aberration que constitue l'existence d'un record de marathon (42,195 kilomètres) pour la catégorie des moins de quatre ans. (Vassort *et al.*, 2012)

En somme, la question de l'épanouissement du corps se pose. Dans la recherche de record elle serait mise de côté. Le sport-spectacle se consacre au résultat sportif. On y apologise la performance et en fait le culte, au-delà de l'individu:

> *« Le sportif, dès qu'il est pris dans l'engrenage, ne peut plus s'en sortir. La hiérarchie des performances, la progression des records (...) lui commandent de ne plus s'arrêter, de toujours améliorer sa valeur sportive. »*

Laguillaumie, 1972

Seules les performances du sportif sont valorisées et le définissent. Il utilise son corps comme un outil de travail. (Vassort *et al.*, 2012). Le dopage, un tabou dans le milieu sportif, n'est qu'une conséquence de ce culte du résultat[2]. Outre la déshumanisation que représente cette obsession de la performance, elle est négative pour la santé du compétiteur, alors que la pratique sportive est une activité qui devrait contribuer au bien être de chacun. La recherche de résultat comme la recherche de profit est la cause du conditionnement des corps et des sociétés. Ce conditionnement, qui s'applique aux corps s'adonnant à la pratique sportive, reproduit les rapports de domination de nos sociétés. k

> *« La mise à mort, réelle et/ou symbolique d'un adversaire – voire celle d'un partenaire, car la compétition sportive, et cela se vérifie chaque jour, est une lutte de tous contre tous, y compris des , à priori, partenaires entre eux –, dans l'univers de la compétition sportive, n'est pas significativement différente des mises à mort réelles et symboliques qui sont la conséquence de l'exploitation déraisonnablement rationnelle de l'homme et de la nature pour l'accumulation de capital et de domination »*

Oblin, 2009, p30

1. Voir la vidéo « JO: enfants chinois poussés au résultat » France 24.com *http://www.dailymotion.com/video/x6fe3t_jo-enfants-chinois-pousses-au-resul_sport*
2. Voir le minidoc Datagueule #39, produit par France Télévisions et Premières Lignes Télévisions: *https://www.youtube.com/watch?v=F-Wy9DY6WE8*

Ainsi l'institution sportive promeut une lutte de tous contre tous et de chacun contre chacun, qui engendre les exclusions des moins disposés. Le sport moderne implique des logiques de discriminations, révélateur des sociétés qui les ont créés.

Le culte de la mesure implique une catégorisation des sportifs : les athlètes handicapés, moteurs ou mentaux, ne peuvent participer aux épreuves avec les « valides ». Ils se mesurent alors dans des épreuves qui leur sont réservées, par exemple lors des Jeux Paralympiques qui sont fortement sous-médiatisés et catégorisent les athlètes. Les discriminations dans le sport ne s'arrêtent pas à la capacité physique, en effet les discriminations de sexe ont toujours été présentes dans l'institution sportive depuis sa création à la fin du XIXe siècle.

I-2-2- Les femmes dans l'institution sportive

Le milieu uniquement masculin qui l'a créé et fait évolué depuis la fin du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui est à l'origine de la sexualisation du territoire sportif. Les femmes ont dans un premier temps dû lutter pour conquérir cet espace qui leur était interdit et pour lequel les sportives sont encore aujourd'hui sous-représentées et sous-médiatisées. De plus, leur participation à une institution répressive créée par les hommes et pour les hommes soulève de multiples questions quant à l'émancipation corporelle que le sport peut représenter. Est-il réellement libérateur de conquérir une institution reproduisant des logiques de domination et ouvertement machiste ?

Dans un premier temps nous retracerons l'histoire de la conquête de l'espace sportif par les femmes, qui représente une véritable lutte. Ensuite nous verrons en quoi l'intégration des femmes à la sphère sportive n'a pas aboli la misogynie qui lui est propre, et véhicule paradoxalement des stéréotypes toujours plus marqués et clivants. Dans cette lutte pour l'égalité des sexes prenant place au sein d'un système dont nous avons déjà détaillé la capacité d'oppression des corps, il conviendra d'évaluer dans un troisième temps la place des femmes dans le sport aujourd'hui, et constater que la conquête de l'espace sportif par les femmes ne constitue que la moitié du chemin à parcourir dans la lutte pour l'égalité des sexes.

> *« L'admission des femmes à l'égalité parfaite serait la marque la plus sûre de la civilisation, elle doublerait les forces intellectuelles du genre humain et ses chances de bonheur »*
>
> Stendhal, dans Boccard, 2015

A- Le sport, histoire d'une domination

Le sport moderne naît dans le dernier quart du XIXe siècle (Broucaret, 2012, p11) dans un monde dominé par les hommes, pour les hommes. Cette époque belliqueuse et coloniale voit les femmes interdites de participer aux sports dits « masculins ». En effet les pratiques physiques sont alors très différenciées. C'est dans l'Angleterre victorienne de la fin du XIXe, où se pratique à l'extrême la séparation des fonctions entre les sexes, que s'institutionnalise et se diffuse le sport moderne, compétitif, codifié et industriel (Boccard, 2012, p19). La *gentry class* anglaise pratique la chasse, l'équitation et les jeux de ballons. Dans les *publics school* fréquentées par les garçons, les sports sont soumis à des règles à visée éducatives, d'entraînement et de maîtrise physique et mentale. En France la gymnastique est pratiquée dans les écoles de filles, à des fins « hygiénistes », et connaît un vaste essor. (Boccard, 2012, p20)

Le baron Pierre de Coubertin, président du CIO et fondateur des JO modernes, représente cette Europe aristocrate et misogyne de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. En 1896, Les premières olympiades d'Athènes sont, conformément à la volonté de leur créateur, exclusivement masculines (Broucaret, 2012, p13). Ce dernier affirmera en 1912, dans une déclaration explicite:

> *« Une petite Olympiade femelle à côté de la grande Olympiade mâle. Où serait l'intérêt ? [...] Impratique, inintéressante, inesthétique, et nous ne craignons pas d'ajouter : incorrecte, telle serait à notre avis cette demi-Olympiade féminine. Ce n'est pas là notre conception des Jeux olympiques dans lesquels nous estimons qu'on a cherché et qu'on doit continuer de chercher la réalisation de la formule que voici : l'exaltation solennelle et périodique de l'athlétisme mâle avec l'internationalisme pour base, la loyauté pour moyen, l'art pour cadre et l'applaudissement féminin pour récompense »*
>
> De Coubertin, 1912, p109-111

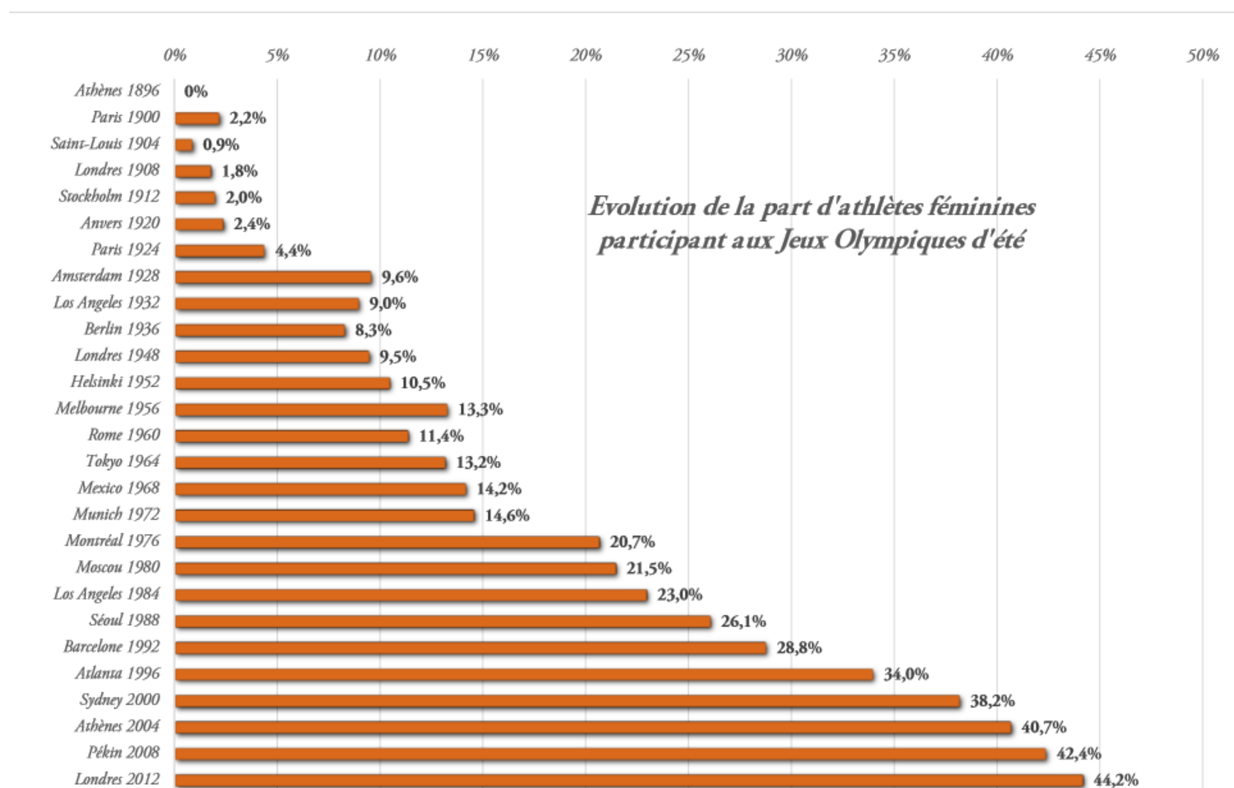
Si les femmes font leur entrée aux deuxième jeux olympiques modernes à Paris quatre ans plus tard, leur faible nombre –22 sur presque 997 athlètes[1]– attestent de l'inégalité de représentation et d'accès à la pratique sportive entre les sexes. Au cours du siècle, la conquête de l'espace sportif par les femmes s'est toujours heurtée à l'opposition des instances sportives, entre autre le CIO et son président Pierre de Coubertin (Broucaret, 2015)

La part de sportives participant aux Jeux Olympiques n'a pourtant pas cessé d'évoluer au cours du siècle malgré la réticence des organisations dirigeantes, sous l'action de sportives

1. CIO : olympic.org *http://www.olympic.org/Documents/Reference_documents_Factsheets/La_femme_dans_le_Mouvement_Olympique.pdf*

telle qu'Alice Millat, co-fondatrice et présidente de la Fédération des Sociétés Féminines Sportives de France (FSFSF), crée en 1919, suite à la vague de développement du sport féminin qui prit place au cours de la première guerre mondiale. Alice Millat va militer pour l'égalité entre hommes et femmes dans le sport et demander au CIO d'inclure davantage d'épreuves féminines aux JO d'Anvers de 1920, ce que Pierre de Coubertin lui refusera à plusieurs reprises. (Broucaret, 2012, p16). L'égalité n'est néanmoins toujours pas atteinte et aux derniers jeux de Londres de 2012, les femmes représentaient 44,2% des participants.

Figure 1 : La participation des femmes dans l'histoire olympique



Source : Tableau réalisé à partir des données de Olympic.org

Au cours de la première guerre mondiale, les femmes remplacent les hommes dans les usines et une nouvelle division sexuelle du travail engendre l'accès à de nouvelles pratiques sportives (Broucaret, 2012, p18) comme le football ou l'athlétisme, qui leur étaient jusque là interdits. En 1917 ont lieu des rencontres inter-usines en France et en Angleterre.

En Angleterre le football féminin se développe lors de la première guerre mondiale et plus de 150 équipes féminines voient le jour entre 1914 et 1918 (Broucaret, 2012, p20). Si en 1919 le championnat masculin est de retour, l'engouement pour le football féminin est

toujours présent, et le *Boxing Day*[1] de 1921, voit les «*St. Helen's Ladies*» affronter les imbattables «*Dick, Kerr's Ladies*» devant 53 000 personnes à Liverpool[2]. Le football féminin fait ainsi de l'ombre au football masculin dont la finale du championnat de la même année ne sera suivie « que » par 37 000 personnes. La *Football Association* (FA) interdit en 1921 le foot féminin, et il faudra attendre 50 ans soit 1971 pour qu'il soit de nouveau autorisé. (Broucaret, 2012, p20). En France, sa pratique est interdite en 1941 par le régime de Vichy qui le juge « nocif pour les femmes » (Boccard, 2012, p25).

Contre le refus du CIO d'inclure plus d'épreuves féminines, les femmes créent leurs propres associations et des olympiades uniquement féminines sont organisées par la Fédération Sportive Féminine Internationale (FSFI), créée et présidée par Alice Millat en 1921 à Paris.

Avec une faible représentation médiatique au cours du siècle, le sport féminin pâtit d'une multitude de stéréotypes et d'idées reçues plaçant l'homme au dessus de la femme du fait de performances jugées plus faibles. Ceci nous amènera ultérieurement à comprendre en quoi l'espace sportif est un territoire sexué, dont la pratique perpétue des inégalités de sexes malgré une participation croissante - mais toujours inférieure - des femmes à la sphère sportive.

B- La pratique sportive, un territoire sexué ?

Les études féministes des années 70, dans la mise en perspective de la construction des rapports sociaux et la remise en cause des thèses naturalistes ont inspiré une jeune génération d'historiens et de sociologues. En effet, il devenait impérieux de mettre en lumière les discriminations sexistes et de rendre visibles les clichés, stéréotypes et préjugés qui constituent des obstacles à la pratique féminine. (Broccard, 2015)

> *« Le monde sportif se présente comme un lieu particulièrement favorable à la production-reproduction de différences perçues comme naturelles entre les hommes et les femmes, parce que leur entrée dans les sports dits masculins questionnent les définitions dominantes du genre. »*

Christine Mennesson, 2005

1. Rencontre traditionnelle du lendemain de Noël en Angleterre
2. *http://news.bbc.co.uk/sport2/hi/football/women/4603149.stm*

Si la majorité des féministes s'attachent à contester l'institution sportive dans la faible place qui est accordée aux femmes, peu sont celles qui remettent en cause l'institution en elle-même qui porte en elle les germes de la domination, dans le conditionnement qu'elle implique.

> *« Aujourd'hui le sport est vu par de nombreuses femmes comme une libération alors qu'il n'est qu'une pseudo libération. »*

Caillat, 2014, p138

La remise en cause de l'institution sportive par les mouvements féministes est récente, et prend plusieurs formes. Les problématiques du corps ont toujours été au cœur de l'émancipation féminine et des revendications féministes, dont le droit à l'avortement et à la contraception sont exemplaires. Or l'institution sportive, malgré le rôle important qu'elle pourrait –et qu'elle prétend– jouer dans l'égalité des sexes, est empreinte de sexisme et de machisme. En mesurant séparément les compétitions masculines et féminines, elle véhicule des stéréotypes, c'est-à-dire une image préconçue des femmes moins fortes que les hommes. Les pratiques mixtes sont quant à elles très peu développées.

> *« A l'intérieur d'une société répressive, même les mouvements progressistes menacent de s'inverser en leur contraire, tout dépend de leur degré d'acceptation de la règle du jeu. »*

Marcuse, 1965

Aussi progressistes que peuvent être les mouvements féministes luttant pour une participation égalitaire entre les sexes, la participation des femmes à l'institution sportive est à nuancer.

> *« La lutte contre les stéréotypes de genre est une lutte qui prend corps au sein de l'institution sportive, il ne s'agit en aucun cas de lutter contre les principes répressifs et aliénants de la compétition sportive et de la brutalité qu'elle exerce sur les corps, mais bien d'inscrire la lutte pour l'égalité des femmes au sein d'un système répressif. »*

David dans Vassort, Hamel et Maillard, 2012

Il devient manifeste que l'intégration des femmes à l'institution sportive ne revient pas à remettre en cause les logiques d'oppression qui lui sont intrinsèques. Ainsi les tentatives des pouvoirs dominants de mettre en valeur le sport féminin sont douteuses et même très contestables. L'émirat du Qatar a mis en place en 2009 un tour cycliste féminin, souhaitant officiellement promouvoir l'émancipation féminine à travers le sport, alors que de nombreux droits élémentaires sont bafoués dans le pays (David dans Vassort *et al.*, 2012). Cet exemple témoigne de la capacité du sport féminin, comme tout mouvement progressiste au sein d'un espace répressif, d'aller à l'encontre de ses propres aspirations.

« L'émancipation des femmes par le sport n'est en réalité pas particulièrement hostile au pouvoir et à la domination masculine car elle ne remet pas en cause les fondements de celle-ci et ne bouscule pas non plus les principes de la domination économique et politique. »

David dans Vassort, Hamel et Maillard, 2012

En effet l'institution sportive se targue de développer le sport féminin, tout en l'incluant au sein d'un système misogyne et conditionnant. On soupçonne ainsi les femmes trop fortes d'être des hommes, révélant une injustice de traitement entre les sexes. La Fifa a récemment porté atteinte à l'intimité des sportives lors de la coupe du monde féminine de football qu'elle organisait au Canada : toutes les participantes ont été contraintes de prouver qu'elles étaient des femmes par un examen médical avant la compétition.

« Un homme ne sera jamais trop « viril ». Mais les femmes trop performantes sont nécessairement soupçonnées sur leur identité de sexe. [...] Le test de féminité a été mis en place pour débusquer les hommes déguisés, ce qui en 40 ans n'est jamais arrivé. On a trouvé une femme intersexuée sur 505. Je pense que le test est quelque chose d'éminemment sexiste. »

Louveau, 2009

Au nom de l'égalité des sexes, on permet aux femmes de participer aux sports créés par les hommes et pour les hommes. Cependant calquer les sports masculins pour les femmes, contrairement à une idée reçue, n'implique pas une émancipation féminine mais plutôt un accomplissement de la femme en tant qu'homme, qui serait la norme. S'il est indiscutable que la pratique sportive féminine doit être encouragée, on ne doit pas oublier le conditionnement du corps que l'industrie sportive représente. Ainsi la participation féminine à cette institution prônant un culte de la performance allant à l'encontre de l'émancipation du corps ne peut constituer une avancée féministe, mais plutôt un rejet de la féminité.

« en intégrant les femmes dans un domaine fait au départ par et pour les hommes, on leur propose un alignement sur un idéal de virilité qui regroupe l'ensemble des qualités demandées au sexe masculin et valorisées par la société : esprit de compétition, apologie du meilleur et du plus fort, dépassement de soi dans la souffrance, agressivité, etc. Dans les laboratoires, le corps de la sportive de haut niveau, comme celui du sportif, est modelé, robotisé, métamorphosé en bolide. La puberté est repoussée chez les jeunes filles, l'entraînement intensif conduit à un bouleversement hormonal que traduit l'absence des règles ou l'irrégularité des cycles. La vraie victoire des femmes serait sans doute de réussir à faire admettre la différence sans l'inclure dans un système de valeurs hiérarchisées. Or, la question du renversement de la virilité n'est pas posée : le modèle dominant, défié dans d'autres domaines par le mouvement des femmes, ne l'est pas par les sportives. »

Caillat, 2014, p137-138

La contrainte faite aux femmes d'adopter les disciplines conçues par les hommes pour eux entraîne un processus de virilisation des corps et un rejet de leur féminité. Cette recherche de résultats, à travers la compétition généralisée et la pratique de disciplines que l'ont peut qualifier de « masculines », poussent les athlètes féminines à voir leur corps se modifier pour répondre à la nécessité de performance. Ainsi les nombreux exemples d'athlètes aux corps « masculinisés » dans le tennis, les sports de lancers, l'haltérophilie, attestent d'une virilisation et d'une désensualisation des corps à travers le sport de compétition et la recherche de résultats. On observera ainsi qu'en gymnastique, les jeunes filles sont poussées avant leur puberté à la performance, avant que leurs poitrines ne viennent remettre en cause leur compétitivité (David dans Vassort *et al.,* 2012).

C- La place des femmes aujourd'hui dans l'industrie sportive mondiale

Le sport moderne naît sans compter sur les femmes ni pour le pratiquer ni pour y prendre place de quelque manière, et un siècle après sa création l'égalité des sexes est encore loin. Les instances sportives telles que le CIO et la Fifa s'attachent à valoriser la participation féminine et l'ouverture à de nouvelles disciplines. Cependant cet intérêt porté au sport féminin cache un rapport de domination et une décision politique d'ouverture.

Le souhait avancé par l'institution sportive de combattre le sexisme par la pratique des femmes est remis en question par la faible médiatisation, l'inégalité de leurs revenus ou l'image glamour à laquelle les championnes sont le plus souvent réduites pour subvenir au besoin du mercantilisme sportif. (Broucaret, 2012) L'industrie du sport, dont les organes dirigeants sont à grande majorité des hommes, comme le reconnaît le CIO[1], se targue de valoriser l'égalité des sexes à travers l'expansion de la pratique féminine. En réalité elle ne propose qu'un système à la fois répressif et mercantiliste.

- **Une faible représentation généralisée**

Quelque soit le prisme que nous prendrons, nous verrons que les femmes sont encore aujourd'hui exclues de la sphère sportive. Contrairement à une idée reçue, la sous-représentation des femmes est encore plus persistante dans le sport qu'en politique ou dans le monde du travail. (Louveau, 2011)

1. *source : olympic.org*

Participation

La conquête de l'espace sportif, que ce soit au niveau professionnel ou dans la pratique ordinaire, s'est faite lentement au cours du siècle et comme nous l'avons vu précédemment, l'égalité de participation aux JO n'a pas encore été atteinte. Le nombre de sportives, arbitres et entraîneuses est toujours fortement inférieur à celui de leurs homologues masculins. Il n'est pas rare qu'un homme entraîne les équipes collectives féminines et non l'inverse[1] et les fortes disparités de salaires produisent autant qu'elles illustrent cette inégalité de participation entre les sexes.

Retransmission

La médiatisation du sport féminin est à l'image de la médiatisation féminine en général. Pour exemple la précédente coupe du monde féminine de football de la Fifa au Canada en 2015 est passée inaperçue par rapport au phénomène mondial qu'a constitué la coupe du monde masculine au Brésil de 2014. D'après un rapport du CSA, la médiatisation du sport féminin est passé de 7 à 15% entre 2012 et 2014, une augmentation qui ne cache pas une forte disparité de retransmission.

Administration

Les femmes sont faiblement représentées dans les institutions sportives telles que le CIO ou la FIFA. Hiérarchique et pyramidale, les organisations sportives sont aux mains des hommes qui *« trustent »* les fonctions d'élus et laissent aux femmes les tâches administratives (Boccard, 2015) On compte 4 femmes parmi les 15 membres de la commission exécutive du CIO et 1 seule parmi les 7 membres du Comité National Olympique et Sportif Français, le CNOSF.

Secteur Économique

Le secteur économique connaît une séparation sexuée des tâches, pour lesquelles les femmes subissent les discriminations classiques du marché du travail, au niveau des responsabilités et des salaires. En France plus de 85% des dirigeants ou gérants sont des hommes, tandis qu'à l'intérieur des boutiques, les femmes sont caissières ou vendeuses (Boccard, 2015).

1. Aucune femme n'a jamais entraîné une équipe de football masculine en première division de football en France.

« Activité éducative à l'origine, le sport est désormais une activité économique planétaire dont les revenus devraient progresser de 118,7 à 145 milliards de dollars entre 2011 et 2015. Le business du sport (actionnaires, sponsors, médias, équipementiers, agents...) a explosé sous l'influence de la diffusion des pratiques et stratégies des grandes firmes internationales, toutes dirigées par des hommes, qu'elles soient sponsors (Marlboro, Red Bull, Coca Cola, Sony, Ford...) ou fabricantes d'articles de sport et de sportwear (Nike, Adidas, Puma...) »

Boccard, 2015

- **Une ouverture au sport féminin mercantiliste**

Cependant, lorsque les femmes sont présentes sur les terrains de sport, leur participation est souvent mise en place dans un intérêt de marché. Lorsqu'il n'est pas privé de sa sensualité et masculinisé, le corps de la femme est mis en valeur par l'industrie sportive dans un intérêt avant tout commercial.

« Le seul moyen d'intégrer l'univers médiatique particulièrement sexiste est de cantonner les femmes dans leur rôle d'objet sexuel ou de machine à faire fantasmer. La fédération française de football (FFF) a ainsi lancé une campagne " glamour " avec le top model Adriana Karembeu, dont l'objectif est, selon le sélectionneur de l'équipe de France féminine Jean-Pierre Golven, "clairement de lutter contre certains préjugés et de développer de manière globale l'implication des femmes dans le football". De fait, en prétendant lutter contre les préjugés, la fédération ne fait pourtant que les renforcer en appuyant l'idée que les femmes doivent être désirables en toute circonstances, leur reconnaissance ne pouvant passer que par un affichage "sexy" »

David, dans Vassort *et al.*, 2012

En effet le mercantilisme sportif va chercher à mettre en valeur le sport féminin en proposant des tenues plus aguicheuses. C'est le cas du volley-ball où la fédération a instauré en 1996 la règle selon laquelle les shorts des joueuses ne devait pas mesurer plus de 7cm (David, 2012). L'exemple le plus poussé nous vient des États-Unis où la ligue de football féminine –foot US– présente désormais les athlètes en sous-vêtements, dans la « Lingerie Football League ». Le monde sportif voit dans les joueuses des produits interchangeables leur permettant de réaliser plus de bénéfices (David, 2012, p79) et l'ex-patron de la fédération internationale de tennis féminin (WTA), dans un entretien à libération[1] datant de juin 2008, ne cache pas cette volonté mercantiliste :

« Le tennis féminin est un sport global, beaucoup plus diversifié qu'il y a quelques années. Nous attendons d'ailleurs l'émergence de joueuses de l'est asiatique et nous verrons bientôt des Chinoises s'approcher des meilleures places du classement mondial. C'est intéressant de voir la façon dont le tennis évolue dans certains pays émergents.

1. *http://www.liberation.fr/sports/2008/06/06/nous-verrons-bientot-des-chinoises-aux-premieres-places-mondiales_73521*

C'est aussi la certitude de conquérir de nouveaux territoires en termes de marketing. Cela se traduit pour nous par de nouveaux contrats d'organisation ou des accords avec différentes télévisions qui, il y a peu, ne s'intéressaient pas au tennis. Ainsi, dès cette fin d'année et jusqu'en 2010, les filles iront jouer leurs Masters au Qatar puis ce sera ensuite Istanbul de 2011 à 2013. Ce sont ainsi 14 millions de dollars qui entreront dans les caisses de la WTA sur une période de six ans. Nous avons également signé un contrat avec les autorités chinoises pour établir durablement un tournoi à Pékin où la WTA va également ouvrir un bureau. Il faut croire que le produit "tennis féminin" n'a jamais été aussi attractif que depuis quelques années. Le charme des championnes n'y est pas étranger. »

Larry Scott, patron de la WTA de 2003 à 2009, dans Froissart, 2008

Le sport féminin est un *« business »* qui n'hésite pas à jouer sur l'attractivité des joueuses pour ouvrir de nouveaux marchés. A l'instar de l'émirat qatari, les institutions internationales ne promulguent le sport féminin que dans un intérêt politique ou économique, tandis que l'égalité des sexes n'est pas un réel objectif annoncé.

Il est donc manifeste qu'entre la commercialisation des femmes en tant que « produit » à leurs masculinisation, elle est l'expression d'une domination explicite dans le sport.

Les sports reflètent les sociétés qui les ont créés et développés. Né à la fin du XIXe siècle, le sport moderne porte en lui les germes de la misogynie de l'époque et constitue un reflet de la domination masculine qui est encore aujourd'hui d'actualité.

Outre l'interdiction d'espace sportif faites aux femmes, cette domination est présente dans le conditionnement des corps auquel il contribue via l'apologisation des performances. Ce culte du résultat est d'autant plus important sur les corps des femmes que ces dernières ont adapté des sports dont elles ont d'abord été exclues puis conviées à s'adapter. Avec une pratique aujourd'hui encore ralentie ou promue à des fins que l'on peut qualifier de « malhonnêtes », la faible représentation féminine participe à la longévité des clichés quant à la supériorité d'un sexe sur l'autre.

La valorisation du sport féminin pour l'égalité des sexes au sein de cette institution soulève plusieurs questions. Certes la pratique féminine ne peut être qu'encouragée, mais il semble opportun de ne jamais oublier que celle ci s'effectue au sein d'un système répressif. Si le sport peut jouer un rôle dans la lutte contre le sexisme, l'institution sportive, qui promeut cette inégalité et cette répression des corps, ne développe le sport féminin que dans le simple intérêt économique ou politique.

En somme, l'inégalité entre les sexes dans le sport est un témoin de la domination masculine dans le monde. Il pose alors la question d'une alternative plus égalitaire à travers une pratique non différenciée et véritablement émancipatrice.

*

L'expansion du sport au niveau mondial et l'uniformisation des règles au cours du XXe siècle en font un phénomène planétaire qui universalise les sociétés et conditionne les corps. Le sport-spectacle est une matrice en apparence neutre qui peut être utilisée pour mettre en scène des idées ou valeurs, éducatives ou morales, mais le plus souvent politiques. L'institution sportive a vécu cette instrumentalisation des pouvoirs dominants par le passé, notamment avec le fascisme italien. Le culte du record et de la performance ont fait du sportif une machine-outil qui rappelle les théories de l'homme nouveau fasciste et promeuvent un modèle exclusif qui perpétue les discriminations de nos sociétés.

La recherche d'excellence et de bénéfices est lié à la façon dont l'industrie sportive a intégré le système capitaliste pour lequel elle est non seulement un étendard mais aussi la matrice nécessaire à sa réalisation. Le sociologue Patrick Vassort (2013), à qui l'on doit cette analyse, insiste sur la capacité de l'institution sportive d'influer sur le développement des villes avec l'organisation de compétitions internationales. En effet l'urbain se façonne et se modélise autour des infrastructures sportives commandées par les méga-événements sportifs. Elles évoluent au rythme des organisations de compétitions éphémères et non selon leur propre optique de développement. L'urbain, comme le sportif, est soumis aux lois de l'institution sportive. Dans la prochaine partie de ce chapitre théorique, consacré à la géographie urbaine, nous étudierons l'immixtion du sport et du capitalisme dans le développement des villes, et les luttes qui prennent place en leur sein, invoquant la notion de droit à la ville.

Chapitre II La lutte pour l'espace urbain

Cette partie de géographie urbaine sera consacrée à l'impact du sport capitalisé sur le territoire et à la lutte qui se joue entre les intérêts du capital et celui des villes.

II-1 Les incidences de l'institution sportive sur les villes

Les dérives de l'institution sportive atteignent la ville lorsqu'elles façonnent le paysage selon les logiques spéculatives qui lui sont propres. C'est le cas lors des constructions d'infrastructures (stades, autoroutes...) commandées par l'organisation des événements sportifs. Les exemples sont nombreux ; et même lorsque les échelles varient, les phénomènes se reproduisent: déplacements de populations, gentrification ou modification du paysage urbain et du quartier en espace de consommation monotone et d'une qualité relative (Vassort *et al.*, 2012). L'urbain est modelé au rythme du sport capitalisé et de ses appels d'offres. Nous étudierons dans un premier temps pourquoi les événements internationaux – dont les coûts ne cessent d'augmenter (Ariès, 2013) – sont souvent déficitaires pour les villes qui les accueillent, puis nous analyserons leur impact sur le paysage urbain.

II-1-1 Les retombées économiques

La théorie de Patrick Vassort (2013) selon laquelle l'institution sportive est non seulement un reflet des logiques capitalistes, mais aussi un outil permettant sa réalisation[1] est d'autant plus visible dans l'organisation des grands événements mondiaux, dont les coûts sont toujours plus élevés. Dans un entretien donné au journal l'*Humanité* (2014), Olivier Villepreux et Benoît Heimermann remettent en cause le fonctionnement des attributions des événements aux villes, que Wladimir Andreff détaille dans « *Pourquoi le coût des Jeux Olympiques est-il toujours sous-estimé ? La "malédiction du vainqueur de l'enchère"* » (2012b).

Le CIO envoie un appel d'offre au monde entier. Les villes souhaitant organiser les jeux préparent donc leur dossier de candidature, et le CIO choisit, retenant logiquement le dossier le plus fort. Les critères retenus allant vers davantage d'infrastructures nouvelles tout en optimisant les dépenses. Cette logique pousse les villes candidates à dévaluer les coûts des

1. Intervention de Patrick Vassort au débat de clôture du festival Brésil en mouvement 2013, au théâtre La Clef.

travaux, qui se révèlent toujours plus coûteux à l'arrivée[1]. Andreff expose les lois de l'offre et de la demande qui régulent la sélection des villes hôtes, et qui engendre cette « *malédiction du vainqueur de l'enchère* ». La course au meilleur dossier pousse les villes à s'endetter en promettant toujours plus d'infrastructures nouvelles. C'est le cas de Montréal, qui a remboursé l'organisation de ses jeux d'été après trois décennies (1976-2006). Au lendemain de cette crise, le manque d'intérêt pour l'accueil de cette compétition a conduit le CIO à implorer la participation des villes et Los Angeles s'est révélée seule candidate pour accueillir les Jeux de 1984. Son maire Tom Bradley promit de ne pas mobiliser les contribuables et les financements furent entièrement pris en charge par des entreprises privées. Ces dernières avaient pour but de renflouer leurs dépenses. Ainsi la piscine olympique et le vélodrome furent les seules infrastructures construites pour l'événement, alors que les JO avaient l'habitude de mobiliser les fonds publics pour bâtir une multitude d'équipements sportifs et d'aménagement du territoire. Les jeux de Los Angeles ne furent pas déficitaires et les entreprises partenaires firent même 150 millions de dollars de bénéfices. Bien que ces jeux apportèrent la preuve que l'organisation de compétitions internationales ne sont pas nécessairement ultra-onéreuses, ils ne servirent pas de modèle pour la suite, au contraire le CIO put prétendre de nouveau générer de l'activité économique par l'organisation de ces jeux. Il laissa jouer la surenchère entre les villes candidates, voire la suscita (Andreff, 2012b, p15). Ainsi deux ans plus tard le CIO attribue l'événement de 1992[2] à Barcelone contre cinq autres candidatures : la ville s'endetta à hauteur de 395 milliards de *pesetas,* soit 1,2 milliard d'euros, payés par les contribuables (Andreff, 2012b, p24). Seuls les JO d'Atlanta en 1996, avec dix millions de dollars de recette, furent rentables depuis (Detroyat[3], 2013).

> *« Une condition de réalisation de la* winner's curse[4] *est qu'il y ait plus d'un candidat à l'attribution face à la situation de monopole du CIO décrite ci-après. S'il n'y avait qu'une seule ville candidate pour chaque édition des J.O., on serait en situation de monopole bilatéral non marchand dans laquelle on sait, depuis Edgeworth (diagramme de), que l'issue des négociations et la transaction seraient strictement déterminées par les rapports de force bruts (pouvoir de marchandage) respectifs du CIO et de la ville candidate unique »*
>
> Andreff, 2012b, p2

1. Le coût des JO de Londres de 2012 est passé de 2,4 Milliards de Livres lors de leur attribution en 2005 à 9,4 Milliards de Livre en 2008, soit le quadruple. La facture aurait été minorée en négligeant la TVA, le budget des Paralympiques et une partie des coûts de sécurité. (Andreff, 2012b, p5)
2. La ville de Séoul s'était vue attribuer les jeux de 1988 avant que se déroulent ceux de Los Angeles 1984.
3. *http://www.lefigaro.fr/sport-business/2013/07/19/20006-20130719ARTFIG00364-londres-revendique-le-tour-de-force-d-avoir-organise-des-jo-rentables.php*
4. Malédiction du vainqueur de l'enchère

La mise en compétition pousse les villes à minimiser les coûts de construction qui gonflent toujours. Le cas de Los Angeles en 1984, qui était seule candidate, et donc exempte de ces logiques d'enchères, prouve que les JO ne sont pas condamnés à être déficitaires. En effet, c'est l'émulation entre les différents projets qui engendre des endettements des villes au-dessus de leurs moyens.

> *« L'analyse présentée dans cet article s'applique certainement à d'autres événements sportifs mondiaux tels le Mondial de football, les championnats et les coupes du monde des différents sports et, par extension, certains événements sportifs internationaux plus régionaux (Euro de football, etc.) »*

Andreff, 2012b, p2

On peut légitimement se demander dans quelle mesure ces constructions s'inscrivent dans le développement des villes. Patrick Vassort affirme que l'institution sportive et les événements qu'elle organise ne sont pas nécessaire pour créer des infrastructures responsables (2013). De plus, lorsque les logiques d'organisations poussent à dépasser les prévisions, entraînant l'endettement des communes. Le Stade de France, construit à Saint-Denis (93) pour la coupe du monde de 1998, a été estimé à 419 millions d'euros et a finalement coûté 772 millions. De plus, l'accord public-privé stipulait que tant qu'il n'y aurait pas d'équipe locale résidant à Saint-Denis et permettant d'assurer le remboursement du stade, c'est au contribuable que reviendrait la charge financière de sa gestion annuelle, ce qui est encore le cas aujourd'hui, 17 ans après le mondial de football (Vassort, 2013).

L'institution sportive obéit aux logiques spéculatives. Ces dernières ne répondent non pas aux besoins des populations mais à ceux des organisateurs[1], bien que ces derniers se targuent d'apporter de l'emploi et générer de la croissance. Ainsi le sport capitalisé modélise l'urbain selon ses logiques, laissant de côté l'intérêt de la ville et de ses habitants.

Une autre dérive de l'industrie sportive est la démesure et l'obsolescence des compétitions éphémères. Les méga-événements poussent à bâtir des infrastructures sportives sans que celles-ci ne s'inscrivent dans le développement des villes[2] ou les contextes des pays, avec des conséquences parfois désastreuses pour l'économie ou l'environnement.

> *« La ville d'Athènes n'a cessé d'augmenter ses emprunts publics pendant la préparation des Jeux, l'accueil des J.O. étant partiellement à l'origine de la dette publique grecque actuelle. […] Il est estimé que les contribuables grecs paieront le déficit des Jeux au moins jusqu'en 2030 et que les J.O. ne sont pas pour rien dans l'envolée du déficit budgétaire de l'État au-dessus de 3% du PIB. »*

Andreff, 2012b, p24-25

1. La FIFA ou le CIO par exemple
2. Il est arrivé que ces stades, piscines, gymnases, villages olympiques ou pistes de ski ne servent qu'une fois, le Portfolio: « Ce que les JO laissent derrière eux » témoigne de ces sites olympiques laissés à l'abandon: *http://www.lumieresdelaville.net/2014/12/09/portofolio-ce-que-les-jo-laissent-derrieres-eux-tour-du-monde-des-sites-abandonnes/*

La récente attribution de la coupe du monde de football de 2022 au Qatar est aujourd'hui considérée comme une erreur imputable à la Fifa. Pour contrer les températures excessives des mois de juin et juillet, époque à laquelle s'organise la coupe du monde, l'État du Golfe va construire 12 stades climatisés en plein désert[1], sans prendre en considération l'aberration écologique que cela constitue.

> *« ...quasiment à chaque fois, on peut remettre en question le pays qui organise. Souvent à juste titre, que ce soit d'un point de vue politique, mais aussi d'un point de vue économique. Pourquoi donner les Jeux à un pays comme la Grèce alors qu'elle n'avait pas les moyens de les organiser ? On sait depuis qu'Athènes a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de la crise économique dans ce pays. Mais voilà, quel pays est réellement capable d'organiser un grand événement sportif ? Seulement ceux qui sont puissants économiquement et cela, peu importe leur régime politique. »*
>
> Heimermann, 2014

II-1-2 Modification de l'urbain

Dans cette partie nous étudierons les conséquences de l'organisation des grands événements sportifs sur le tissu des villes qui les accueillent. Au Brésil, les travaux imputables aux réceptions de la coupe du monde et des jeux olympiques en 2014 et 2016 est accompagné par diverses crises au sein de la société brésilienne, qui ne se reconnaît pas dans ces investissements massifs qui détonnent avec l'identité de la ville.

La coupe du monde organisée en Juin et Juillet 2014 a coûté au total 8 milliards d'euros, dont 2,6 milliards pour la création de stades et d'infrastructures. La majorité de l'argent nécessaire à cet événement a été financé par l'argent public dans un climat de soupçons de corruption, les coûts des stades ayant été gonflés, ils ont augmenté au cours de la construction. Le stade de Manaus, par exemple, a coûté 550 milliards de *Reais*[2] et ne sera utilisé que pour quatre parties du mondial, car il n'y a pas d'équipe locale dans la capitale de l'État de l'*Amazonas* (Amazonie). Ce gaspillage est d'autant plus choquant que ces stades ne sont pas d'ordre prioritaire pour le Brésil, qui nécessite avec urgence la création d'infrastructures d'intérêt collectif, comme des écoles ou des hôpitaux. Le pays compte 2,4 lit d'hôpital[3] pour 1000 habitants et un taux d'alphabétisation très bas – plus d'un brésilien sur 10 est analphabète[4] –.

1. Source: Dossier de Candidature du Qatar, p13-14: http://resources.fifa.com/mm/document/tournament/competition/01/33/74/56/b9qate.pdf
2. *A l'été 2014, 1 euro vaut 3 reais brésiliens.*
3. CIA World Factbook 2011, *www.indexmundi.com/map/?v=2227&l=fr*
4. *Ibid*

Sur le même territoire, la ville de Rio de Janeiro, qui accueillera les JO d'été en 2016, a entamé en 2008 un processus d'expulsion des populations dans les zones de constructions de routes et de complexes sportifs. Selon *Amnesty International*, qui rapporte les chiffres de la municipalité, 19 000 familles ont été déplacées depuis octobre 2009, ce qui correspond à près de 100 000 personnes. Dans *« Villes rebelles de New York à Sao Paulo »,* paru à la suite des protestations brésiliennes de 2013, Carlos Vainer parle de 200 000 à 250 000 personnes (Arantes *et al.,* 2013, p56). Dans l'État Fédéral, la tribu indienne des Guaranis a été expulsée pour la construction du stade. Ces déplacements de populations symbolisent la colonisation de l'économique sur l'espace, par les infrastructures bâties et la modélisation du territoire.

Enfin, les bénéfices engrangés par cet événement, organisés en majorité par des fonds publics, ont été amassés pour des entreprises privées à but lucratif comme les sponsors officiels de la Fifa: *Adidas*, *Kia*, *Sony*, *Coca-Cola*, *Emirates*, *Visa*, les secteurs des médias, des équipementiers sportifs et bien entendu la Fifa. L'activité économique promise aux brésiliens est à remettre en cause. En effet si l'afflux de touristes pendant l'événement s'annonce positif, l'interdiction faite aux vendeurs de rues – activité courante et légale au Brésil – d'avoisiner les stades illustre l'intérêt des organisateurs et des entreprises partenaires de ne pas participer à l'activité économique du pays.

Rio de Janeiro est une ville aux forts contrastes. En effet les travaux qui se réalisent en vue des méga-événements de 2014 et 2016 creusent les inégalités[1] (Théry, Reys, 2013) dans une ville en proie à une importante crise du logement (Arantes *et al.*, 2013). Les bidonvilles et quartiers luxueux existent côte à côte, et attestent d'une grande métropole ségrégée. Alors que l'implantation des Unités de Police Pacificatrice (UPP) dans les favelas dites « pacifiées » en vue des événements que la ville attend, provoquent la spéculation immobilière et la hausse des loyers, la plupart sont aussi emmurées par les autorités[2]. Ces dernières souhaitent ainsi cacher le problème plutôt que le résoudre (Blanc, 2009). « *Les populations les plus pauvres se voient confrontées à une gigantesque vague de nettoyage ethnique et social des zones qui reçoivent investissements, équipements et projets de mobilité. »* (Arantes *et al.*, 2013, p56-57).

Loin d'apporter une évolution pour le pays, les méga-événements participent à la ségrégation socio-spatiale des métropoles post-modernes. L'essor capitaliste fragmente ces villes (Davis, 1990), et l'accueil de compétitions internationales en est l'illustration la plus visible.

1. Voir infographie Le monde : www.lemonde.fr/ameriques/infographie/2013/06/25/rio-de-janeiro-metropole-inegalitaire_3436168_3222.html
2. *Ibid*

Les importantes revendications de 2013 naissent d'une augmentation du billet de bus de 20 centimes en juin 2013. Le MPL – *movimento passe livre* – est à l'origine des manifestations (Arantes *et* al. 2013) et de la grève des tourniquets[1] – *catração* – qui s'ensuivit. Bien que l'augmentation soit faible, elle fut l'étincelle à l'origine des mobilisations, ce qui témoigne de l'enclavement des quartiers les plus pauvres dans les grandes métropoles brésiliennes, alors privés de mobilité. Ces habitants voient leur droit à la ville – notion que nous définirons ultérieurement – remis en cause par les plans d'aménagements du territoire qui ne les concernent pas, sinon qu'ils les discriminent et isolent encore plus.

En marge de la coupe des confédérations, les brésiliens protestent contre l'organisation de la coupe du monde, et scandent « *Não vai ter copa* » – la coupe n'aura pas lieu –. Les manifestations sont fortement réprimées et porteront le nom de « révoltes du vinaigre », en référence aux bouteilles que possédaient les manifestants pour se protéger des gaz utilisés par la police. Cependant le spectacle reprendra ses droits dans le pays du foot, et même si une partie conséquente de brésiliens reste hostile à la coupe du monde, les revendications de 2014 seront étouffées par le mondial. L'événement représente ici un « opium du peuple » et une distraction des masses. Comme le dit Gilberto Gil[2], ex-ministre de la culture du Brésil, « *quando a bola rola...* » – lorsque la balle roule... –, le jeu captive les foules, et les revendications sociales sont alors rapidement laissées de côté, notamment par les médias qui diffusent ce spectacle.

Alors que les organisateurs se targuent d'apporter de l'activité économique, ces compétitions internationales correspondent le plus souvent à un transfert d'argent public vers le secteur privé, le tout en desservant les intérêts de la ville avec la création d'infrastructures qui ne lui sont pas nécessaires. Le sport est donc un révélateur d'une lutte qui prend forme au sein des villes entre les intérêts publics et privés. En effet l'abandon des intérêts communs au profit de ceux des capitaux n'est pas exclusif au sport, et semble être reproduit dans le secteur de l'immobilier. « *Le droit à la ville* », texte fondateur d'Henri Lefebvre, écrit à la veille des événements de mai 68, pose la ville au cœur de la lutte de classes. Reste donc à comprendre au travers d'une documentation de géographie critique, comment dans un premier temps les phénomènes économiques modélisent l'urbain, puis nous analyserons les moyens de lutte dont disposent les habitants qui revendiquent le droit de disposer de la qualité de vie que la ville propose.

1. Au Brésil un tourniquet et un agent de la société de transports sont disposés à l'entrée des bus ce qui rend toute fraude impossible, à moins de passer par la fenêtre.
2. Daniel Cohn Bendit « Sur la Route avec Socrates » Arte.
disponible à l'adresse http://www.arte.tv/guide/fr/048000-000/sur-la-route-avec-socrates

II-2 Géographie urbaine: Du droit à la ville à la légitimité d'occuper

II-2-1 Le droit à la ville

La ville, selon Henri Lefebvre (1968), est au cœur de la confrontation des classes. Selon lui, l'urbanisme ne répond pas aux besoins sociaux des êtres humains dans la mise en place des équipements culturels et commerciaux. Or, quand on fait partie de cette ville, en disposer est légitime. Il revendique ainsi le droit des populations urbaines de jouir de ses services et de la qualité de vie qu'elle propose, mais aussi et c'est important, de participer à sa réalisation.

David Harvey, un des chefs de file de la géographie radicale, est considéré comme l'universitaire qui a intégré la dimension spatiale aux théories marxistes. Il écrit en 2011 *« Le capitalisme contre le droit à la ville »*, dans lequel il reprend le concept d'Henri Lefebvre. Pour lui les concentrations démographiques et géographiques que sont les villes sont engendrées par l'essor de l'industrialisation et la nécessité de main d'œuvre, et doivent leur dynamique au besoin du capitalisme d'écouler le surproduit du capital:

> *« Dès leur origine, les villes se sont bâties grâce aux concentrations géographiques de surproduit. L'urbanisation a donc toujours été, en un sens un phénomène de classe. […] Puisque l'urbanisation dépend de la mobilisation du surproduit, un lien interne apparaît entre le développement du capitalisme et l'urbanisation. »*

Harvey, 2011

Il évoque aussi la main mise des sociétés financières sur le marché immobilier, et leur capacité à manipuler l'offre et la demande, conduisant aux crises économiques. En effet des booms immobiliers ont précédé chacune des crises de 1929, 1973, 1987 et 2000 (Harvey, 2011). Déjà en 1872, Friedrich Engels avait analysé le phénomène de spéculation sur le territoire:

> *« L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout dans ceux situés au centre, une valeur artificielle, croissant parfois dans d'énormes proportions ; les constructions qui y sont édifiées, au lieu de rehausser cette valeur, l'abaissent plutôt, parce qu'elles ne répondent plus aux conditions nouvelles ; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers qui sont situés au centre et dont le loyer, même dans les maisons surpeuplées, ne peut jamais ou du moins qu'avec une extrême lenteur, dépasser un certain maximum. On les démolit et à leur place on construit des boutiques, de grands magasins, des bâtiments publics. »*

Engels, 1872

L'économie et la spéculation sur le territoire ont de grandes conséquences sur les villes, dont l'évolution en dépend. On peut citer la ville de Detroit, qui connaît un essor dans la première moitié du XX[e] siècle, symbolisant alors la prospérité américaine, pour entrer en

récession dans la seconde, et voir sa population passer de 1,8 millions d'habitants en 1950 a moins de 700 000 aujourd'hui. L'abandon des maisons y est très important suite aux multiples saisies immobilières engendrées par la crise. En effet Detroit est aujourd'hui une « *shrinking city* », une ville qui rétrécit. Des quartiers entiers se sont vidés et ressemblent en certains points à une ville fantôme.

Los Angeles est quant à elle l'exemple type de la ville américaine post-moderne (Davis, 1990). Le puissant lobby des associations de propriétaires y a appliqué une ségrégation socio-spatiale et culturelle. L'obsession sécuritaire a conduit à l'enclavement des populations aisées et l'expulsion des sans-abris du centre-ville. Dans cette ville à dimension gigantesque, les espaces de socialité sont privatisés et la rue est conquise par les voitures. On y assiste à une homogénéisation des espaces et une fragmentation sociale et ethnique de l'urbain.

II-2-2 De la légitimité d'occuper

> *« Le squat est une réponse à la crise du logement, aux propriétés vides et à la spéculation. Il fournit des maisons pour ceux qui ne peuvent pas obtenir de logements sociaux et qui ne peuvent pas se permettre des loyers exorbitants. Le squat apporte l'espace pour des projets communautaires nécessaires. Squatter veut dire prendre le contrôle au lieu d'être rejeté par des bureaucrates et des propriétaires fonciers. Le squat est toujours légal, nécessaire et gratuit.[1] »*

Service Consultatif pour Squatteurs 1996:1 dans Chatterton, 2002, p1

Paul Chatterton, géographe de l'université de Leeds, revendique la légitimité d'occuper l'inhabité de la ville. Dans l'article « *Squatting is Still Legal, Necessary and Free* » (2002), il analyse que les commerces et autres espaces de loisirs urbains appartiennent à un groupe de plus en plus réduit d'élites locales: promoteurs, entrepreneurs et sociétés de loisirs. Les centres-villes deviennent réservés aux entreprises et multi-propriétaires ayant accès à un plus grand capital, ce qui constitue un danger pour l'art indépendant, la culture et le divertissement de petite échelle (Chatterton, 2002, p2).

> *« Les augmentations de corporations, purifications et privatisations des centre-villes et de leurs espaces de consommations soulèvent des problème pour les questions d'inclusions, de diversité et d'égalité* [2] »

Chatterton, 2002, p2

---

1. *« squatting is a solution to homelessness, empty properties and speculation. It provides homes for those who can't get public housing and who can't afford extortionate rents. Squatting creates space for much-needed community projects. Squatting means taking control instead of being pushed around by bureaucrats and property owners. Squatting is still legal, necessary and free » Advisory Service for Squatters 1996:1 - traduction de l'auteur*
2. *« ... the increasing corporatisation, purification and privatisation of city centres and their consumption spaces raise concerns for issues of inclusion, diversity and equality » - traduction de l'auteur*

Le géographe prend l'exemple d'un bâtiment abandonné du centre-ville de Newcastle, qu'ils ont occupé à la fin du mois d'octobre 2000, dans le but d'offrir des événements et services gratuits, ce dont le quartier manquait. Cet édifice faisait partie d'un projet de démolition et de construction d'un complexe commercial comprenant un cinéma, un casino, un bowling, une discothèque, plusieurs magasins et un parking, ce qui ne faisait pas de sens pour les habitants, tant le centre-ville était déjà pourvu de tels complexes. Les squatteurs en revanche souhaitaient une plus grande diversité d'idées et de méthodes pour développer le centre-ville, et transformèrent pendant les quelques semaines que durèrent l'occupation un bâtiment abandonné en un espace proposant un café libre, un centre de ressources, un espace pour les musiciens, poètes, artistes et photographes, un refuge pour les sans-abris et même un espace pour les skaters locaux.

> *« Dans ce climat de manque de responsabilité de l'état local et la banalité de plans d'urbanisme imposés aux villes, squatter et revendiquer des parties de la ville sont des options éminemment raisonnables et de plus en plus répandues. Quand la plupart des aménagements des villes contemporaines pointent vers la stérilité et l'uniformité, squatter valorise la diversité et la rupture et représente un désir du heureux hasard, l'imprévisibilité et l'ouverture. Le squat célèbre la puissance du local, [...] il refuse d'être pris par la bureaucratie du système d'urbanisme et les normes qui actuellement étouffent et règlent le jeu, le loisir et le divertissement dans les villes. Le squat peut être une des rares ressources restantes permettant aux villes de conserver leur âme, histoire et rapports avec les gens plutôt que la règle du profit. Il illumine une utilisation collective et créative d'espace urbain qui ébauche des possibilités pour un changement social radical.[1] »*

Chatterton, 2002, p6

L'occupation est ainsi une alternative au modèle de vie dicté par la règle du profit et un moyen de contrer l'uniformisation des paysages urbains. Elle remplit une mission sociale pour la ville et pour les personnes que la société exclut. Les espaces créés par cette occupation illégale mais légitime deviennent indépendants de l'État et autogérés, Chatterton les nomme « *social autonomous space* » -espace social autonome–.

1. « I*n this climate of lack of accountability from the local state and the banality of schemes being imposed upon cities, squatting and reclaiming parts of the city are eminently sensible and increasingly widespread options. When most developments in the contemporary city point towards sterility and sameness, squatting values diversity and disruption and represents a desire for serendipity, unpredictability and openness. Squatting celebrates the power of the local, [...] it refuses to be caught by the bureaucracy of the urban planning system and the rules that currently stifle and regulate play, leisure and entertainment in cities. Squatting may be one of the few remaining resources that allow cities to retain their soul, history and connection with people rather than profit. It illuminates a collective and creative use of urban space that sketches out possibilities for radical social change. » - traduit de l'anglais par l'auteur*

II-3 Les zones indépendantes ou « liberées »

II-3-1 Le concept de *TAZ*

Les mouvements altermondialistes ont souvent eu recours à l'occupation dans les luttes qu'ils mènent. Le mouvement anti-capitaliste *Occupy Wall Street* a investi comme son nom l'indique le symbolique centre financier mondial au lendemain du plan de sauvetage des banques responsables de la crise. En Espagne, le mouvement des *indignados*[1] se rassembla sur les places centrales des grandes villes du pays en mai 2013. La Grêce, la Turquie, le Brésil et l'Egypte ont connu des mobilisations similaires. Dans son essai « *un problème au paradis* », le chercheur slovène Slavoj Žižek (2013) se demande ce qui unit ces différents mouvements d'occupation des places. Refusant tout existentialisme, il affirme cependant:

> *« Ce qui réunit les manifestations est qu'aucune ne peut être réduite à un seul problème : elles ont toutes à voir avec une combinaison spécifique de (au moins) deux problèmes, l'un économique plus ou moins radical (allant de la corruption et l'incompétence à l'anti-capitalisme direct) et l'un politico-idéologique (allant des demandes de démocratie aux demandes de dépassement de la démocratie multipartiste standard). »*

Žižek dans Arantes *et al.*, 2013, p147-148

Ces différentes mobilisations traduisent une opposition au capitalisme en tant que système. L'occupation, ici des places, symbolise la réappropriation de l'espace public. David Harvey (2012) évoque ces « villes rebelles » qui occupent leurs places centrales en signe de revendication sociale. L'occupation de l'immobilier abandonné – définie précédemment – peut être assimilé à ces revendications, sinon qu'il va au delà de la manifestation symbolique. En effet comme le dit Paul Chatterton :

> *« L'anti-capitalisme doit prendre forme quelque part – se rassembler et être visible. Les centres sociaux rendent ça possible - ils créent une sorte de ''commune urbaines'' (comme les Communes de village) qui est autogéré et ouvert à tout ceux qui le respectent.[2] »*

Chatterton, 2008, p1

Le concept de *social autonomous space* de Chatterton fait écho au concept de *TAZ*, introduit une décennie plus tôt par Peter Lamborn Wilson, alias Hakim Bey (1997), dans son

1. indignés.
2. *« Anti-capitalism needs to happen somewhere – to come together and be visible. Social centres allow this to happen – they create something like an 'urban commons' (like the village commons) which is self managed and open to all who respect it. » – traduit de l'anglais par l'auteur.*

ouvrage éponyme. Il évoque ces zones indépendantes sans jamais les définir, car il ne souhaite pas les limiter. S'inspirant des utopies pirates, il appelle à une forme de désobéissance civile.

La zone autonome temporaire est indépendante, elle n'est régie par aucune loi et ainsi est autogérée. Elle est un espace de contre-pouvoir, de révolution et par conséquent, selon Hakim Bey, possède une temporalité relative. L'auteur du concept estime que la révolution ne peut s'inscrire dans la durée. Christine Tréguier, traductrice de la version française, déclare à propos du livre:

> *« On vit dans une époque, dans une société d'hyperconsommation, où tout est mis en spectacle, et je crois que c'est un bouquin qui remet complètement et radicalement en cause le contrôle et l'État, et qui propose de ne pas vivre dans l'ère de la marchandise. Et de vivre libre. »*

Tréguier, 1997

II-3-2 Le contexte politique italien

En Italie existent depuis les années 1990 des *social autonomous spaces* se revendiquant d'un anti-capitalisme. Les centres sociaux occupés et autogérés (*CSOA*) italiens partagent cette notion d'autonomie et d'indépendance vis à vis de l'État et des institutions. Leur temporalité est relative[1], car leur futur est incertain. Ils peuvent ainsi être définis par cette notion de *TAZ*. Le géographe italien Pierpaolo Mudu étudie ces espaces occupés, dans un article issu du colloque « *Espace et rapports de domination* » (2015), il explique la particularité du contexte italien dans lequel ces espaces ont été créés.

> *« Mon expérience est inséparable du contexte italien, une combinaison exceptionnelle de l'action et de la théorie radicales. Cet environnement unique a pour l'essentiel vu le jour dans les années 1970 et il est resté présent et actif de façon hétérogène au long des trente dernières années (Virno, Hardt, 2006). Les principales caractéristiques de cette* "combinaison italienne" *sont les suivantes. Tout d'abord, on trouve une forte opposition aux institutions établies qui détiennent les différents pouvoirs, et notamment une critique sévère de la gauche italienne, du parti communiste italien et du syndicat CGIL* (Confederazione Generale Italiana del Lavoro) *ainsi que le développement d'un marxisme hétérodoxe et de diverses approches radicales, comme l'autonomisme (Poggio, 2011) »*

Mudu, 2015, p81-90

Le géographe radical évoque le contexte anti-fasciste autour duquel ces centres sociaux

1. L'illégalité de leur occupation n'est pas un gage de s'inscrire dans la durée.

ont été créés : « *il est nécessaire d'interroger non seulement le capitalisme mais aussi le fascisme, résultat d'un bloc réactionnaire complexe. Par conséquent, cela implique la quête d'un mode de vie non-fasciste* » (Mudu, 2015, p81-90).

Ainsi l'occupation en Italie revêt un caractère particulier. Ces espaces se caractérisent par une forte mise en réseau et constituent un mouvement politique conséquent. Ils naissent d'une réaction à l'héritage fasciste dont ils souhaitent combattre toutes les formes. Ils sont ainsi anti-capitalistes, anti-sexistes et anti-racistes.

> *« .. le contexte radical italien est composé des éléments suivants : tout d'abord un net antagonisme face aux institutions établies détenant les pouvoirs. Il ne s'agit pas là d'une option anti-systémique triviale, mais d'une méthode de travail dans le cadre de laquelle il est essentiel de maintenir des positions univoques face à ceux qui bénéficient de positions dominantes. »*

Mudu, 2015, p81-90

> *« On ne peut parler d'un seul mouvement, les occupations sont une partie – plurielle – de ces mouvements. Dans les années 70, les mouvements contestataires se font sur les lieux de travail, avec les syndicats; mais en 90, le travail s'est dématérialisé, c'est pourquoi le mouvement eût besoin d'un espace matériel pour exister.*
> *Ces espaces sont les endroits où l'on expérimentait une nouvelle forme d'organisation de vie, où l'on est pas esclave de son travail et où l'argent n'est – en théorie – pas nécessaire. Ce sont aussi des points de savoir – apprentissage des langues, débats, etc. – ou de diverses activités. »*

Silvia Corti – « Slavina », entretien avec l'auteur[1], 2015

Les revendications du militantisme des centres sociaux sont très plurielles, et s'attachent à créer une société plus juste et plus libre. C'est cette liberté qui conduit à une pluralité d'opinions et de propositions, que ce soit dans les assemblées ou entre les différents espaces. Le travail de terrain cherchera ainsi à définir les aspirations des centres sociaux et les combats pour lesquels ils militent.

II-3-3 Définition théorique du centre social en Italie

Le centre social est un espace à vocation sociale pour le quartier. On y retrouve une organisation théoriquement horizontale où les décisions sont prises en commun lors de *l' « Assemblea di Gestione »* – l'Assemblée de Gestion –. La distance prise avec l'État permet d'y expérimenter un mode de vie alternatif, émancipé de rapports hiérarchiques. Pierpaolo Mudu nous donne sa définition de ces espaces indépendants :

1. Cf Entretien avec Silvia Corti p152 - Réalisé à Paris le 30 janvier 2015,

« En quelques mots : la plupart de ces centres sociaux sont installés dans des squats ou des sites d'occupation attribués gratuitement à ces groupes par les municipalités. La création d'un centre social à partir d'un squat donne lieu à un espace appelé Centro Sociale Occupato Autogestito *(« centre social occupé et autogéré »,* CSOA*). La notion de squat est essentielle dans la vie d'un centre social, non seulement parce qu'elle implique d'enfreindre la loi, mais aussi parce qu'elle revient à s'approprier quelque chose qui a été refusé. Des activités autogérées aussi bien sociales, politiques que culturelles sont organisées par le biais d'un processus continu de micro-dynamiques imbriquées de prise de décision, qui reposent sur l'adoption de mesures lors de réunions publiques. Les activités sont financées par les fonds collectés lors de diverses manifestations, comme des concerts ou des projections de films, ainsi que grâce à la vente d'en-cas et de boissons. Les centres sociaux ont tendance à se mettre en réseau en fonction de leurs affiliation politiques, communistes ou anarchistes dans la plupart des cas. »*

Mudu, 2015, p86

- **Autogestion et horizontalité**

Ces espaces se caractérisent par leurs organisations autogérées et horizontales. L'autogestion se définit par la recherche du consensus, la participation directe et les rejets d'un ordre hiérarchique et de toute forme de discrimination (Chatterton, 2008), ce qui la rend coûteuse en efforts pour ceux qui la pratique. L'autogestion contraste avec les méthodes traditionnelles d'aliénation et de perte d'autonomie que représente nos vies à l'école, au travail et à la maison (Chatterton, 2008). L'horizontalité quant à elle définit une égalité de parole et l'absence de hiérarchie. Les centres sociaux apportent une réponse à un besoin très basique d'indépendance et d'espaces politiques pluriels où l'on peut échanger en dehors de la surveillance et de la présence policière (Chatterton, 2008).

⋆

Le centre social est un espace où la société prend ses droits, indépendante des institutions et de l'État. Les activités qui s'y pratiquent sont ainsi non-institutionnelles, voir anti-institutionnelles. Naissant de l'anti-capitalisme, il représente le lieu même où il est mis en pratique. Le premier chapitre de ce cadre conceptuel s'est attaché à détailler en quoi le sport moderne et ses dérives étaient imputables au capitalisme avancé. C'est pourquoi, tenant compte de l'affirmation que les jeux et les sports sont un reflet des sociétés, il est ainsi légitime de questionner le sport pratiqué dans ces espaces autonomes.

Chapitre 3 Problématique de recherche

Les sports reflètent les caractères des sociétés qui les ont créés et les ont fait évoluer, ils sont ainsi une production sociale. En retour, ils inculquent et promulguent inconsciemment ces mêmes valeurs à ceux qui les pratiquent. Les centres sociaux occupés et autogérés, comme il en existe un grand nombre en Italie, et plus particulièrement à Rome, sont des véritables laboratoires d'un mode de vie alternatif et libéré des logiques économiques. Il s'y pratique une multitude d'activités, notamment sportives. L'appellation « sport populaire » qualifie le sport pratiqué en centres sociaux, en marge de l'institution sportive. Manifeste d'un contre-pouvoir, le *sport popolare* porte en lui les valeurs de ces espaces, anti-fascistes, anti-capitalistes et opposés à toute formes de discriminations.

Nous avons défini précédemment les dérives du sport moderne institutionnel et mis en cause la responsabilité des instances sportives. Parce que le sport-spectacle est un « *impensé et un incritiqué* » (Redeker, 2002), il est instrumentalisé par les pouvoirs. Aujourd'hui, il est un reflet du capitalisme avancé autant qu'il en permet la réalisation (Vassort, 2012). Enfin, à travers la compétition généralisée qu'il met en œuvre, le sport moderne reproduit les phénomènes de classes et d'oppression hiérarchique des dominants sur les « déjà-dominés».

La problématique de ce travail de mémoire consiste à observer en quoi le sport pratiqué dans les espaces autogérés et anti-capitalistes constitue une solution aux dérives de l'institution sportive et s'il représente un outil politique de contestation des logiques de dominations, celles que l'on retrouve dans la société italienne, européenne et internationale. Cette étude portera sur différents axes de recherches, et visera à définir les portées politiques, sociologiques et spatiales du sport populaire.

⋆

Le sport moderne est né dans l'Europe aristocrate de la fin du XIXe siècle et est basé sur la mesure et la recherche du record. Le sport populaire quant à lui est issu des espaces occupés autogérés, opposé à toute forme de fascisme. Si le sport moderne véhicule des discriminations et une lutte individuelle généralisée, nous tenterons d'analyser en quoi le sport populaire véhicule un modèle agrégatif.

Premièrement nous étudierons le modèle de société véhiculé par le sport populaire. Remet-il en cause la compétition généralisée ? Nous verrons si les centres sociaux déconstruisent les caractères discriminatoires du sport institutionnel, notamment les stéréotypes de sexes et l'élitisation de l'espace sportif.

Nous avons pu évoquer la complexité de la question de la conquête de l'espace sportif par les femmes. L'étude tâchera d'analyser l'action des espaces autonomes romains, qui combattent toute forme de sexisme, notamment à travers la pratique sportive.

Via son caractère impensé, le sport-spectacle constitue un média particulier que les pouvoirs utilisent à des fins d'instrumentalisation politique. Comment le sport populaire se réapproprie cette capacité du sport de promouvoir des idées, en l'occurrence dans une démarche de contre-pouvoir ? La gestion économique de ces espaces diffère du modèle capitaliste auquel ils s'opposent. Ainsi nous étudierons comment les centres sociaux fonctionnent et l'impact que cela constitue sur la pratique sportive.

Enfin l'institution sportive, par les grandes compétitions qu'elle organise, génère des constructions qui desservent le développement des villes et les fragmentent. Les centres sociaux romains aspirent quant à eux à créer des espaces de socialisation et de lien. Ainsi nous mesurerons, *in fine*, leur impact sur leurs zones d'influence, à savoir le quartier ou la ville.



Le travail consistera dans un premier temps à définir la vocation des centres sociaux à travers une cartographie recensant le phénomène sportif en espaces occupés à Rome. Ce chapitre définira le fonctionnement de ces zones autogérées et leur contexte d'apparition. Leur organisation atypique se caractérise par une autogestion et une horizontalité dont nous étudierons la mise en place pratique.

Dans un dernier chapitre nous mesurerons l'alternative que propose le sport populaire aux dérives de l'institution sportive en termes sociologiques, politiques et spatiaux. Auparavant nous nous attarderons sur les réflexions qu'un tel terrain soulève. En effet l'anti-institutionnalisme de ces espaces qui aspirent à rester discret questionnent quant à la mise en lumière académique que la réalisation d'un travail de mémoire représente. C'est pourquoi un important chapitre est dédié aux méthodes et à l'éthique de cette investigation qui s'ancre dans la géographie dite « sociale ».

II

DEUXIÈME PARTIE:

MÉTHODOLOGIE ET ÉTHIQUE DU TERRAIN

La pratique du terrain[1], qui a duré trois mois, de Mars à Juin 2015, s'est déroulée à Rome dans les centres sociaux occupés et se délimite à l'étude d'une pratique, le sport et l'ensemble des activités sportives, et d'un espace : les centres sociaux autogérés. Le milieu alternatif à Rome et en Italie constitue un terrain de recherche atypique. Ces occupations vivent sans certitude du lendemain, tant par l'illégalité de leur statuts qu'à cause de l'hostilité des pouvoirs publics, véritable opposant des centres sociaux[2]. Depuis l'été 2014, le milieu des centres sociaux subit une importante vague d'expulsions organisée par la police qui procède régulièrement à des descentes. Cette précarité du lendemain engendre une certaine méfiance vis à vis de l'État et des institutions qui fait de ce terrain d'étude un espace particulier pour une recherche académique. Elle soulève ainsi diverses questions d'éthiques, lesquelles animent actuellement les débats de chercheurs pensant les bases d'une géographie dite « sociale ».

Nous détaillerons dans ce chapitre méthodologique la particularité du terrain d'étude, l'éthique de recherche qui en découle et les outils et méthodes utilisés au cours de l'enquête.

1. C'est-à-dire la pratique empirique de collecte de données *in situ* (Volvey, 2003, p904-906).
2. Il ne faut cependant pas catégoriser les pouvoirs publics, dont les actions sont diverses. En effet il arrive que les municipalités accordent gratuitement des espaces (Mudu, 2015) tandis que d'autre instances publiques s'y opposent.

Chapitre I Particularité du terrain d'étude

L'étude des milieux indépendants à Rome nécessite l'immersion dans une culture étrangère et l'apprentissage accéléré de la langue italienne. En effet l'étude de ce terrain ne peut se faire que dans un contexte en partie informel où la connaissance de l'idiome est indispensable. Autant par souci de mobilité que pour mieux saisir les situations, je n'ai pas choisi de recourir à un traducteur et ai préféré apprendre l'italien en autodidacte.

Avant mon départ pour l'Italie, ma directrice de mémoire Rachele Borghi m'a donné l'opportunité de rencontrer Silvia Corti, appelée aussi « Slavina ». Son témoignage[1] fut une parfaite introduction au milieu alternatif romain, dont elle faisait partie dans les années 1990. Slavina était membre du *Forte Prenestino*, le plus ancien centre social romain encore en activité. J'ai ainsi fait connaissance des historiques espaces occupés et appris sur leur fonctionnement interne et leur passé. Cette première approche du milieu par le biais de ce témoin privilégié m'a permis d'évaluer la singularité d'une telle étude dans les espaces occupés et de concevoir une démarche adéquate.

J'ai ainsi décidé de m'immiscer dans l'univers des centres sociaux progressivement, au fur et à mesure que mon italien s'améliorait. L'observation et l'immersion sont ainsi à la base de cette enquête de terrain. J'ai été surpris par la différence entre la France et l'Italie quant à la discrétion des milieux indépendants. En effet les occupations en France se cachent des pouvoirs publics et institutionnels tandis qu'en Italie, la commune ou l'État ont pleinement connaissance de ces espaces et de leurs localisations. J'ai aussi été surpris par l'intérêt porté à mon étude par les personnes rencontrées au cours de cette aventure romaine.

Dans ces espaces où la lutte est celle de tout le monde, commune et partagée, j'ai toujours été bien reçu, et les personnes rencontrées ont le plus souvent vu dans mon travail académique un intérêt pour leur cause et un relais à l'étranger. Bien que l'on m'ait prévenu de l'hostilité de ce milieu face aux institutions, mon étude a été particulièrement bien accueillie.

1. Cf Entretien avec Silvia Corti p152

La particularité d'un terrain anti-institutionnel remettant en cause l'ordre établi ancrent cette étude dans la géographie dite « sociale », qui naît dans les années 80, bien que ses termes soient évoqués depuis les années 70. La recherche dans un milieu en apparence « anti-institutionnel », altermondialiste et militant, ainsi que l'immersion dans une culture et une langue étrangères en font un espace particulier qui soulève diverses questions d'éthique et de méthodes que nous détaillerons dans le chapitre suivant.

Chapitre II Éthique de la Recherche en zone indépendante

II- 1 La géographie sociale

> *« Faites, faisons de la géographie ; en scientifiques, avec toute la curiosité et l'imagination que cela requiert ; sans complexe, et sans adjectifs, et faisons-la connaître – y compris hors des lieux du pouvoir. Il est naturel, il est bon, qu'il y ait des géographes "sociaux" ; il n'y a pas de "géographie sociale" »*
>
> Brunet, 1986

Les particularités du terrain précédemment évoquées requièrent une éthique de recherche correspondante. Ce terrain d'étude, qui devient sujet d'étude, implique un positionnement au cœur de la géographie sociale, qui nécessite d'être définie. Si les géographies radicales sont très développées en Angleterre et aux États-Unis, en France la géographie sociale fait l'objet de réflexions récentes entre géographes et n'était que le fruit d'initiatives personnelles avant le colloque parisien de 1984, intitulé *« Sens et non-sens de l'espace »*. Des dizaines de rencontres ont suivi et ce sont les universités de l'Ouest de la France, Rennes, Caen et Nantes qui semblent les plus ferventes de la géographie sociale (Séchet, Veschambre, 2006).

En 2004 se tient à Rennes le colloque « *Espaces et Sociétés Aujourd'hui* », qui aboutit à la parution de trois ouvrages dont le premier se nomme « *Penser et Faire la Géographie Sociale Aujourd'hui* », rédigé sous la direction de Raymonde Séchet et Vincent Veschambre. Ce dernier définit la géographie sociale avec ces mots :

> *« La géographie sociale a aujourd'hui une trentaine d'années. Les termes de géographie sociale sont en effet apparus à la fin des années 70 "en prolongement à la fois des travaux sur l'espace vécu et des recherches sur le changement social". La géographie sociale se définit comme une géographie de l'action et des acteurs. Elle se veut utile et prédictive et doit constituer une réponse à la demande sociale. Elle privilégie l'individu comme acteur. La géographie sociale est "engagée" et cela transparaît dans les thèmes traités : inégalités sociales, exclusions, drames humains, regards sur les rapports sociaux de domination, etc. »*
>
> Veschambre & Séchet, 2006

Ainsi la géographie sociale aspire à être diffusée au delà des lieux de pouvoirs. Vulgarisée et rendue accessible, elle ne se veut pas élitiste. La société et les rapports sociaux sont désormais placés au centre de l'étude :

> *« [...] Ce qui est premier en géographie sociale, c'est la société et non l'espace. Ce sont les mécanismes, les processus sociaux et sociétaux, le jeu des acteurs publics ou privés de toutes espèces. Si l'on ne cherche pas la société au départ, on ne la trouve pas à l'arrivée [...]. Le moteur, la clé, c'est la société. L'espace est toujours second et si l'on commence par lui, on risque de ne pas comprendre. Mais il est bien évident que l'espace à son tour rend bien compte de tout un jeu de variations qui renforcent ou atténuent les décalages et les tensions entre société locale et société globale ».*

Rochefort, 1982

Une des problématique dominante du colloque de 2004 a été l'action et l'inscription de la géographie sociale dans les sciences de l'action, qu'Hannah Arendt (1994) définit comme : « *l'activité humaine fondamentale qui correspond à la construction du rapport à l'autre* ».

> *« Nous privilégions une géographie du proche, qui repose sur la conviction que l'on peut saisir la logique du monde social qu'à la condition de s'immerger dans une réalité empirique, localisée et historiquement datée »*

Martinais , Morel, Duchêne, 2006

La géographie sociale veut être une science de terrain, privilégiant la recherche d'action et la rencontre des acteurs privilégiés. Elle favorise des méthodes plus qualitatives comme l'entretien, l'analyse des discours et l'observation participante, ce qui marque une évolution avec les années 1980 et 1990 où elle tardait à rompre avec les traditions quantitatives. (Séchet, Veschambre, 2006, p10). Pour Jacques Lévy, les réticences des géographes à l'égard des acteurs « *s'enracinent dans une tradition à la fois descriptive, matérialiste, statisticienne et structuraliste* » (Lévy, 1999, p75). Ainsi la géographie sociale donne la parole à ceux que la géographie de cabinet n'entendait pas lorsqu'elle dressait des statistiques sans se confronter au terrain.

Il sera opportun de noter que l'une des critiques faite à la géographie sociale concerne l'articulation entre le contenu empirique et le cadre théorique :

> *« À lire les recherches qui se réclament encore explicitement de la géographie sociale (au sein desquelles dominent toujours celles issues des universités de l'Ouest de la France), on peut se demander si, d'une part, l'inflation des discours spéculatifs et éclectiques, sans grands travaux de validation empirique (publiés), et d'autre part, presque à l'inverse, la multiplication d'études de détail sur des phénomènes sociaux et des pratiques (religieuses, scolaires, culturelles) très analytiques et sans grand substrat théorique, ne minorent pas, au bout du compte, les ambitions (disparues ?) d'une géographie qui se voulait en prise avec les questions de société »*

Cailly, 2006

C'est pourtant l'objectif de la géographie sociale de lier l'empirique, soit le terrain et les acteurs, avec le théorique. Le programme scientifique du laboratoire *Espaces et Sociétés*, écrit en 1995, en atteste :

> *« une attention particulière continuera à être portée aux politiques publiques, aux systèmes d'acteurs qui les sous-tendent à différentes échelles, aux articulations entre ces derniers et ceux qui fonctionnent dans la sphère du social et dans le système politique. Ce qui nous conduit à poursuivre nos travaux sur les rapports entre acteurs publics et privés. »*

Séchet, Veschambre, 2006

Alors que la géographie sociale a pour objet principal de contribuer à la mise en évidence des inégalités sociales (Hérin, 1992), il est donc primordial de les nommer pour les identifier. Les inégalités sociales sont dans le droit au logement, l'accès à l'eau, la culture, l'éducation, les cultures sportives. Ces inégalités doivent être dénoncées par la géographie sociale, dont Laurent Viala (2006) dit qu'elle « *aspire à abandonner son épithète pour cause de pléonasme* ».

Ainsi la géographie sociale est celle de l'action et du terrain. Elle est portée sur les acteurs et les sociétés, qui sont au centre de ses études. C'est une géographie critique et engagée. Liant le théorique et l'empirique, elle dénonce les rapports de dominations et met en évidence les inégalités sociales. Déconstructiviste et transdisciplinaire, la géographie sociale remet en cause l'ordre établi et les jeux de pouvoirs entre acteurs publiques et privés, lesquels influent sur les rapports sociaux.

II-2 Les questions soulevées par l'étude de terrain

II-2-1 Quel retour au terrain et aux enquêtés ?

Ma directrice de mémoire Rachele Borghi m'avait initié aux questions d'éthique qu'un tel terrain soulève. En effet le principe selon lequel l'enquêteur accomplit son travail à partir de l'expérience et des informations fournies par ses interlocuteurs peut poser problème aux personnes interrogées. Le chercheur est toujours d'une certaine manière redevable de celles et ceux qui lui permettent d'accomplir son étude. Se pose ainsi la question de ce qu'il peut et va apporter en retour au milieu étudié.

Dans le cas des centres sociaux romains, l'intérêt porté par les personnes rencontrées

pour ce travail de mémoire était égal à l'intérêt que je portais pour la lutte qui prend forme dans ces espaces. Estimant que le sport populaire et le travail des centres sociaux méritent d'être connu et diffusé – car peu relayé par les médias traditionnel –, il était élémentaire d'accomplir ce travail et de le partager en France. Me reconnaissant aujourd'hui dans ce mouvement dont j'ai partagé une – infime – partie de l'histoire et auquel j'ai éphémèrement participé, je me sens redevable de communiquer cette étude. J'aspire ainsi à rédiger un article portant sur les points fondamentaux de ce mémoire, le rendant plus accessible à toutes et tous et non réservé à la sphère académique. De plus, je souhaite partager ce travail avec l'Italie, et donc à travers une traduction en italien, proposer cette étude aux individus qui en sont avant tout concernés.

II-2-2 Que divulguer d'un espace qui cherche à rester discret?

Une autre question d'éthique soulevée par la particularité d'une étude en zone indépendante a été celle de la divulgation des informations à la sphère académique. Cependant, comme nous l'avons déjà détaillé, ces espaces autonomes se sont révélés moins hostiles à mon travail de recherche que ce à quoi j'avais été mis en garde. Bien que vivant dans l'incertitude du lendemain et connaissant une vague d'expulsions depuis un an, les centres sociaux ne se cachent pas de la commune ou de l'État et souhaitent au contraire qu'une plus grande lumière soit faite sur leurs luttes quotidiennes. Si leur cause était largement connue, peut-être les pouvoirs politiques auraient alors plus de mal à procéder aux expulsions. Ces mêmes espaces utilisent internet pour se faire connaître et communiquer leurs activités, et semblent ainsi avoir délaissé le désir d'anonymat qui était à l'œuvre dans les années 1990.

Il arrive cependant que certains endroits souhaitent garder une forme d'intimité. Le *Cagne Sciolte,* ex-strip-club occupé par le collectif féministe du même nom, semblait aspirer à rester discret et ne pas se divulguer. L'exemple d'un écriteau appelant à une certaine responsabilité quant aux photographies et à d'éventuels partages sur les réseaux sociaux attestent de ce désir d'intimité. Mytra[1], membre de cet espace, a refusé un entretien par principe, mais a accepté de discuter de façon informelle sur les aspirations du centre social et m'a confirmé que les informations qu'elle partageait avec moi étaient du domaine public et en partie disponible sur leur blog[2], raisons pour laquelle elles pouvaient être divulguées.

1. Le nom a été modifié.
2. *http://cagnesciolte.noblogs.org/*

Chapitre III Outils et Méthodes d'enquêtes

De par la particularité du terrain de recherche, l'étude s'est révélée atypique. Apprendre l'italien, s'accoutumer à la ville et au pays et partir à la recherche des espaces indépendants a constitué un véritable travail d'investigation tant il a été compliqué de se procurer de la documentation écrite sur ces espaces.

La rencontre avec Silvia Corti à l'institut de Géographie avant de débuter l'étude de terrain et la connaissance de Claudio, qui pratique le rugby à l'*Acrobax*, ont constitué un point de départ au cœur du milieu d'étude. Au long de la recherche de terrain, le hasard des rencontres m'a conduit vers des lieux et personnes clefs de l'enquête. Slavina m'avait évoqué le maître de capoeira Giuliano sans me donner son contact ; je l'ai finalement rencontré par hasard au centre social *Scup* lors de la dernière semaine de mon terrain.

Bien qu'ayant imaginé une méthode d'enquête avant mon départ, j'ai été confronté aux imprévus qui accompagnent ce milieu. En effet une rencontre ou un mail convenus de longue date peuvent ne jamais avoir lieu, ainsi il faut savoir s'adapter au présent et reconfigurer ses plans, parfois le jour même. Visiter un centre social sans se soucier de l'heure ou de la date est une méthode incertaine qui peut se révéler concluante ou inefficace. Se laisser porter par la curiosité et se renseigner sur les événements organisés fût une méthode plus adaptée. Ainsi chaque visite d'espace occupé se déroula dans un contexte différent. L'instinct, la curiosité et le hasard peuvent être considérés, bien qu'atypiques, comme des méthodes de recherche – ou mieux encore une attitude – efficientes face aux situations imprévues.

III-1 Posture et Déroulement de l'étude:

L'étude s'est déroulée sans réel plan, mais suivant les aléas et en s'adaptant aux circonstances. Au début je n'osais pas évoquer mon mémoire et visitais les espaces en prétextant une simple curiosité ou un désir de m'inscrire dans une activité du centre. J'ai ensuite connu de meilleurs résultats en présentant mon sujet d'étude, qui fut toujours bien accueilli. J'entrai ainsi dans les espaces de recherche de façons différentes, selon que je

connaisse quelqu'un pouvant me présenter l'espace et les personnes, qui présentaient le plus souvent mon sujet d'étude aux personnes rencontrées. Enfin, participer aux événements et soirées organisés fût l'un des meilleurs moyens d'appréhender le milieu.

⋆

Ainsi les huit centres sociaux romains pratiquants des activités sportives et culturelles à Rome ont été visités et étudiés de manières relativement différentes :

Le *LOA Acrobax*[1] m'a été présenté par Claudio, un ami italien rencontré lors de mon Erasmus à Lisbonne, qui en est membre depuis plusieurs années et joue notamment dans l'équipe de rugby du centre social. C'est la découverte de cet espace en octobre 2014 qui m'a poussé à en savoir plus sur les centres sociaux italiens et les étudier. J'y ai pratiqué le rugby et participé aux événements organisés. C'est dans le cadre de mon mémoire que Claudio m'a présenté aux autres membres de l'*Acrobax*. Le fait de communiquer en portugais avec lui m'a permis d'avancer dans la découverte du milieu lorsque je ne parlais pas encore l'italien.

J'ai eu connaissance du *Cagne Sciolte* lors de ma rencontre avec Slavina, et y ai pénétré la première fois pour participer à un cours de conversation d'espagnol qui consistait en une vidéoprojection de courts métrages argentins sous-titrés en espagnol castillan. Je suis revenu dans cet espace à l'improviste alors que se déroulait un cours de pole dance[2]. Une membre du collectif, Mytra, m'a souhaité la bienvenue et je lui ai présenté mon sujet de mémoire au cours d'une discussion informelle.

C'est aussi Slavina qui m'a parlé pour la première fois du *Forte Prenestino*, duquel elle était membre dans les années 1990. Après avoir participé à deux festivals qui s'y sont déroulé, j'y suis retourné avec Marilena, elle-même membre de ce centre social. Je l'ai rencontrée à *Communia*[3] grâce à Simone, qui étudie lui aussi dans le Master CPP à la Sorbonne. La visite guidée s'est déroulée dans le cadre du mémoire et m'a permis de recenser la multitude d'activité que le *Forte* propose.

La *Città dell'Utopia* m'a été présentée par une amie vivant à Rome, je l'ai visité seul sans prendre part aux activités ni évoquer mon sujet de mémoire.

1. *« Laboratori Occupati Autogestiti Acrobax »* – Laboratoires occupés et autogérés *Acrobax*
2. Le pole dance est un sport d'agilité qui consiste à danser et faire des acrobaties autour d'un poteau. À ne pas confondre avec le lap dance, qui est un spectacle et une danse de contact où la logique marchande prédomine, selon la sociologue Shirley Lacasse (2005)
3. Centre social situé dans le quartier de *San Lorenzo*.

C'est en discutant avec un inconnu que j'ai pris connaissance du *Scup – Sport e Cultura Popolare*[1], un centre social que j'ai visité dans un premier temps dans la simple posture d'un curieux souhaitant connaître l'endroit, puis dans la posture du chercheur en expliquant mon sujet de mémoire. Ce centre social a vécu au mois de mai son expulsion et d'importants bouleversements. J'ai assisté à ces événements[2] et pu participer à la réhabilitation de la nouvelle occupation.

J'ai pris connaissance du centre social *Spartaco* via les *All Reds*, l'équipe de rugby de l'*Acrobax*. En effet ils rencontrent chaque année le *Spartaco Rugby* dans le championnat national, ce qui constitue un « derby des centres sociaux ». L'occupation était malheureusement fermée lors de ma seule visite.

La réunion du « *réseau pour le droit à la ville* » prit place au *Corto Circuito* le 11 mai 2015. Si j'avais déjà pris connaissance de l'espace via des flyers, c'est cette assemblée extraordinaire qui m'a poussé à visiter cet espace historique. Outre la réunion, j'y ai pratiqué la capoeira et rencontré diverses personnes à qui j'avais déjà présenté mon sujet d'étude.

Au cours de cette réunion j'ai entendu parler de *La Torre*, un centre social occupé depuis les années 1990 qui a déjà dû changer de lieu et est considéré aujourd'hui par la commune comme une « semi-occupation[3] ». Sans statut d'occupation mais néanmoins autogéré, c'est un *CSA*[4] quand les autres centres sociaux sont des *CSOA*[5]. Je n'ai pas eu l'occasion de le visiter.

Le plus intéressant était de visiter un centre social avec un membre me proposant une visite guidée du lieu. Cependant, c'est paradoxalement dans les visites où j'étais seul que j'ai été le plus curieux et ai enquêté le plus. Lorsque je me présentais sans vouloir parler de mon mémoire, j'optais pour la simple posture de l'étudiant en géographie, intéressé par la pratique sportive en centre social.

Au final les meilleurs résultats sont venus lorsque je faisais part de mon sujet de mémoire, car les gens s'ouvraient et souhaitaient m'aider dans ma recherche. Il s'est avéré fructueux de se laisser également porter par la curiosité d'en savoir plus sur l'histoire, les contextes de création et les spécificités du lieu.

1. « *Sport et Culture Populaire* »
2. La journée du 7 mai et l'expulsion de Scup est détaillée dans la partie III.
3. *http://csalatorre.net/la-nostra-storia/*
4. *« Centro Sociale Autogestito » - Centre Social Autogéré.*
5. *« Centro Sociale Occupato ed Autogestito » - Centre Social Occupé et Autogéré.*

III-2 Les Sources

La complexité de l'étude du milieu alternatif romain est due à la difficulté de trouver des ouvrages spécialisés dans les réseaux de bibliothèques traditionnels. De plus, j'ai des difficultés à lire l'italien au delà d'un simple article. Hormis les travaux d'histoire avec Sandrone Dazieri (1996), et de géographie avec Pierpaolo Mudu (2015) qui écrit en anglais, je n'ai pas découvert d'ouvrages portant sur ce milieu indépendant.

Les méthodes variées détaillées précédemment ont abouti à une collecte d'informations conséquente, qui vont de simples prospectus jusqu'à du contenu vidéo. C'est l'immersion dans les espaces occupés qui m'a permis de comprendre le milieu. Rencontrer et discuter avec les personnes qui fréquentent ou non les espaces occupés a toujours été enrichissant, que ce soit lors d'entretiens le plus souvent informels ou en dehors du contexte de recherche. Ainsi l'information étant partout, il convient de détailler les diverses sources qui ont permis la rédaction de ce mémoire.

III-2-1 Observation et Photographie

L'observation dans les centres sociaux est un aspect important de l'étude. D'abord parce que la première impression est toujours marquante lorsque l'on visite pour la première fois un endroit occupé. Les murs y parlent d'eux-mêmes. Occupant eux aussi l'espace : les affiches, graffitis et dessins sont omniprésents et très expressifs. Les affiches comme les prospectus renseignent sur les cours dispensés, les événements passés ou futurs, les appels à manifester, etc.

Quant aux peintures murales, elles représentent elles aussi une revendication de l'espace. Les artistes se libèrent sur ces murs indépendants, et les peintures et slogans témoignent des aspirations des centres sociaux. Le « *street-art* », si on peut l'évoquer ainsi, est aussi très présent dans les rues de la ville, où il n'est pas rare de trouver un graffiti à revendication politique. Les messages politiques sont ainsi très présents, et témoignent des identités de chaque quartier. J'ai décidé pendant trois jours de photographier toutes les peintures murales à dimension politique que je rencontrais et ai ainsi réalisé un montage d'une valeur qualitative.

La photographie constitue donc une importante source d'informations qui illustre mieux que tout discours la réalité du terrain. L'outil photographique peut être mal vu au sein des occupations, ainsi il n'a été utilisé que lorsque le contexte s'y prédisposait. Viennent

s'ajouter à mes clichés ceux de Claudio Carbone, ami rencontré au Portugal. Deux images sont issues de son film-documentaire « *Rosso Vivo* », qui est en cours de réalisation à l'heure où est écrit ce mémoire, et paraîtra en 2016. Lorsque le nom de l'auteur de la photographie n'est pas précisé, il s'agit de mes clichés personnels.

III-2-2 Entretiens formels et informels

Deux entretiens formels ont été conduits[1]: Silvia Corti m'a été présentée avant mon départ pour l'Italie par ma directrice de mémoire Rachele Borghi. Elle était venue à la Sorbonne présenter un atelier. Quant à Giuliano, le maître de capoeira, je l'ai rencontré par hasard au centre social *Scup*. Lors de ces deux entretiens, bien que réalisées en langues étrangères, j'ai choisi de ne pas utiliser le dictaphone, ce qui permettait une conversation moins pesante et plus naturelle. Ainsi je prenais des notes retranscrites a posteriori en évoquant mon interlocuteur à la première ou à la troisième personne.

Au cours du parcours de recherche, une multitudes de conversations avec les occupants, pratiquants où autres personnes fréquentant les centres sociaux ont participé à ma familiarisation progressive avec le milieu. Au delà des espaces occupés, discuter avec les romains avec curiosité m'a permis d'élargir mon point de vue et de recueillir de nouvelles informations. Bien que n'ayant pas été réécrites en tant qu'entretien au même titre que les rencontres avec Slavina et Giuliano, ces entretiens dits « informels » ont fortement contribué à la recherche de ce mémoire, chacun me faisant part de nouveaux lieux et anecdotes sur le milieu.

III-2-3 Inventaire

J'ai réalisé un questionnaire particulier qui ne s'applique pas aux personnes interrogées, mais aux centres sociaux, bien que ce soit les personnes qui répondent. Il a permis la réalisation d'une typologie des centres sociaux romains pratiquant des activités sportives. Quand je demandais quelles activités étaient pratiquées, on me tendait la plupart du temps un volant explicatif qui parlait de lui-même. Les flyers, objet très répandu pour la communication des centres sociaux, m'ont permis de prendre connaissance d'occupations dont j'ignorais l'existence. J'ai pu compléter cette recherche avec les données mises à disposition en ligne par les centres sociaux, qui souvent utilisent internet pour se faire connaître ou diffuser leurs revendications.

1. Entretien avec Silvia Corti disponible en annexe p152, avec Giuliano p158.

III-2-4 Contenu vidéo et internet

Le contenu que m'ont indiqué les personnes rencontrées a aussi été très précieux: Articles de presses, documentaires vidéo ou même passages télévisés, etc. Les informations ont ensuite été complétées par des entretiens. J'essayais le plus possible de croiser les informations et de confirmer les éléments informels par souci d'authenticité. Les espaces occupés en Italie se caractérisent par une importante mise en réseau et sont très actifs sur Internet. Que ce soit pour divulguer les horaires des activités et des événements ou pour partager l'information, les médias alternatifs sont utilisés. Ainsi les réseaux sociaux constituent aussi une importante source d'information, tout comme les médias alternatifs et indépendants.

C'est grâce aux rencontres dans les centres sociaux que j'ai pu accéder au réseau du contenu internet alternatif mis en place entre autre par les centres sociaux comme le projet *Radio Sonar*, qui rassemble plusieurs espaces occupés, notamment le *Scup* et *Corto Circuito*, ou le journal *Dinamo Press,* le blog *lettere dalla palestra, etc.*

C'est un membre du *Scup* qui m'a indiqué par mail l'interview de Simone Sallusti présentant le projet des *palestre popolare* à la télévision nationale, et des mini-documentaires comme celui sur le *Corto Circuito* ou sur *l'Antifa fight club de Palerme*. Étant intéressé par le format que représente le film-documentaire, divers mini-docus font aussi partie des sources de recherche et constituent une matière importante de ce travail, autant dans l'étude empirique que théorique.

III-2-5 Ouvrages littéraires

Ce contenu, articles, blogs ou documentaire m'a été précieux dans la recherche, car le milieu des centres sociaux n'est pas spécialement académique et donc peu accessible en bibliothèque. L'œuvre de Sandrone Dazieri, « *Italia overground: mappe e reti della cultura alternativa »,* constitue une des rares documentation : il recense en 1996 les centres sociaux de tout le pays et en dresse une conséquente typologie. L'ouvrage, paru il y a bientôt 20 ans, n'est cependant plus d'actualité car la plupart des espaces évoqués ont disparu. Il constitue néanmoins une rare trace écrite de cette époque, où Internet n'était pas le média de communication qu'il représente aujourd'hui.

III-2-6 Observation participante

Lors de l'étude de terrain, vivre les événements que traversaient le réseau des centres sociaux a été le plus enrichissant en informations. En effet toutes les discussions et contenus internet ne valent pas l'expérience concrète. Vivre l'expulsion du centre social *Scup*, le 7 mai 2015, et l'assemblée citadine qui s'ensuivit[1] ou l'assemblée générale pour le *« diritto alla città »* – droit à la ville –, au *CSOA Corto Circuito*, ont été les événements les plus concrets et les plus enrichissants auxquels j'ai eu la chance de participer. Voir les assemblées générales de presque tous les centres sociaux romains réunies à l'espace historique qui venait de fêter ses 25 ans m'a fait prendre conscience de la dimension du réseau des centres sociaux.

L'observation participante étant la méthode de recherche la plus intéressante, j'ai par ailleurs participé aux activités que les centres sociaux proposent. J'ai ainsi pu pratiquer plusieurs sports, comme le rugby, le foot et notamment la capoeira, au *Corto Circuito*, ce qui m'a permis d'appréhender la dimension sociale de cet art martial et comprendre la démarche de ces espaces depuis l'intérieur.

Ces espaces sont autogérés, et les travaux d'entretien ou de réhabilitation se réalisent avec les moyens du bord. Ainsi tout le monde est le bienvenu dans l'entretien de l'espace, quelque soit les compétences de chacun. Participer spontanément à quelques travaux comme l'entretien du stade de rugby à l'*Acrobax* où la réhabilitation du nouveau *Scup* m'ont permis de m'immiscer dans la vie de l'occupation et de me sentir partie entière du projet.

1. Cette journée est traitée dans la Partie III

III

TROISIÈME PARTIE:

LES CENTRES SOCIAUX ET LE SPORT POPULAIRE À ROME

Ainsi le sport est défini par les sociétés qui le créent. Si le sport moderne est un reflet de la société moderne, le sport populaire quant à lui est issu des centres sociaux romains. En effet ce milieu particulier explique pour beaucoup la spécificité du sport qui s'y pratique. Ce chapitre vise à définir le milieu des centres sociaux romains, leurs contextes d'apparition et fonctionnements, en analysant la forme que prend l'autogestion dans la pratique. Nous dresserons ensuite une cartographie du phénomène sportif en espaces occupés, et détaillerons les particularités de ces centres sociaux « sportifs ».

Chapitre I Contexte politique et social à Rome et en Italie

Les phénomènes sociétaux ne sont jamais isolés des contextes historiques et politiques dans lesquels ils naissent. Si le milieu des centres sociaux romains est aujourd'hui aussi développé, il est selon le géographe Pierpaolo Mudu (2015) le fruit d'une « *combinaison particulière* ».

I-1 Une ville au lourd héritage historique et politique

À Rome se mêlent et se superposent les héritages de plusieurs époques. La Rome antique, capitale de l'Empire romain, reste visible par les édifices qui ont traversé les âges tels que le forum impérial, l'amphithéâtre Flavien[1] ou les thermes de *Caracalla*. Ces infrastructures témoignent de l'intérêt des romains pour le sport, mais aussi de l'ingéniosité de leurs inventions comme le dessin intelligent des voies de communication ou les aqueducs qui fournissent encore aujourd'hui une immense quantité d'eau à toute la ville. Rome s'est toujours remodelée selon les époques qu'elle a traversé. Elle a successivement été le berceau de l'Empire romain, puis celui de la chrétienté et du catholicisme.

Chaque époque a cherché à s'approprier la puissance symbolique du centre de Rome (Djament-Tran, 2011). Ainsi les papes ont cherché à transformer ou récupérer les édifices impériaux pour feindre une continuité historique et se présenter comme les descendants des empereurs romains. Suivant la même logique, le monument à Victor Emmanuel II, édifié au début du XIX[e] siècle pour célébrer les 50 ans de l'unité italienne, fut repris par Mussolini pour sa propagande fasciste. En effet il y donnait ses discours et y a notamment rencontré pour la première fois Hitler en 1934.

Ce centre touristique connaît aujourd'hui un double usage, à la fois lieu de consommation et de consommation du lieu (Lefebvre, 1968). Parallèlement les centres sociaux, espaces de contre-pouvoir et anti-consuméristes, se situent majoritairement

1. Aussi appelé le Colisée

aux périphéries de la ville, bien qu'il existe des occupations dans les quartiers « centraux » de Rome, historiquement anti-fascistes, comme San Lorenzo ou Garbatella. Certains centres sociaux revendiquent et s'approprient le centre historique et touristique de la capitale.

Le XXe siècle est marqué en Italie par les oppositions idéologiques, l'héritage fasciste laisse une empreinte encore présente sur la politique et contribue à l'apparition de groupes néofascistes. Dans la décennie 1970/80, que l'on appellera plus tard les années de plomb, l'activisme politique violent voit les groupes d'extrême gauche et d'extrême droite fasciste se répondre par des attentats et des enlèvements.

> « *le piège du fascisme qui agite l'Italie : un "bruit de fond" qui n'a jamais quitté l'histoire italienne y compris après la chute du régime fasciste . Cette toile de fond représente l'environnement politique italien (caché mais jamais éradiqué) au cours de l'histoire du pays au* XXe *siècle (Agnoli, 1997). S'en est suivi une multiplication des discours fascistes et des obstacles rencontrés par les discours antifascistes (Jesi, 1973).* »

Mudu, 2015, p81-90

La politique italienne est encore aujourd'hui marquée par ce clivage qui se lit sur les murs de la capitale. En effet les graffitis témoignent de cette politisation de la société : slogans politiques, symboles fascistes et anti-fascistes, messages posthumes aux compagnons perdus... Les expressions sont diverses et sur les murs se confrontent les différentes aspirations politiques. Si bien qu'à Rome on différencie les quartiers *rossi* – rouges –, anti-fascistes des quartiers *neri* – noirs –, fascistes[1]. Ainsi l'apparition des centres sociaux en Italie serait le résultat d'un anti-fascisme et d'une résistance qui ont cherché un espace pour se réaliser.

> *« La résistance prend diverses formes, elle va de conflits non-déclarés et peu médiatisés (Scott, 1990) à des luttes ouvertement violentes. Je m'intéresse à l'importance de l'analyse des dispositifs de résistance tout comme aux analyses des moyens technologiques de domination, effectuées par de nombreux autres chercheurs. La création des* Centri Sociali *– centres sociaux – peut être vue comme un dispositif italien de résistance. »*

Mudu, 2015, p81-90

1. Entretien informel

Si on recense à Rome des centres sociaux « de gauche » et des centres sociaux « de droite[1] », ces derniers ne peuvent être considérés par les concepts de *social autonomous spaces* (Chatterton, 2002) ou de *TAZ* (Bey, 1997). En effet ni l'autogestion ni la démocratie directe n'y sont pratiqués. L'étude porte donc sur les centres sociaux dits « de gauche ». L'histoire du *Corto Circuito* atteste du combat contre le fascisme que livrent ces espaces.

Figure 2 : Plaque commémorative au *Corto Circuito*



« La notte buia in cui ci hai lasciato
non uccide la luce della tua libertà
ad Auro per non dimenticare
ad Auro per sempre »
1996 I compagni di bassiano
-
Auro Bruni 19 ans
assasinato dai fascisti il 19-5-1991
Nell'attentato che distrusse il CSOA Corto Circuito

« La nuit sombre dans laquelle tu nous as laissé
ne tue pas la lumière de ta liberté
à Auro pour ne pas oublier
à Auro pour toujours »
1996 Les compagnons de Bassiano
-
Auro Bruni 19 ans
assassiné par des fascistes le 19-5-1991
Dans l'attentat qui détruisit le *CSOA Corto Circuito*

En 1991 le centre social est victime d'un incendie d'origine inconnue dans lequel un jeune occupant resté à l'intérieur pour la nuit trouve la mort. On croit vraisemblablement à un attentat fasciste, le quartier étant historiquement fréquenté de « droiteux » (Dazieri, 1996). Aujourd'hui encore les centres sociaux s'opposent au fascisme, qu'ils combattent sous toutes ses formes.

> *« Chaque temps a son fascisme. Nous en voyons les signes avant-coureurs dès qu'une concentration des pouvoirs nie aux citoyens la possibilité et les moyens de s'exprimer et d'agir librement. Différents chemins peuvent mener à une telle situation : la terreur imposée par l'intimidation policière n'est qu'une possibilité parmi d'autres, telles que la négation et la distorsion de l'information et de la justice, l'endommagement de l'école, la diffusion – par une myriade de méthodes subtiles – de la nostalgie pour un monde où l'ordre régnait et où la sûreté de quelques privilégiés dépendait du travail forcé et du silence forcé d'une majorité »*

Levi, 1974

1. En France, on dirait plutôt « extrême-gauche » et « extrême-droite » - Entretien informel.

I-2- La crise du logement dans la capitale italienne

Le phénomène de crise qui touche aujourd'hui l'Italie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal et dans des mesures différentes la majorité des pays d'Europe, engendre une crise du logement qui touche les plus démunis. A l'instar de Lisbonne, Barcelone, Madrid ou Athènes, la ville de Rome est confrontée à une inoccupation importante de ces espaces habitables :

> *« Officiellement, 88.000 logements soit 7,5% du patrimoine immobilier romain, est actuellement inhabité. »*

Dumont, 2013

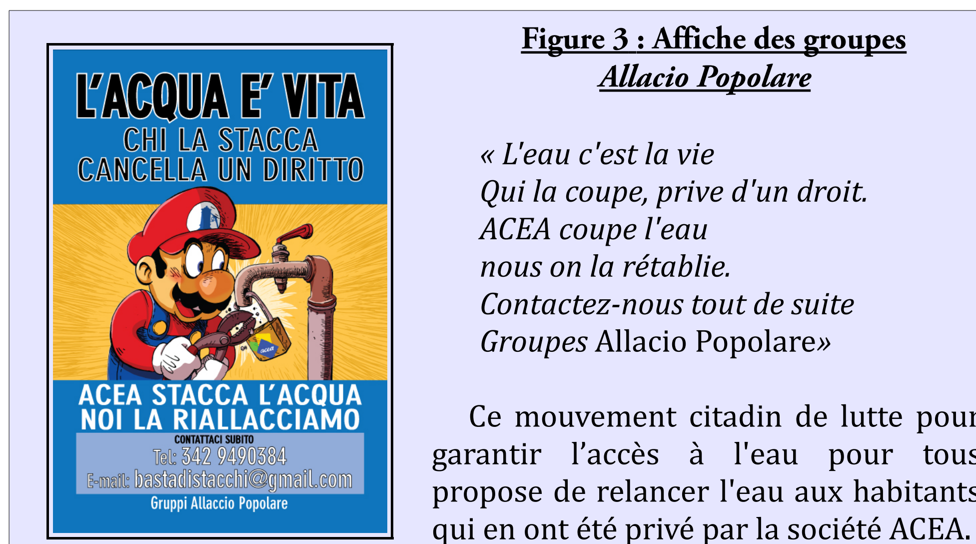
Cet abandon des espaces habitables est paradoxal avec le nombre important de personnes sans logement dans la capitale italienne. Ces habitats appartiennent majoritairement à des multi-propriétaires romains, magnats de l'immobilier ou banques ayant saisi les propriétés.

> *« À Rome, la famille des contes Vaselli anoblie par le dernier roi d'Italie Victor Emmanuel III dans les années 30, possède 2.500 appartements. Il y a six mois, plusieurs familles ont occupé un de leurs immeubles situé dans les environs des magnifiques jardins de la Villa Borghese. Depuis, les contes Vaselli prennent leurs précautions. »*

Dumont, 2013

L'occupation est alors vue comme une solution légitime en réponse à l'inaction des autorités locales. En Italie, face à l'immobilisme des pouvoirs publics, plusieurs mouvements de lutte se sont créés pour assurer le droit au logement. A la fin des années 80 naît le *« coordinamento di lotta per la casa*[1] » – coordination de lutte pour la maison –, qui aspire au logement pour toutes et tous. D'autres mouvements se créent, souhaitant eux aussi garantir le droit à la ville, comme le réseau « *diritto alla città* » – droit à la ville – . Une autre organisation a pour but de relancer l'eau lorsque la société privée qui la gère la coupe aux habitants. En effet, la ville de Rome bénéficie, grâce aux nombreux aqueducs de l'époque impériale encore en utilisation, d'un débit d'eau par personne conséquent : en atteste les nombreux robinets ouverts en permanence. On peut ainsi considérer l'accès à l'eau comme un droit légitime.

1. *http://www.coordinamento.info/index.php/chi-siamo*



<u>Figure 3 : Affiche des groupes *Allacio Popolare*</u>

« L'eau c'est la vie
Qui la coupe, prive d'un droit.
ACEA coupe l'eau
nous on la rétablie.
Contactez-nous tout de suite
Groupes Allacio Popolare»

Ce mouvement citadin de lutte pour garantir l'accès à l'eau pour tous propose de relancer l'eau aux habitants qui en ont été privé par la société ACEA.

> *« Les occupations de masse sont aujourd'hui organisées par des mouvements politiques comme dans les années 70. Pour combattre l'appauvrissement alimenté par la crise, ils revendiquent le droit à l'occupation. »*
>
> Serra[1] dans Dumont, 2013

Les propriétés vides de l'État et des propriétaires privés sont ainsi prises d'assaut par les occupants qui revendiquent leur droit à la ville et au logement. Selon un rapport publié par la région du Latium dans l'article écrit par Ariel Dumont, une soixantaine d'immeubles dont des hôpitaux et des théâtres désaffectés sont actuellement squattés à Rome. On recense deux formes d'occupation : la première consiste à occuper un espace pour qu'une famille puisse y loger, la seconde vise à créer un espace commun de socialisation pour le quartier. Les centres sociaux occupés et autogérés (*CSOA*), sont cette seconde forme d'occupation.

1. Achille Serra, préfet de Rome de 2003 à 2007.

Chapitre II Introduction aux espaces occupés romain

Cette partie est basée sur les observations faites dans les centres sociaux romains ainsi que sur les entretiens informels effectués au cours de l'étude de terrain. Cyber-activiste italienne, Silvia Corti a connu le contexte des centres sociaux des années 90 à Rome. Son témoignage nous éclaire sur le fonctionnement de ces enclaves indépendantes.

Ces espaces apparaissent dans la capitale italienne au début des années 90[1] et existent encore aujourd'hui. Ils proposent une multitude d'activités culturelles pour les habitants de la ville et du quartier: expositions, ateliers, soirées, cours de musique, de sport, de langues, etc. Dans les espaces occupés on expérimente un mode de vie alternatif, qui cherche à s'émanciper de hiérarchies sociales et des rapports de domination. On y met en pratique un système différent, qui tente de se passer de l'argent. Il n'est jamais question de faire de bénéfice, mais toujours de proposer des espaces de socialité, c'est-à-dire de lien social entre les habitants du quartier.

II-1- Le Fonctionnement

Les centres sociaux sont indépendants de l'État et des pouvoirs publics. Leur administration se caractérise par l'autogestion, l'organisation horizontale et des moyens d'entretien alternatifs.

II-1-1 L'Autogestion

Émancipés de la structure étatique, les centres sociaux n'obtiennent aucune autre aide que celle des habitants des quartiers et réunissent les fonds nécessaires à la gestion du centre grâce aux événements et activités organisés. Il n'y a pas d'endettement, et les prix sont toujours très bas, que ce soit pour se restaurer ou pratiquer une activité. L'autogestion implique une responsabilité individuelle et collective de chacun des membres[2] qui s'engagent

1. Le Forte Prenestino, plus ancien centre social encore actif, est occupé depuis le 1er mai 1986
2. La notion de membre est particulière à définir dans les centres sociaux, il s'agit des personnes s'impliquant

pour assurer la vie de l'espace occupé. Lors des événements, concerts, festivals, etc., la gestion du bar, de l'entrée, de la sécurité ou de la « cantine » populaire[1] est assurée par les membres qui sont tous bénévoles. Ces recettes permettent aux centres sociaux d'autofinancer leur fonctionnement, leur entretien, et d'assurer le maintien des diverses activités culturelles. Les affiches qui ornent les murs informent des règles de vie à adopter pour que le centre fonctionne en communauté. Les activités proposées par les centres sociaux sont toutes votées lors des assemblées de gestion.

> *« La vie politique d'un centre social a lieu lors de l'"*Assembleia de Gestione*"; c'est là que se prennent les décisions, après une ronde de communication et de requêtes avec l'extérieur (un tel veut faire un concert, un marché, etc.) sur la vie du squat. En théorie, il n'y a pas de hiérarchie, mais dans la pratique ce n'est pas le cas et la parole est inéquitable car elle dépend de plusieurs facteurs comme le charisme, l'ancienneté, la présence etc.. »*
>
> Corti – « Slavina »,
> entretien du 30 janvier 2015 à l'institut de Géographie, Paris[2]

Ces assemblées sont régies selon les principes de démocratie directe – c'est à dire sans élire de représentants – et de l'égalité de paroles. La recherche d'un consensus est nécessaire avant toute prise de décision, et l'atteindre demande du temps et de l'énergie.

II-1-2 L'Horizontalité

> *« Ici, personne n'a une parole qui vaut plus que quelqu'un d'autre, et n'importe qui peut venir à l'assemblée générale et proposer un projet »*
>
> Claudio, *Acrobax*, entretien informel[3]

Dans les centres sociaux toute décision est prise suite à l'Assemblée Générale selon un consensus ou un vote. Le précédent témoignage de Slavina révèle le caractère utopique de l'égalité de parole et de l'horizontalité. En effet, elles sont affectées par d'autres facteurs et la tenue d'une assemblée générale, aussi horizontale soit elle, cache toujours une hiérarchie invisible.

---

dans la vie de l'espace et ne constitue pas un statut à part entière. Il n'y a pas de privilèges.

1. *« Osteria popolare »*
2. Cf Entretien avec Silvia Corti p152
3. Discussion informelle réalisée sur le terrain de rugby de l'*Acrobax*.

« Un deuxième élément de contradiction est la "hiérarchie silencieuse". Malgré le principe de la collectivité et le net refus de hiérarchie selon/au dire de certains dans les centres sociaux, la hiérarchie se développe autour des membres qui, par personnalité, expérience d'activisme ou disponibilité sont plus présents dans la gestion d'un projet ou d'un aspect de la vie politique de l'espace occupé (Hodkinson e Chatterton, 2006). Ceux-ci deviennent des points de référence pour les "participants" qui au contraire par caractère, peur de l'échec, de s'exposer ou inexpérience politique ont tendance à déléguer leur propre contribution au lieu de se donner activement en première personne.[1] *»*

Pecorelli, 2015, p293

L'une des critiques que l'on peut émettre sur le fonctionnement des centres sociaux concerne cette « hiérarchie silencieuse ». L'horizontalité est un mode d'organisation utopique qui n'est que théorique, et ne représente pas un gage d'équité. Au delà de cette « contradiction », l'horizontalité est plus un procédé qu'une fin en soi (Trapese Collective, 2007, p6) : « *Elle peut avoir et a l'air désordonnée et inachevée, [...] c'est un choix que personne ne peut vous représenter*[2] ».

II-1-3- Le « *Do it yourself* »

La gestion du centre social est assurée par ses membres, qui s'attachent toujours à minimiser les coûts, employant quand il le faut un « système D[3] ». Lors des événements organisés ou l'entretien des infrastructures, les membres de l'espace occupés se chargent de leur réalisation avec les moyens à disposition. Pendant les travaux qu'implique l'occupation d'un espace abandonné, un coup de main est toujours le bienvenu et quiconque peut venir aider quelles que soient ses aptitudes. Les « *cyclofficines* » sont des ateliers où des outils sont mis à disposition pour réparer son vélo. Les centres sociaux ne font appel à des entreprises spécialisées que lorsqu'il est impossible de faire autrement, comme pour le désamiantage par exemple. Cette recherche d'autonomie dont font preuve les centres sociaux est motivée par le rejet des logiques capitalistes et un désir de ne pas en être dépendant. Elle est aussi moins coûteuse : dans les espaces occupés la cuisine est faite sur place, sans intermédiaire, le plus souvent bénévolement et à petit budget. En atteste le repas offert lors de la réunion pour le droit à la ville du 11 mai au *Corto Circuito*.

---

1. *« Un secondo elemento di contraddizione riguarda la "gerarchia silente". Nonostante il principio di collettività e il netto rifiuto della forma gerarchica a detta di alcuni, nei centri sociali, la gerarchia si sviluppa attorno a quei membri che per personalità, esperienza di attivismo o disponibilità sono più presenti nella gestione di un progetto o di un aspetto della vita politica dello spazio occupato (Hodkinson e Chatterton, 2006). Questi diventano punti di riferimento per quei frequentatori che invece per carattere, paura di sbagliare, esporsi o inesperienza politica tendono a delegare il proprio contributo invece di porsi attivamente in prima persona. »* - traduction de l'auteur.
2. *« It does and should look messy and unfinished. [...] It is a choice that nobody can represent you. »* (Trapese Collective, 2007, p6)
3. Système D : en référence à « débrouillardise », définit une réalisation sans moyens adéquats.

Figure 4 et 5 : Le « *Do it yourself* » dans les centres sociaux

Réparation des lumières du terrain de rugby à l'Acrobax.

Cliché de l'auteur

Ici, ce sont les joueurs de l'équipe des *All Reds* eux-mêmes qui se chargent des travaux avec les moyens du bord. Lors des événements organisés - comme lors de l'entretien du centre -, les «membres» de l'espace s'occupent de l'entrée, du bar, de la sécurité, du ménage, etc.



Cliché de Claudio Carbone, issu du documentaire «Rosso Vivo», à paraître.

II-2 Les revendications politiques

Les centres sociaux occupés représentent les lieux ou une certaine forme d'alter-mondialisme est mise en place. On y promulgue autant qu'on y expérimente une alternative au capitalisme. Ce sont ainsi des espaces fortement politisés. Le mouvement qui en est issu est contestataire, et difficile à définir tant il est pluriel. On ne parle d'ailleurs pas d'un, mais de plusieurs mouvements[1]. En effet, la liberté de parole et la nécessité de débattre engendrent parfois la difficulté d'arriver à un consensus, et les idéologies telles que l'anti-fascisme décrivent en réalité une multitude d'aspirations. Les militants de ces espaces se retrouvent dans la contestation de mesures politiques qu'ils condamnent comme servant le capital et non l'égalité sociale et l'intérêt commun. On peut compter parmi les causes de contestations la construction de la ligne de train à grande vitesse entre Lyon et Turin, l'Exposition universelle de Milan et le traité transatlantique, en anglais le TTIP, très représentatif du mouvement qui anime le réseau des centres sociaux.

No-Tav, No-Expo et Stop-TTIP

Le mouvement *No-Tav*[2] s'oppose depuis vingt ans au projet de ligne de chemin de fer à grande vitesse entre Turin et Lyon. Le projet à 26 milliards d'euros – somme qui pourrait augmenter au cours des travaux – vise à creuser un nouveau tunnel, alors que la route actuelle n'est que peu fréquentée. Les activistes du mouvement, soutenus par les centres sociaux, s'opposent aux dépenses publiques que cela représente. Ces travaux sont uniquement justifiés par la spéculation financière. C'est tout un modèle de développement qui est remis en cause, celui d'accélérer aveuglément et toujours plus vite vers des catastrophes écologiques et économiques.

> *« Ce qui doit accélérer ce sont les idées et pas les personnes où les marchandises, la modernité, ce n'est pas aller plus vite, mais avancer avec plus de sagesse »*

Giunti[3] dans Borrel, 2014

---

1. Cf Entretien avec Silvia Corti p152
2. *« No Tren Alta Velocita »* - Non à la ligne grande vitesse
3. Luca Giunti, Activiste No-Tav. Voir le documentaire « L'Urgence de ralentir », Borrel P, 2014, *Arte*. *https://www.youtube.com/watch?v=DxUu_kq3AJo*

Les centres sociaux s'opposent aussi au Traité Nord Atlantique, le TAFTA[1] ou TTIP, visant à relancer l'économie grâce à une uniformisation des normes internationales entre les États-Unis et l'Europe, ce qui constituerait « *la plus grande zone de libre échange de l'histoire* ». Cet accord prévoit -entre autres- la mise en place de tribunaux d'arbitrage indépendants, capables de sanctionner les États contre les entreprises privées (Vilars, 2014). Les négociations entre gouvernements et lobbies[2] se font à huis clos, malgré de fortes mobilisations s'opposant à ce traité, dont une pétition européenne d'1 million de signatures qui n'a pas été entendue.[3]

L'exposition universelle de Milan de 2015 a débuté le 1er mai et va durer six mois. Elle est animée d'une forte contestation, qui prend le nom de « *No-Expo* », et s'oppose à la spéculation territoriale qui est faite autour de la structure mise en place pour l'occasion. Au delà de l'impact de l'événement, qui rappelle celui des grands événements sportifs, c'est l'argumentaire des organisateurs qui est contesté. En effet, le « méga-événement[4] » permettrait de créer des emplois pour les jeunes, en revanche la majorité des personnes qui y travaillent sont en stage ou ont des contrats précaires voire bénévoles. De plus l'*Expo* avance la promotion d'une alimentation meilleure pour le monde[5], en revanche ses principaux sponsors sont des grandes entreprises comme CocaCola ou Nestlé, que l'on sait peu respectueuses de l'environnement et de l'alimentation mondiale: un séminaire a été organisé le 28 mai 2015 dans le centre social « *la Città dell'Utopia »,* sous le nom de « *Il modello Expo. Creare la fame, spogliare il pianeta* » –Le modèle Expo. Créer la faim, piller la planète–.

Le point commun entre ces différentes oppositions est à chercher dans la volonté de déconstruire l'argumentaire diffusé et fortement véhiculé par les médias traditionnels. À l'instar des méga-événements sportifs comme la Coupe du monde de la Fifa ou les Jeux Olympiques, l'Expo Universelle de Milan affirme créer de l'activité et générer des emplois. Cependant elle représente une forme d'obsolescence à travers la création d'infrastructures qui

1. *TransAtlantic Free Trade Area* – Zone de libre-échange Transatlantique
2. Les négociations se tiennent à huits clos entre la commission européenne et : des lobby d'affaires (92%), des groupes d'intérêts publics (4%), et des individuels, institutions académique ou administrations publiques (4%). Source : *http://corporateeurope.org/international-trade/2014/07/who-lobbies-most-ttip*

« Of the 560 lobby encounters that the Commission had – in consultations, stakeholder debates and behind closed doors meetings – 520 (92%) were with business lobbyists. Only 26 (4%) of the encounters were with public interest groups (the remaining 4% were with other actors such as individuals, academic institutions and public administrations). »

3. https://www.collectifstoptafta.org/l-actu/article/la-commission-europeenne-rejette
4. La « No Expo » est un « méga-événement », au même titre que les grandes compétitions sportives.
5. Le slogan est « *Nutrire il pianeta, Energia per la vita* » – Nourrir la planète, energie pour la vie

ne sont pas nécessaires, avec de l'argent public, et provoque une spéculation sur le territoire qui accentue la fragmentation socio-spatiale[1]. À travers l'opposition à ces différents projets politiques, le réseau des centres sociaux dénonce la désinformation qui les accompagne. L'action politique du milieu alternatif romain passe aussi par des appels à manifester.

Figure 6 : Appel à manifester « *Mai Con Salvini* » – dessin de ZeroCalcare



Le réseau des centres sociaux appuie et relaie les manifestations citadines et apartite, et en est parfois à l'origine. Le 28 février 2015 le leader de l'extrême-droite italienne Matteo Salvini défile pour la première fois à Rome avec le groupe néofasciste *CasaPound*. En opposition, les centres sociaux appellent à une contre-manifestation au nom de *« Mai Con Salvini , Roma non ti vuole* » - « Jamais avec Salvini, Rome ne te veut pas ».

La manifestation d'opposition anti-fasciste et anti-raciste sera un succès : trois fois plus de personnes rejoindront le contre-cortège initié par les espaces occupés que celui de l'extrême droite italienne. Ces deux manifestations seront encadrées par la police et ne se rencontreront pas. Les idéaux fascistes et anti-fascistes s'affrontent dans une conquête symbolique de la ville de Rome.

1. Entretien informel.

Chapitre III Le sport dans les espaces occupés

III-1 « *Lo sport popolare* » ou sport populaire

Parmi la multitude d'activités dispensées dans ces espaces indépendants, nous nous intéresseront au sport qui, comme nous l'avons vu précédemment, a toujours connu une dimension politique importante. Ces pratiques sont diverses, et vont des plus conventionnelles (basket, boxe, rugby..) aux plus atypiques (escalade horizontale, parkour, pole dance...). On peut distinguer les pratiques sportives comme la danse et les arts martiaux des sports collectifs dits « de masse » (football, rugby, basket...) que l'on peut qualifier de populaires au sens de leur grand nombre de pratiquants. Cependant en Italie, « s*port popolare* », soit « sport populaire » désigne le sport pratiqué dans les centres sociaux. Néanmoins on ne peut restreindre le sport populaire à la pratique en espace occupé. En effet les équipes, notamment en sport collectif, jouent souvent sur des terrains qu'elles louent, en dehors des occupations[1]. Giuliano, qui enseigne la capoeira depuis vingt-deux ans dans les centres sociaux occupés, dit à propos du sport populaire:

> *« le sport populaire ne dépend pas de l'endroit où tu le pratiques mais des principes avec lesquels tu le pratiques »*
>
> Giuliano, maître de capoeira, entretien mai 2015 au *Scup*

Ainsi il peut définir une pratique en dehors des espaces autonomes, bien qu'il soit très lié à ces endroits, desquels il est issu. Le média indépendant *DinamoPress* a consacré un article au s*port popolare,* dans lequel il définit ses principes:

> *« Il est incontestable que le* sport popolare *signifie combattre le germe malsain de notre société qui souhaite tout transformer en business et marché, avec des logiques qui piétinent les vraies valeurs du sport. Rendre le sport populaire signifie tout d'abord de le rendre accessible à la masse et ensuite le transformer en un instrument de participation saine.*

1. À Rome, seul l'*Acrobax* possède son terrain de rugby à l'intérieur du centre social, ce qui d'après les membres de l'équipe représente un cas unique au monde.

Partage, chute de chaque barrière sociale, sexiste, culturelle, raciale et économique, sont les paroles des mêmes milieux sportifs officiels promulguent, si souvent sans réelles dispositions.[1] »

DinamoPress, 2014

La pratique sportive en espace occupé a commencé il y a une vingtaine d'années dans les centres sociaux les plus anciens comme le *Corto Circuito,* le *Forte Prenestino* et d'autres qui ont fermé depuis. Dans les « *palestre popolare »* – gymnase populaire – comme on les appelle, se pratiquent avant tout les arts martiaux et sports de combat. Ensuite y est arrivée la capoeira, dont la pratique s'est démocratisée en Italie grâce aux espaces occupés[2]. Les activités sportives comme les danses, le pole dance ou l'escalade sont particulièrement pratiquées dans ces espaces alternatifs. Giuliano évoque l'évolution du *sport popolare* depuis les années 90:

« Avant il n'y avait pas de secrétariat, aujourd'hui tu vas au Scup*, à la* Palestra de San Lorenzo *ou au* Corto *il y a un accueil et une personne te dit à quelle heure sont les cours, les coûts etc. Avant on s'arrangeait, on te disais quand venir, tu donnais l'argent à un tel, etc. »*

Giuliano, maître de capoeira, entretien mai 2015 au *Scup*

Les sports collectifs et jeux de balles sont arrivés plus tard, ils demandent plus d'espace et se jouent pour la plupart en dehors des centres sociaux, sur des terrains loués. Le rugby populaire est représenté avec l'occupation de l'*ex-Cinodromo* et le projet *Acrobax*. Le centre social *Spartaco*, situé dans le quartier périphérique de *Quadraro*, a aussi son équipe de rugby et participe au même championnat que les *All Reds*. Le laboratoire sport de l'*Acrobax* est désormais une polysportive, outre l'équipe masculine de rugby a été créée l'équipe féminine, celle des enfants et celle du Basket. Le Basket populaire a d'ailleurs connu sa première rencontre nationale à la fin du mois de mai 2015[3], sur le terrain de basket de l'*Acrobax*, voyant se réunir cinq équipes de toute l'Italie*:* les *All Reds* et l'*Atletico San Lorenzo* de Rome, les *Crabs* de Venise, le *Lokomotiv Flegrea* de Naples et *San Precario* de Padoue. Le but est de promouvoir un sport populaire anti-sexiste, anti-raciste et accessible à tous et toutes. La polysportive de l'*Atletico San Lorenzo* n'est pas assimilée à un centre social mais se revendique de la

1. « E' indubbio che sport popolare significa combattere quel germe malsano della nostra società che vuole trasformare tutto in business e mercato, con logiche che calpestano i veri valori dello sport. Renderlo popolare significa per prima cosa renderlo accessibile alle masse e quindi trasformarlo in uno strumento di partecipazione sana. Condivisione, abbattimento di ogni barriera sociale, sessista, culturale, razziale ed economica, sono le parole che gli stessi ambienti ufficiali sportivi promuovono, anche se spesso con pochissima reale attitudine. » *http://www.dinamopress.it/news/che-cosa-e-e-cosa-rappresenta-lo-sport-popolare* - traduction de l'auteur.

2. Cf Entretien avec Silvia Corti p152

3. Voir la vidéo reportage: 1° Raduno Nazionale Pallacanestro Popolare *https://www.youtube.com/watch?v=Yg4DJ7NobJc&feature=youtu.be*

« *Repubblica di San Lorenzo* », la « République » des centres sociaux de ce quartier historique de la capitale. L'*Atletico* a aussi son équipe de *calcio* – football –, et joue dans le championnat local, comme l'*ASD Ardita*, une autre équipe de « *calcio popolare* » qui promeut un sport « anti-business » et anti-raciste.

Nous avons vu avec le basket que le sport populaire n'est pas un phénomène isolé propre à la capitale : des équipes de football, de volley et de rugby populaire existent sur tout le territoire national. Tout comme les centres sociaux il se caractérise par une mise en réseau entre les différentes équipes qui agissent dans un but commun et sans concurrence entre elles. Le sport populaire est ainsi présent dans toute l'Italie et tend à s'expandre.

Ce n'est cependant pas le seul exemple d'alternative proposée au sport institutionnel. Ainsi voient le jour à travers le monde d'autres équipes – de football notamment – qui remettent en cause la financiarisation du sport. L'anti-racisme et un antagonisme voué au football moderne sont les principales aspirations du football populaire, qui compte des équipes dans toute l'Europe. Les 14, 15 et 16 août 2015 s'est tenu à Murcie (Espagne) une rencontre du football populaire, à laquelle ont participé les clubs de *CAP Ciudad de Murcia*, *Atlético Club de Socios*, *Avilés Stadium C.F.*, *CD Palencia*, *FC Tarraco*, *UC Ceares*, *UD Ourense*, *Unionistas de Salamanca CF* et *Xerez Deportivo FC*, originaires d'Espagne, ainsi que le club de la République d'Irlande *Cork City FC*, l'*Ardita San Paulo* de Rome et le fameux club anglais *FC United of Manchester*, qui constitue un modèle du sport autogéré. Ces clubs revendiquent la liberté de décision aux supporters par démocratie directe.

III-2 Cartographie des centres sociaux romains pratiquant des activités sportives

En 2015, on peut compter à Rome environ une centaine de centres sociaux occupés[1], parmi lesquels une vingtaine pratiquent des activités sportives. Ce mémoire porte sur ces centres sociaux « sportifs ». On en distinguera deux catégories. D'une part nous étudierons les centres sociaux occupés qui pratiquent le sport en plus d'autres activités et d'événements, d'autre part nous verrons les espaces occupés dédiés uniquement à la pratique sportive, appelés « *palestre popolare* » – gymnases populaires –. Bien que nous distinguons deux catégories, la *palestre popolare* est bel et bien un centre social quant à son occupation, son autogestion et les revendications qui la définissent. Il ne s'y pratique que du sport et pas d'autres activités culturelles.

Cette cartographie du phénomène sportif en espaces occupés et autogérés à Rome, bien que se voulant complète, ne saurait se prétendre exhaustive. En effet trois mois n'ont pas été suffisants pour assurer avec certitude d'avoir visité tous les centres sociaux romains proposant du sport. Ce milieu sachant parfois être très discret, il est possible que des occupations n'aient pas été insérées dans cette recherche. Les *palestre* étant situées généralement plus loin du centre de Rome que les centres sociaux, une échelle différente a été utilisée pour les deux cartes. Ces documents ont été réalisés avec des fonds de carte provenant du projet international « *Open Street Map* », qui aspire à créer une carte du monde libre de droit.

III-2-1 Les gymnases occupés, ou « *Palestre popolare* »

Les *palestre* populaires sont des espaces abandonnés (gymnases, garages, écoles, etc.) qui ont été réhabilités, et convertis en gymnases occupés et autogérés. Il en existe sur le territoire national une cinquantaine et l' « A*ntifa boxe* » de Turin accueille depuis 13 ans la rencontre annuelle des *palestre popolare*[2]*.* À Rome, on en compte une dizaine. Certaines se situent dans leurs centres sociaux, comme *Corpi Pazzi* ou *La Popolare*, respectivement de la *Torre* et de l'*Acrobax*. À *Quadraro* ce sont les occupants du *CSOA Spartaco* et des volontaires du quartier qui ont investi en 2008 un garage abandonné voisin pour inaugurer après un an de travaux la « *Palestra Popolare Quadraro* ».

1. Le site romattiva recense les différents centres sociaux de Rome: *https://romattiva.wordpress.com/centrisocialiroma/*
2. *http://antifaboxe.blogspot.fr/*

Carte 1: Les «*Palestre Popolare*», Gymnases populaires occupés et autogérés, à Rome

Colle Salario : Boxe, Capoeira, Escalade Sportive, Judo, Karaté Kids, Muay Thai, Parkour, Shiatsu, Yoga.

Palestra Valerio Verbano : Capoeira, Fitness, Kick Boxing, Kung FuBoxe, Full Contact, Gymnastique Artistique, Gymnastique Posturale, Karaté, Pilates, Préparation Athlétique Générale, Zumba

Corpi Pazzi *(La Torre)* : Acrobaties, Acrobaties Aériennes, Capoeira, Cirque: 4-10ans, Jonglage, Pole Dance, Yoga.

Ad maiora : Boxe, Gymnastique Posturale, Karaté, Kick Boxing Adulte, Tai Chi Chuan, Yoga Hatha, Yoga Kundalini, Yoga Méditation

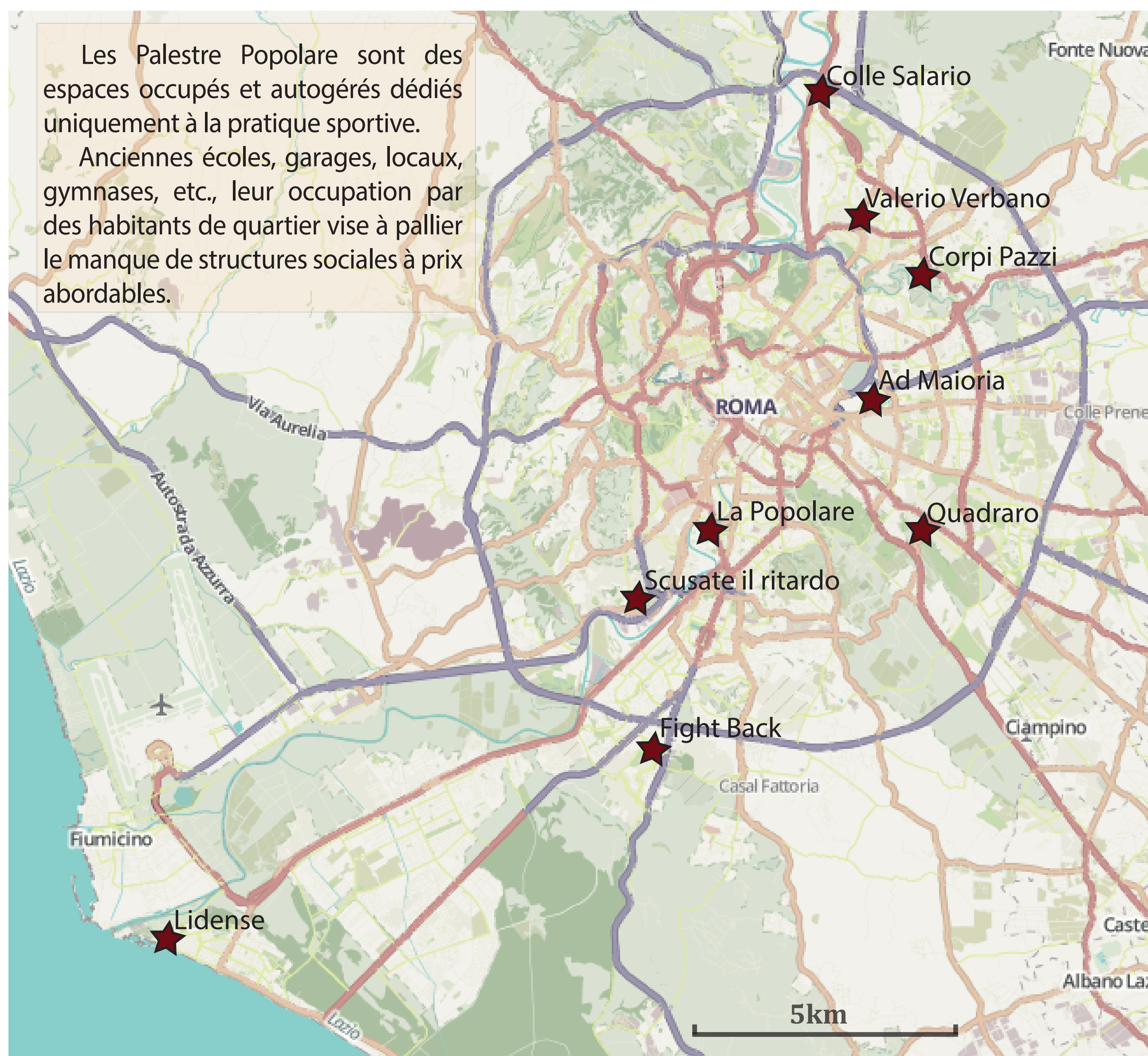
La Popolare *(Acrobax)* : Aikido, Autodéfense Féminine, Arts Martiaux, Boxe, Breakdance, Kick Boxing, Kung Fu Russe, Tong Bei Chuan, Karaté, Tai Chi.

Palestra Popolare Quadraro : Boxe

ASD Scusate il ritardo : Boxe Thai, Capoeira, Dance du Ventre, Dance Enfants, Danses de Groupe, Karaté Enfants, Tai Chi Chuan

Palestra Fight Back : Boxe, Yoga

Palestra Popolare Lidense : Autodéfense Féminine, Boxe, Cross Training, Kickboxing, Kung Fu, Muay Thai



III-2-2 Les centres sociaux pratiquant le sport à côté d'autres activités culturelles

Au delà des *palestre popolare*, uniquement dédiées au sport, nous retenons dans la capitale italienne huit centres sociaux pratiquant des activités sportives en plus d'autres activités culturelles. Le rapport au quartier et la mission de socialisation sont un aspect important, voir la priorité de ces structures, c'est pourquoi l'énumération et la description de ces espaces occupés sont présentées selon leurs quartiers respectifs.

Chacun est présenté suivant le même modèle. Dans un premier temps nous définirons le contexte de l'occupation, sa date et l'histoire de l'espace autrefois abandonné. Puis nous étudierons la dimension politique du centre social. Nous listerons enfin les activités qui y sont pratiquées, premièrement non sportives, puis les activités physiques et leurs particularités.

Les quartiers retenus, abritant les huit centres sociaux étudiés, sont ceux de *San Paulo, Centocelle, Casal de Pazzi, Quadraro* et *San Giovanni.* On remarquera que ces quartiers sont tous situés en dehors du centre-ville touristique[1], même si *Garbatella*, *San Giovanni* et *San Paulo* ne peuvent être considérés comme des périphéries au même titre que *Casal* de *Pazzi*, *Quadraro* et *Centocelle*.

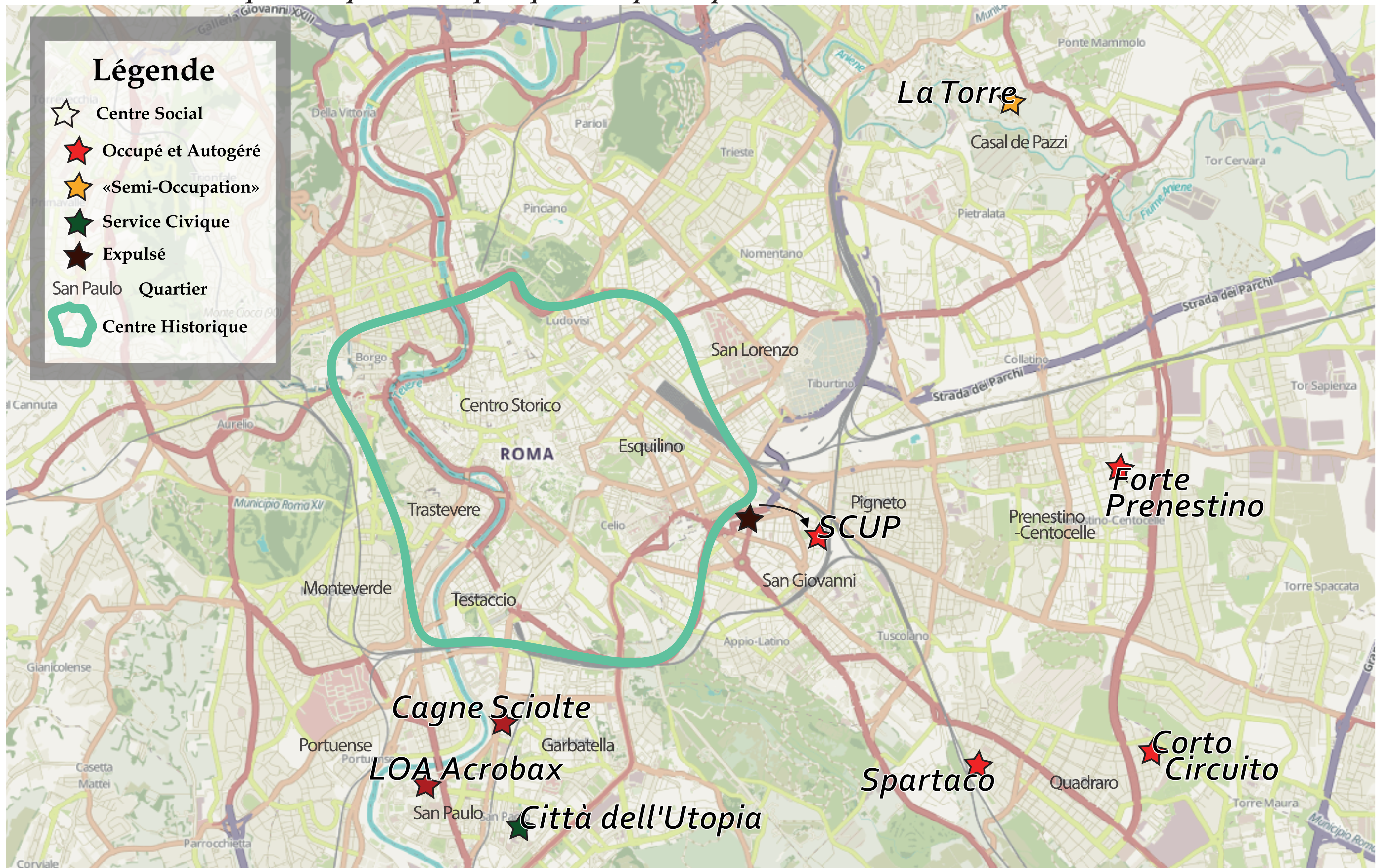
Cet éloignement du centre peut s'expliquer par les règles de l'immobilier, car le prix du mètre carré est plus important dans les zones attractives de la ville. Les espaces abandonnés du centre ont une plus grande valeur financière et sont donc plus amenés à être réhabilités par leurs propriétaires respectifs. Le quartier de *San Giovanni* connaît actuellement un développement qui attire les investisseurs, et le centre social *Scup* en a fait les frais[2].

On pourrait aussi expliquer l'éloignement du centre par la fonction des centres sociaux, qui est de répondre au manque de lien social et de structures, un phénomène qui se produit davantage dans les zones peu prisées par la finance. La *Palestra Popolare de San Lorenzo,* un lieu historique du « *sport popolare* », est située dans l'historique quartier populaire de *San Lorenzo*. Cette zone, située dans le centre de Rome, connaît une récente gentrification. Le gymnase occupé verse désormais un loyer à son propriétaire[3] et n'est donc plus considéré comme une occupation comme c'était le cas dans les années 1990.

1. Le centre-ville délimite ici le noyau de Rome. En effet les quartiers de *San Paulo*, *San Lorenzo*, *San Giovanni* et *Garbatella* peuvent aussi être considérés comme appartenant au centre.
2. L'expulsion du centre social *Scup* est comptée ultérieurement.
3. Discussion informelle avec une membre de la *palestra.*

Carte 2: Centres sociaux pratiquant du sport à Rome

Espaces occupés romains pratiquant du sport en parrallèle d'autres activités culturelles.



Quartier de *San Paulo*

- ***LOA Acrobax***

Depuis 2003 des étudiants en Sciences Politiques de la faculté voisine de Roma Tre occupent l'ancien « *cinodromo* » de la capitale. Anciennement utilisé pour les courses de lévriers, le terrain est abandonné lorsque les paris deviennent illégaux. Il abrite aujourd'hui divers *laboratori* – laboratoires – de musique, sport, politique, etc. Le *laboratorio* politique propose des interventions sur des thèmes actuels, par exemple la crise du kurdistan ou l'enlèvement des 43 étudiants mexicains de l'école d'Ayotzinapa en septembre 2014. Le centre social a d'ailleurs accueilli la caravane européenne de revendication « *Euro Caravana 43* » en avril 2015. Ces ateliers ouvrent sur des échanges entre intervenants et participants. Le laboratoire s'implique dans la politique italienne et a grandement participé à l'initiative du contre-cortège « *Mai Con Salvini* » en mars 2015.

Le projet *Enzo* est une bibliothèque et *Renoize* est le projet musical de l'*Acrobax*. Il accueille des groupes et met à disposition un studio professionnel qui se loue à l'heure. Le domaine de la musique à l'*Acrobax* s'étend à l'organisation de soirées où sont invités des musiciens de renommée parfois internationale. Le projet de la polysportive du centre social est composé de trois catégories[1] de l'équipe de rugby anti-fasciste des *All Reds,* et une équipe de basket masculine. La *palestra popolare indipendente* est le gymnase de l'*Acrobax*, que l'on appelle aussi « *La Popolare* ».

Figure 7: L'*Acrobax*

*Vue de l'*Acrobax *depuis son terrain de Basket. On peut distinguer les panneaux « Corsi di levrieri » et « Cinodromo », qui rappellent l'ancienne utilisation du centre.*



1. L'équipe de rugby des *All Reds* est composée des catégories féminine, masculine et enfant.

- ***La Città dell'Utopia***

Ce centre social est à l'origine une *trattoria*[1] romaine, la « *trattoria Volpi* » datant des années 20 et depuis abandonnée. En 2010, suite à un projet de service civique international, elle est réhabilitée puis occupée et autogérée par des activistes et volontaires locaux et internationaux comme un laboratoire social et culturel. On y promulgue un développement local et global équilibré, durable et juste. C'est un lieu de rencontres, d'échanges à travers les dîners et événements qui y sont organisés, comme les séminaires ou les présentations de livres. Le 28 mai 2015 prenait place à la *Città dell'Utopia* une soirée dénonçant l'hypocrisie des organisateurs et protagonistes de l'Exposition Universelle de Milan**,** reprenant le slogan « *Nutrire il pianeta, Energia per la vita*[2] » pour nommer cette rencontre *« Il modello Expo. Creare la fame, spogliare il pianeta* [3]*»,*

Comme dans tous les centres sociaux, les cours de langues sont donnés à la *Città dell'Utopia* selon des méthodes qui diffèrent de l'enseignement traditionnel. On s'intéressera à l'apprentissage pratique des langues en conversant plutôt qu'avec des leçons théoriques. Les cours d'italien s'adressent notamment aux migrants et réfugiés qui ne parlent pas la langue en arrivant en Italie.

Les activités physiques qui y sont dispensées sont des activités de méditation et d'épanouissement personnel comme le Qi Gong, l'Edu-Yoga ainsi que des danses comme le tango. Ce sont des activités physiques qui appellent au bien être de ses pratiquants et non à la compétition.

- ***Cagne Sciolte***

A mi-chemin entre le quartier de San Paulo, où se trouve notamment l'*Acrobax*, et celui de Garbatella, quartier historiquement ouvrier, les féministes du collectif *cagne sciolte* -les chiennes délaissées- occupent depuis décembre 2013 un strip-club abandonné de la *via Ostiense*. Cet espace, qui n'est pas hétéro-normé, participe activement à la *No Expo Pride*, un rassemblement de plusieurs collectifs féministes qui adhèrent à la *No Expo* et y manifestent à part entière pour la fierté féministe et LGBT. Ces collectifs s'opposent au « *queer-washing* » que représente cette réutilisation des thématiques *queer* au sein d'un système répressif.

1. Restaurant italien simple et sans prétention.
2. « Nourrir la planète, Énergie pour la vie »
3. « Le modèle Expo. Créer la faim, voler la planète »

On dispense au *Cagne Sciolte* des cours de langues et y milite pour l'anti-sexisme et contre les violences faites aux femmes. Une structure[1] d'accueil et d'écoute y a été créée. Le cours d'italien est quant à lui réservé à la gente féminine, « *dans un cadre plus sécurisant*[2] ». Tout comme à la *Città dell'Utopia*, l'enseignement des langues est plutôt atypique. Par exemple, les cours d'espagnol sont des cours de conversation parfois agrémentés de vidéoprojections hispanophones où l'audio et les sous-titres sont en espagnol castillan.

Le sport au *Cagne Sciolte* se résume à la pratique du pole dance, favorisé par l'histoire même du lieu. En effet l'espace occupé conserve encore les grands fauteuils rouges, la piste de danse surélevée et surtout les barres de lap-dance. C'est un parcours de *resensualisation* du corps que les occupantes revendiquent à travers la pratique de ce sport. Les cours y sont ouverts à tous, femmes et hommes, dans le but de se réapproprier une pratique historiquement machiste dans une optique anti-sexiste.

<u>Figure 8 : Le Forte Prenestino vu de l'intérieur</u>



Source : http://postitroma.it/luoghi/csoa-forte-prenestino – Auteur inconnu.e

1. Le « *Sportello anti-violencia per donne* » est le bureau d'écoute anti-violence pour femmes.
2. Selon les mots de *Mytra*.

Quartier de *Centocelle*

- ***CSOA Forte Prenestino***

Le *Forte Prenestino* est l'une des seize fortifications construites autour de Rome à la seconde moitié du XIXe siècle pour protéger la capitale du Royaume. Les édifices furent sous-utilisés puis abandonnés. En 1976 est élu Giulio Carlo Argan, premier maire de la Rome républicaine à ne pas être issu du parti de la démocratie chrétienne. Il demande au ministre des Finances la cession de ces châteaux-forts abandonnées pour les réhabiliter en espaces verts et services de quartier. Le *Forte Prenestino* sera remis un an plus tard par l'État à la commune de Rome. Le 1er mai 1986 des habitants du quartier périphérique de *Centocelle* – qui tire son nom des cents cellules du fort – occupent le *Forte Prenestino* pour pallier le manque d'espaces de socialité dans leur quartier. Ce centre social n'a cessé d'évoluer depuis 29 ans et est aujourd'hui le plus ancien de Rome encore en activité. Avec ses 13,4 hectares de surface, c'est aussi le plus grand ; il est autogéré par environ 70 membres.

Le *Forte* propose un nombre conséquent d'événements et d'activités pour ce quartier à forte densité où les espaces verts font défaut. Entre les festivals et concerts, le centre social propose des cours de langues, de dessin, de photo et de musique, un studio d'enregistrement et une salle de répétition. Le *Forte* a son label de musique *Musica Forte* et a enregistré plusieurs artistes de renommée internationale, notamment la *Mano Negra* en 1992. Il comprend une imprimerie où sont éditées les affiches, les verres et t-shirts sérigraphiés et une « *cyclofficine* » où l'on peut réparer son vélo avec des outils en libre-service. Outre une maison d'édition et la spécialisation dans les « *Hack-Lab* », le *Forte* dédie aussi un espace au théâtre et au cinéma.

L'offre d'activités physiques et sportives est très variée et originale, comme le cirque à la salle saltimbanque, qui comprend jonglage et acrobaties. Il existe trois gymnases de taille moyenne, où sont pratiqués diverses danses, des arts martiaux et de la boxe, du yoga, du pole dance et du tir à l'arc. Un cours d'escalade a été créé et diverses sorties à l'extérieur du centre social sont organisées. Les activités sont pratiquées pour tous les âges, et le Forte représente ainsi un espace important pour le quartier de *Centocelle*. Les plus jeunes sont ainsi amenés à visiter et fréquenter le centre tant il représente un espace de socialité primordial pour cette périphérie de Rome.

Quartier de *Casal de Pazzi*

- ***CSA La Torre***

Depuis le 4 juin 1994 les membres du collectif occupent une tour du quartier *Casal de Pazzi*, proche de l'université *La Sapienza*. La répression constante des institutions et des fascistes du quartier leur fait vivre une histoire agitée et des confrontations avec la police. L'excès de zèle d'un magistrat « *pas vraiment progressiste* » contraint le collectif à plusieurs tentatives d'expulsion (Dazieri, 1996, p67). En 1997, l'occupation change de poste et est aujourd'hui une « semi-occupation », selon les mots du collectif anti-fasciste qui occupe les lieux. C'est ainsi un espace autogéré mais dont le statut n'est plus, selon les pouvoirs publics, une occupation.

La *palestra popolare Corpi Pazzi* est le gymnase du centre social, qui propose des activités de yoga, cirque et capoeira pour tous les âges, et surtout pour les tout petits, ainsi que du pole dance.

Quartier de *Quadraro*

- ***CSOA Corto Circuito***

Occupé depuis 1990, le *Corto Circuito* est avec le *Forte Prenestino* l'un des centres sociaux les plus anciens encore en activité à Rome. C'est un espace anti-fasciste qui vise à lutter contre la présence de l'extrême-droite à *Quadraro*. Il se veut un espace de socialité pour les jeunes pour lesquels le quartier ne propose que peu de structures abordables[1].

Il s'y tient toujours des événements culturels, le centre a récemment fêté ses 25 ans d'occupation. Le 11 mai 2015 le *Corto* recevait l'assemblée du réseau pour « le droit à la ville » – Figure 9 –, rassemblant plus de 150 personnes de divers centres sociaux romains. L'*osteria popolare*, une cantine à prix abordable et aux produits issu d'une agriculture biologique, y a été créée dans les années quatre-vingt-dix et représente aujourd'hui une structure de lien importante pour le quartier. La *scuola popolare* du *Corto Circuito* propose des cours gratuits de soutien scolaire et promeut une éducation libérée des logiques de compétitivité. Elle s'oppose notamment aux réformes de l'éducation du président du conseil Matteo Renzi, qui prône la méritocratie.

1. Voir le mini-documentaire: « Corto Circuito 1990 – 2015 », de *Radio Sonar*, 2015. *https://www.youtube.com/watch?v=1hwg2zycK_Y*

Figure 9 : Assemblée Générale du réseau pour le « Droit à la ville », 11 mai 2015



L'assemblée extraordinaire du réseau « diritto alla città *» s'est tenue suite aux expulsions consécutives de trois occupations dans la même semaine. Se sont rassemblés environ 150 membres de centres sociaux différents à l'*osteria popolare *du* Corto Circuito – C*liché de l'auteur.*

Aujourd'hui le centre social comporte un petit terrain de football et un assez grand gymnase contenant un ring de boxe et des vestiaires. La *palestra popolare* existe depuis 1994, et permet au *Corto* de se connecter avec le quartier en faisant venir des jeunes qui ne connaissent pas où n'osaient pas y entrer pour des raisons politiques[1]. Il s'y pratique des sports de combat et de défense personnelle, la capoeira y est enseignée depuis 1995. Des activités de méditation et d'entretien du corps comme la gymnastique, ainsi que différentes danses sont proposées par ce centre social.

1. Cf Entretien avec Giuliano p158

- ***CSOA Spartaco***

Figure 10 : Devanture du centre social occupé et autogéré *Spartaco (Quadraro)*



Centre social occupé et autogéré depuis 1999 par des antifascistes du quartier de *Quadraro*, *Spartaco* est un espace de production indépendant. Son but, promouvoir la culture pour le quartier à travers l'art, le sport et l'activisme politique.

Les activités culturelles sont diverses. Les percussions brésiliennes, l'orchestre et la fanfare populaire[1] constituent le laboratoire musique du centre social, lequel propose aussi du cinéma et du théâtre, ainsi que des cours de tango. Important lieu d'événements pour le quartier, *Spartaco* encourage une consommation responsable. Ainsi le restaurant populaire propose des produits bio à prix abordables. La « *cyclofficine* » et le marché semi-urbain qui se tiennent régulièrement prônent le recyclage des objets et le *« do it yourself »*. Ces activités font de *Spartaco* un espace hostile à la société de consommation et aux logiques qu'elle implique.

L'équipe de Rugby du *Spartaco* joue dans le même championnat que les *All Reds* de l'*Acrobax*, et transmettent les mêmes valeurs à travers la pratique du rugby. Le garage voisin du centre social investit en 2012 par des membres de l'occupation a été réhabilité en gymnase et porte aujourd'hui le nom de *Palestra Popolare Quadraro,* on y fait de la boxe.

1*. Los Adoquines de Spartaco : https://murgalosadoquines.wordpress.com/murga-in-italia/*

Quartier de *San Giovanni*

> *« Le quartier de* San Giovanni *est historiquement ancré à droite. Des centres sociaux de droite*[1] *se sont implantés dans les années quatre vingts dix et certains existent encore. »*

Membre du *Scup*, entretien informel

- ***Scup: Sport Cultura Popolare***

Depuis 2012 les habitants du quartier de *San Giovanni* occupent un édifice abandonné au 5 via Nola pour y proposer des activités accessibles, notamment sportives et culturelles, d'où l'appellation *Scup* « *Sport e Cultura Popolare* » – Sport et Culture Populaire –. Mais l'implication sociale de *Scup* pour son quartier va au-delà de la culture et du sport. Le centre accueille *Radio Sonar*[2], la radio web libre née il y a huit ans, et qui émet désormais au sein de l'enceinte occupée. Ce média et l'ensemble du contenu que diffuse *Scup* est recensé sur la plate-forme « *Sonar Project* ». Il aspire à promouvoir les activités du centre social. Le marché biologique « e*cosolpop*[3] » s'invite à *Scup* tous les premiers dimanches du mois. Il se définit comme « *ilmercatoNONmercato* » que l'on pourrait traduire comme « le marché non marchand ». Ce marché promeut les productions à filières courtes, la réutilisation et le recyclage, ainsi que l'usage de produits d'entretien biologiques. *Scup* est aussi un espace d'étude qui possède sa bibliothèque et propose entre autres des cours de journalisme.

L'offre en activités culturelles est très variée. On y dispense des cours de musique pour tous les âges et divers instruments, on y enseigne six langues différentes dans des cours ouverts à tous. Un cours d'anglais est même destiné aux enfants. Une véritable structure a été créée pour les plus petits qui peuvent s'initier à la musique, pratiquer la capoeira dès trois ans ou participer au labo « Expériences et Jeux scientifiques ».

La *palestra popolare* propose une multitude de sports : on y pratique à coût réduit du yoga, de la danse, de la capoeira mais aussi d'autres arts martiaux, des sports de combat et de défense personnelle, ainsi que des disciplines innovantes comme le parkour[4].

Le *Scup* a connu une histoire particulière suite à l'expulsion de mai 2015 que nous évoquerons dans la partie suivante.

1. Comprendre « extrême-droite »
2. *http://radiosonar.net/*
3. *EcoSolPop: Il mercatoNONmercato ECOlogico, SOLidale e POPolare* – Le marché non marchant écologique, solidaire et populaire.
4. Cf le tableau en annexe p151.

III-3 Statut et légitimité des espaces occupés: les expulsions

Ces zones autonomes sont des espaces indépendants, qui n'appartiennent *de facto* ni au public ni au privé, mais toujours sur des terrains obéissant aux lois de la propriété. Ces règles imposent une certaine précarité et un caractère éphémère aux centres sociaux, qui souvent avoisinent l'illégalité. Si certains sont accordés par la commune (Mudu, 2015, p81-90), d'autres sont squattés, et ont donc un propriétaire. Depuis l'été 2014 l'Italie est marquée par un grand nombre d'expulsions d'édifices occupés, logements ou centre sociaux. À Rome, la première semaine du mois de mai a vu trois occupations subir l'intervention de la police, notamment l'expulsion du centre social *Scup*, le 7 mai par les forces de l'ordre. Occupant depuis trois ans un édifice appartenant à un multi-propriétaire romain, le *Scup* fut expulsé sans mandat légal[1] par les forces de l'ordre. En effet la nouvelle ligne de métro en construction a fait de *San Giovanni* un quartier prisé par les investisseurs, et le projet de faire du 5 via Nola un centre commercial a pris le pas sur la structure autogérée destinée à la vie de quartier. Les membres de *Scup* s'opposent à la création du centre commercial et estiment que la zone dispose déjà de nombreux espaces de consommation et nécessite en revanche d'espaces de socialité. Le matin de l'expulsion, *Scup* convoque une assemblée citadine et appelle à un rassemblement en fin d'après-midi devant l'édifice, pendant que les forces de l'ordre achèvent leur travail et qu'un engin de travaux publics détruit la façade du centre social. La figure ci-contre est un témoignage de cette journée agitée, relatée via l'observation participante.

1. Selon les membres de l'occupation.

Figure 11: Expulsion du centre social *Scup*, 5 *via Nola* – Rome, le 7 mai 2015



Le matin du jeudi 7 mai 2015, la police déloge les membres du *Scup* de l'édifice du 5 *via Nola*, dans le quartier de *San Giovanni*. Les occupants sont expulsés et un caterpillar enfonce l'un des murs du bâtiment. C'est la fin du centre social occupé et autogéré, qui allait fêter ses trois ans d'existence.
En fin d'après-midi est lancé un appel à une assemblée citadine devant le bâtiment alors que les policiers poursuivent l'expulsion. Le milieu des centres sociaux est caractérisé par une importante mise en réseau entre les membres des différents espaces, et un nombre conséquent de personnes répondent à l'appel de *Scup* avec solidarité. En effet les autres centres sociaux romains sont directement concernés par cette expulsion qui plane sur eux.
Un cortège dans le quartier est mis en place et négocié avec les autorités, qui encadreront cette manifestation. Le droit d'occuper est revendiqué dans un objectif social et commun au quartier.
La manifestation, accompagnée d'un mégaphone et de banderoles, condamne l'expulsion illégale du centre social et dénonce la loi du profit qui dicte l'aménagement de la ville et du quartier. Cette notion de propriété provoque la fin du centre social d'intérêt commun pour créer à la place un centre commercial.

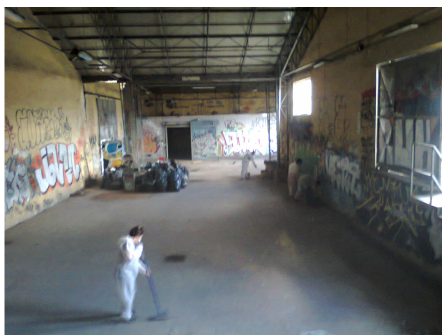






Bien que la manifestation soit accompagnée des forces de l'ordre, une partie importante du cortège s'échappe soudainement par un autre chemin, et fuit l'encadrement policier. Les «fugueurs» courent jusqu'à arriver à un dépôt de marchandise abandonné, toujours dans le quartier de *San Giovanni*, à un jet de pierre du 5 *via Nola*.

Scup occupe ce nouvel espace le jour même. Le bâtiment, datant des années soixante, appartient à la société de chemin de fer nationale qui l'a laissé à l'abandon depuis plus de dix ans. Ne revendiquant pas cet espace pour le moment, l'occupation est libre d'exister, et le *Scup* continuera à exister, le jour même où il a lui-même cru à sa fin.





Clichés de l'auteur

Ainsi le *Scup* est mort au *5 via Nola* pour renaître au *84 via della Stazione Tuscolana* le jour même. L'occupation du nouvel espace implique un processus de réhabilitation qui commence dès le lendemain, après avoir passé la première nuit dans l'espace occupé. L'expulsion est diffusée par les médias alternatifs et pages internet des centres sociaux qui solidairement, partagent la mésaventure de *Scup* et sa renaissance quelques rues plus loin. Les travaux commencent dans un élan de motivation générale et la semaine suivante, *Scup* put accueillir des visiteurs et fêter ses trois années d'occupation. Les cours d'arts martiaux et de danse sont provisoirement assurés dans le parc voisin (V*illa Fiorelli*) et dans d'autres centres sociaux occupés, en attendant de pouvoir retourner à *Scup*.

Figure 12 : Les activités ludo-sportive proposées par Scup avant et après l'expulsion

L'expulsion du centre social n'a pas empêché les activités sportives de continuer, elles se déroulent provisoirement dans le parc voisin.

La veille de l'expulsion du *Scup* via Nola, le 6 mai 2015, des milices ont délogé les occupants de *l'osteria popolare* – le restaurant populaire – du *Corto Circuito*, prétextant l'absence de la licence adéquate requise par la loi pour vendre nourriture et alcool. Or, l'objectif de ce centre social n'est pas de faire de bénéfice puisqu'au contraire il se bat justement contre le mercantilisme imposé par le système capitaliste. L'*osteria* est un espace de lien social permettant de financer la requalification du quartier auquel le *Corto Circuito* participe à travers ses activités.

Au cours des mois précédents, ont été expulsés le *Cinéma America,* le *Teatro Valle occupato* et le *Volturno occupato.* L'année dernière fermait la *Casa della Pace* à *Testaccio*, après 30 ans d'occupation. Selon une enquête de la *Repubblica* relayée par *Myeuropinfo*, le nombre d'expulsions en Italie a augmenté de 60% durant les cinq dernières années. Sur cette même période, le coût moyen des loyers a augmenté de 150% dans les grandes villes (Dumont, 2013).



Les centres sociaux sont aujourd'hui le terrain d'une lutte politique entre le droit à la ville et la répression menée par l'État. Naissant sur le terreau d'un viel affrontement idéologique, leurs mouvements sociaux revendiquent le droit à la ville et la légitimité d'occuper. Ces aspirations sociales rencontrent souvent l'opposition des pouvoirs politiques ou les agressions de leurs opposants fascistes qui utilisent la violence.

Alors que la loi de la propriété et du profit mène les multi-propriétaires à chasser ces espaces de socialité pour créer des centres commerciaux, on assiste à l'uniformisation du paysage urbain contre laquelle Paul Chatterton (2008) met en garde. L'occupation constitue plus que jamais une alternative à l'expansion du modèle capitaliste. Les centres sociaux promeuvent la sociabilité, l'échange et un modèle de société destiné à tous, sans exclusion ni discrimination.

Le sport pratiqué dans ces espaces porte en lui ces valeurs, et les diffuse grâce à la capacité du sport d'unir et de faire tomber les barrières sociales. Nous analyserons dans la partie suivante comment les espaces occupés diffusent leurs valeurs à travers le sport, et déconstruisent – sans que ce soit un objectif en soi – les dérives institutionnelles du sport moderne.

IV

QUATRIÈME PARTIE:

UN SPORT ALTERNATIF PRATIQUÉ EN ZONES INDÉPENDANTES

Les cultures sportives influent sur les sociétés qui les pratiquent autant qu'elle en sont un reflet. Si le sport institutionnel est créé à l'aube du xxe siècle dans un milieu aristocratique d'une Europe à la veille de la guerre, le sport populaire naît quant à lui dans les milieux indépendants romains dans les années quatre-vingt-dix, dans un contexte d'opposition à toute forme de fascisme et d'antagonisme envers les institutions. Dans le premier chapitre théorique nous avons défini les dérives sociologiques, politiques et économiques du sport institutionnel.

Il est un outil pour les États et les pouvoirs dominants. Parfois appareil idéologique d'État – AIE – (Althusser, 1970) ou appareil stratégique capitaliste – ASC – (Vassort *et al.*, 2012), il constitue autant un « opium du peuple », au pouvoir « anesthésique » (Fernández Moores, E., 2012), qu'un média de propagande. L'apologie des performances et de la mesure sur laquelle il est basé au sein d'un système capitaliste engendre diverses discriminations. Il influe sur le développement des villes, et les récents « méga-événements » montrent l'absence d'intérêt commun dans l'aménagement de l'espace qu'il implique. Sa capacité à façonner le territoire fragmente les villes et illustre les logiques capitalistes qu'il a adoptées, celles là même auxquelles les centres sociaux échappent en développant des alternatives.

Ce chapitre tentera d'analyser en quoi le sport populaire, issu des espaces anti-fascistes et anti-capitalistes, porte en lui les valeurs et caractéristiques de cette société indépendante. Il convient au préalable de se demander quelles alternatives il propose aux dérives du sport institutionnel.

Les cultes de la performance et de la sélection sont-ils remis en question dans les centres sociaux ? Premièrement nous nous demanderons comment le sport populaire échappe au conditionnement du corps de la pratique sportive moderne, puis comment les discriminations qu'elle génère sont combattues. Le sport alternatif est politisé. Comment l'autogestion et l'horizontalité propres à ces espaces influent sur le sport populaire? Nous verrons en quoi l'indépendance économique permet une pratique émancipée des rapports d'argent et aussi comment les codes politiques du sport institutionnel sont repris pour diffuser leurs propres aspirations. Les centres sociaux ont été créés comme espaces de socialisation pour les quartiers laissés à l'abandon par les pouvoirs publics. Dans ces zones où les structures sociales d'État font défaut, nous tenterons d'évaluer qualitativement comment ces espaces de socialité s'inscrivent dans le tissu de la ville et des quartiers.

Chapitre I Le sport populaire, quel modèle de société ?

I-1 Remise en cause du culte de la performance dans le sport populaire

Le sport populaire est composé de nombreuses activités physiques et sportives qui vont du football au tir à l'arc en passant par le cirque pour les plus petits. Parmi ces disciplines certaines ont totalement aboli le culte de la performance du sport moderne, et d'autres, en particulier les sports collectifs comme le rugby ou le football, gardent cet esprit de compétition sans pour autant en faire une priorité.

Au *Forte Prenestino*, les activités proposées sont très diverses et se pratiquent plutôt selon un esprit de divertissement que de compétition. L'objectif est de proposer des activités accessibles aux jeunes du quartier de *Centocelle/Prenestino.* Par ailleurs, les membres du *Forte* ont tenu à développer des arts martiaux, du yoga, du tir à l'arc, du cirque, etc. L'indépendance de ces espaces et la non recherche de profit permet de proposer des activités atypiques comme le *parkour* ou la méditation. Ces pratiques sportives illustrent une recherche d'éveil psycho-moteur plus que de performances ou de résultats. En cela, elles échappent au conditionnement du corps imposé dans les sports modernes et à la « *contamination du sport-spectacle* » évoquée par Redeker (2002).

Figure 13 : Activités proposées par le Forte Prenestino.



Le dessin caricatural du sportif qui peine à soulever ses haltères illustre le peu d'importance accordé à la performance dans ce centre social.

L'un des sport qui s'est largement développé et diffusé en Italie via les espaces occupés est la capoeira[1]. Giuliano est maître de capoeira depuis 17 ans dans les centres sociaux[2]. Selon lui, si cet art martial s'est démocratisé en Italie à travers la pratique dans ces espaces, c'est parce qu'il est un sport très social, où la notion de groupe est importante et être le meilleur n'a pas de sens:

> *« C'est un art martial, tu dois toucher ton adversaire, mais tu le respectes car il est du groupe et de la "*roda[3]*". Ce n'est pas comme les autres arts martiaux où autant que tu respectes ton adversaire, tu dois l'affronter et ça ne t'importe pas si tu le blesses. A la capoeira tu peux être le meilleur, battre lui, lui et lui, et tu resteras tout seul, sans musique et tu ne pourras plus jouer. De plus l'histoire de la capoeira est celle des esclaves noirs en quête de liberté physique et mentale. Le mouvement des centres sociaux s'inspire de cette recherche de droits et de liberté. »*

Giuliano, maître de capoeira, entretien mai 2015 au *Scup*

La capoeira serait ainsi, selon la définition de Lévi-Strauss, un jeu « conjonctif » au sens où elle n'aboutit pas à définir des perdants et célébrer des vainqueurs. À la capoeira le groupe est toujours gagnant, de par l'épanouissement que la pratique apporte. L'horizontalité de la « *roda* » rappelle le fonctionnement des centres sociaux autogérés, et le mouvement libertaire qui en est issu renvoie aux origines de cet art martial. Pour Giuliano, la capoeira est le sport emblématique des espaces occupés, car elle n'est pas individualiste :

> *« La capoeira est un sport très social, il y a cette notion de groupe qui prévaut. La "*roda*" joue la musique et ensuite s'affronte les capoeiristes. Tu peux être n'importe qui, le meilleur du monde, si je joue la musique lentement, tu vas te déplacer lentement. »*

Giuliano, maître de capoeira, entretien mai 2015 au *Scup*

Le *sport popolare* s'appuie sur la valeur éducative du sport et enseigne aux pratiquants, notamment les plus petits, ses principes, ceux des espaces occupés. La capoeira permet d'acquérir les valeurs de solidarité et de respect intrinsèques au sport populaire. Le *Scup* propose un espace enfants et des cours de capoeira dès le plus jeune âge.

> *« La capoeira naît de la partie de la population la plus en marge. [..] esclaves ou ex-esclaves au Brésil utilisent la capoeira entre autre comme un moyen d'affirmer leur protestation et leur quête de liberté. C'est une discipline qui est utile pour former surtout le caractère, parce qu'elle t'apprend à connaître ton corps en respectant le corps de son adversaire, il ne s'agit pas d'affronter un adversaire, mais toujours un compagnon de jeu. Ce n'est pas un affrontement qui prend la forme d'une lutte mais plutôt un jeu sous forme de démonstration d'habilité. Et ceci est très formatif, surtout pour les enfants. »*

Macaco, de l'*Antifa Fightclub de Palerme,* Tramontana, 2014[4]

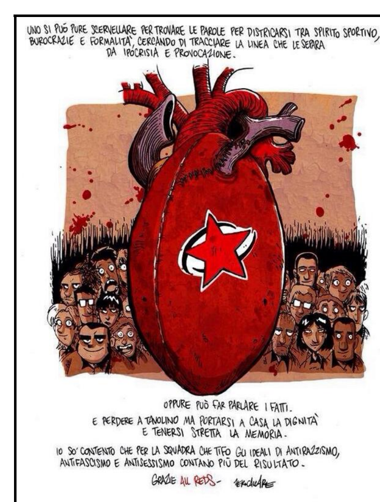
1. Cf Entretien avec Silvia Corti p152
2. Cf Entretien avec Giuliano p158
3. Du brésilien «*roda* », signifie ronde.
4. Voir le documentaire: *A Palermo lo sport è popolare - Palestra Popolare Palermo & Antifa Fight Club* (2014)

Bien que les *palestre* encouragent leurs champion.es dans les compétitions, le sport populaire va au delà de la recherche de performance et prône avant tout des valeurs éducatives et d'émancipation commune. Ce rejet du culte des résultats permet d'effacer les logiques discriminatoires du sport institutionnel et de former autour de valeurs solidaires, un nouveau modèle de société. Nous détaillerons ces différentes valeurs, et verrons comment elles sont diffusées à travers la pratique sportive.

> *« Quand on parle du sportif, aujourd'hui, en Italie, on pense au footballeur qui gagne des millions, c'est à dire que le sportif a un statut privilégié, et le sport devient un spectacle, un "Hollywood". Pour moi, le vrai sport, n'est pas dans les valeurs de profit que d'autres font du sportif, mais dans les valeurs que le sport t'apprend: te confronter à toi-même, s'améliorer de jour en jour, l'esprit de sacrifice, là est le vrai sport, et surtout pratiqué de manière collective et sociale. »*

Luigi[1], de la *Palestra Popolare de Palermo*, Tramontana, 2014

<u>Figures 14 : Dessin de l'équipe des *All Reds* par ZeroCalcare</u>



ZeroCalcare est un dessinateur engagé. Il est investit dans le milieu des centres sociaux romains auquel il participe. Le dessin ci-contre est un hommage à la polysportive anti-fasciste des *All Reds*, pour laquelle « *les idéaux d'anti-racisme, d'anti-fascisme et d'anti-sexisme importent plus que le résultat.* » - ZeroCalcare, 2014.

I-2 Un sport contre toute forme de discrimination

La nature compétitive et sélective du sport moderne génère des discriminations et exclusions. Il contribue à renforcer les distinctions de classes, de races et de sexes de nos sociétés. La compétition pousse les clubs à proposer des entraînements par niveau, et exclut de fait les non-valides qui ne s'entraînent que dans des structures spécialisées. Le *sport popolare* aspire quant à lui à faire tomber ces barrières et fonder une société plurielle solidaire basée non pas sur l'exclusion mais sur un modèle agrégatif.

Dans les *palestre popolare*, la pratique des sports de combats est mixte, et sans différenciation de niveau. Simone Sallusti, professeur de boxe et coordinateur national des projets de *palestre popolare* pour l'UISP[2], affirme dans une interview à la télévision nationale:

[Minute 9:00] https://www.youtube.com/watch?v=VecsTn-gu0g
1. Ibid *[Minute 4:45]*
2. UISP : *Unione Italiane Sport Per Tutti* – Union Italienne Sport Pour Tous.

« Le plus beau résultat est celui de voir tant de générations différentes et tant de personnes différentes s'entraîner , compétiteurs et amateurs ensembles. Un élément de valeur important pour nous est de ne pas faire de distinction entre un sport d'excellence et un sport pour tous, mais de toujours maintenir une synergie entre ces deux niveaux... »

Sallusti[1], 2013

La boxe est un sport individuel de combat, cependant les entraînements lui donnent une dimension collective. Dans les *palestre popolare* sont acceptés tous les niveaux et s'entraînent ensemble amateurs et compétiteurs. Ainsi les discriminations physiques, qu'elles soient basées sur le niveau ou sur le handicap, sont abolies. Le témoignage d'Alex sur le blog « *Lettere dalla palestra* » en atteste[2]. L'histoire de ce jeune garçon de Turin, aveugle de naissance, est significative des principes du sport pour tous dans les espaces occupés :

*« Je m'appelle Alex. Je suis un garçon non-voyant depuis la naissance, et ça fait quelques mois que je viens m'entraîner à l'*Aska[3]*. Avant de venir à l'*Antifa Boxe *je ne pratiquait pas de sport. En effet il existe à Turin des associations qui s'occupent d'organiser des activités sportives pour les non-voyants, mais je trouvais limitante l'idée de pratiquer un sport structuré exprès pour les défaillances. Dans les autres gymnases j'ai ressenti un certain préjugé quant aux limites imposées par ma condition physique, même si en réalité ça ne me pose pas trop de difficultés. Il y a environ un an j'ai connu le gymnase grâce à un ami qui s'y entraînait déjà depuis quelques années. Un jour par curiosité je lui ai demandé si je pouvais venir, une fois, "voir" comment il s'entraînait. Dit et fait, je suis venu "voir" et j'ai demandé si je pouvais faire un entraînement égal aux autres, à part quand on met les gants, en les remplaçant par un corps à corps très léger […] J'ai commencé à m'entraîner et en quelques mois j'ai amélioré mes problèmes de coordination et je me suis senti meilleur physiquement. Aussi, je me sens mieux dans mon corps quand je sors du gymnase. C'est un endroit dans lequel on accepte quiconque a envie de s'entraîner et je dois dire que je m'y sens vraiment très bien, que ce soit au niveau des relations avec les autres garçons, ou en tant qu'entraînement. Pour dire autrement, je me sens un peu normal, pas le pauvre handicapé...*[4] »

Alex, *lettere dalla palestra*, 2009

---

1. Simone Sallusti, interviewé à RaiSport1 : *https://www.youtube.com/watch?v=2cQZU5mShE0*
2. *http://letteredallapalestra.blogspot.fr/*
3. Nom du centre social abritant la pallestra *Antifa Boxe.*
4. « *Mi chiamo Alex. Sono un ragazzo nonvedente dalla nascita, e da qualche mese vengo ad allenarmi all'Aska. Prima di avvicinarmi all'Antifa Boxe non praticavo sport. Premetto che a Torino ci sono delle associazioni che si occupano di organizzare attività sportive per nonvedenti, ma trovavo limitante l'idea di praticare uno sport appositamente strutturato sulla disabilità. Del resto in altre palestre avvertivo un certo pregiudizio rispetto ai limiti imposti dalla mia condizione fisica, anche se in realtà non ci sono molte difficoltà nel fare le cose.*
Ho conosciuto la palestra circa un anno fa attraverso un mio amico che ci si allenava già da un po' di anni. Un giorno per curiosità gli ho chiesto se potevo andare, una volta, a "vedere" come ci si allena. Detto e fatto, sono venuto a "vedere" e ho chiesto se comunque, a parte tutto, potessi fare un allenamento uguale agli altri, tranne quando si fa guanti, sostituendolo con un corpo a corpo molto leggero [...] Ho iniziato ad allenarmi e nel giro di pochi mesi ho migliorato i miei problemi di coordinazione e mi sento migliorato dal punto di vista fisico. Anche dentro mi sento più rilassato ogni volta che esco dalla palestra. E' un posto dove si accetta chiunque abbia voglia di allenarsi e devo dire che mi ci trovo davvero bene, sia a livello di relazione con gli altri ragazzi, sia come allenamento. Per dirla meglio, mi sento un po' normale, non il povero disabile... » Alex - traduction de l'auteur

Le centre social *Scup*, expulsé par les autorité en mai 2015, puis « reconstruit » le même jour, accueillait les personnes handicapées sans distinction. Une habitante du quartier de *San Giovanni* raconte l'histoire de son fils Arturo, autiste.

> *« Arturo a quatre ans, il ne fréquente pas l'école maternelle car la commune de Rome n'a pas été capable de proposer un plan d'inclusion scolaire. Il fréquente Scup. Le 13 juin il aurait eu la ceinture verte de capoeira avec ses camarades du même âge. Pour la première fois l'activité (qui plus est au coût modeste) n'avait pas besoin d'un médiateur ou d'un enseignant de soutien.* »
>
> Levanto[1], page internet de *Scup*, 2015

Le *sport popolare* est basé sur une pratique inclusive destinée à tous et non sur la sélection des critères physiques, qui conduit à l'exclusion de ceux qui ne peuvent pas suivre.

Opposés à toutes formes de fascisme, les centres sociaux se proclament anti-racistes et la pratique sportive ne fait évidemment pas de distinction raciale. Les activités, sportives ou autres sont destinées à toutes et tous et ne requièrent pas de posséder des papiers où d'être en situation régulière. Des structures sont mises en place dans les centres sociaux pour accueillir et orienter les personnes récemment arrivées en Italie. A la *Città dell'Utopia*, des cours d'italien gratuits sont assurés. L'anti-racisme se manifeste à travers une pratique destinée à tout le monde.

Le principe de sport pour toutes et tous s'attache à proposer une pratique peu coûteuse, et l'abordabilité du *sport popolare* le permet. Débarrassés des logiques de profit, les centres sociaux garantissent un accès aux plus démunis :

> *« Les centres sociaux occupés permettent une pratique moins chère donc plus accessible. Ici le prix est bas, si tu ne peux pas payer tu me donnes moins, ou tu me donnes rien ou tu me donneras plus tard... En club si tu ne payes pas tu ne pratiques pas. Je pourrais enseigner dans un club avec de belles installations et gagner plus d'argent, mais ça ne m'intéresse pas d'enseigner dans un cadre où on t'exclut si tu n'as pas d'argent. »*
>
> Giuliano, maître de capoeira, entretien mai 2015 au *Scup*

Le sport populaire ne place pas le culte de la performance ou du profit comme une priorité, sans pour autant renier la recherche de résultats lors des compétitions. Le but premier du sport pratiqué dans les centres sociaux est de permettre une pratique destinée à tous et à toutes sans distinction discriminatoire. Le principe de « *Winner take*

1. *« Arturo ha 4 anni, non frequenta la scuola materna perché il comune di Roma non è stato in grado di predisporre per lui un piano di inclusione scolastica. Frequenta Scup. Il 13 giugno avrebbe preso la cintura verde di capoeira insieme ai suoi coetanei. Per la prima volta l'attività (low cost tra l'altro) non aveva bisogno di un mediatore o di un'insegnante di sostegno. »* Simona Levanto – traduction de l'auteur.

all » dénoncé par l'économiste du sport Wladimir Andreff (2012c), n'est pas de mise dans le sport populaire. Ce « *sport per tutti.e* » renvoie à la création utopique d'un nouveau modèle de société, d'agrégation et non d'exclusion.

I-3- Les femmes dans le sport populaire

Les sports portent en eux les traits des sociétés qui les ont créés. Ces attributs se diffusent inconsciemment à leurs pratiquants. L'étude théorique nous a montré que l'institution sportive a été créée par les élites européennes de la fin du XIXe siècle[1]. Les sports d'aujourd'hui gardent le caractère misogyne de ces milieux aristocratiques et les reproduisent. Les centres sociaux s'opposent à tous les fascismes, dont le sexisme est une forme. Il conviendra d'étudier si le sport populaire, qui porte en lui l'anti-sexisme des espaces occupés, promulgue une égalité des sexes à travers la pratique sportive.

I-3-1 Une pratique valorisée mais non différenciée : les sports collectifs

Le sport féminin est mis en valeur dans le sport populaire et de multiples équipes de sports collectifs féminines sont créées. La polysportive de l'*Atletico San Lorenzo* possède une équipe féminine de basket. A la rentrée 2015 est créée l'équipe féminine de volley-ball de l'*Ardita Sao Paolo*. La polysportive *All Reds* est composée d'une équipe féminine et d'une équipe masculine de rugby, évoluant en *Serie C* et entraînée par une femme.

Dans le cas des sports collectifs, la pratique sportive est différenciée. En effet ces équipes participent aux championnats non mixtes et s'entraînent donc distinctement. Contrairement aux sports comme la boxe ou la capoeira, permettant de se préparer aux compétitions non mixtes sans pour autant nécessiter une distinction de sexe à l'entraînement, les sports collectifs requièrent une entente importante entre les joueurs ou joueuses de la même équipe. C'est pourquoi les équipes féminines et masculines s'entraînent le plus souvent séparément.

Ainsi le sport féminin est développé dans le *sport popolare*, bien qu'une pratique mixte se heurte aux institutions car les championnats y sont différenciés. Il existe cependant un championnat de volley mixte, créé par le « *Centro Sportivo Italiano* » dans lesquel les équipes

1. L'Angleterre victorienne de la fin du et l'aristocratie française représentée par Pierre de Coubertin.

de six sont composées à parts égales d'hommes et de femmes. En effet le sport populaire ne constitue pas à lui seul l'étendard de l'égalité des sexes, et des initiatives de pratiques non différenciées viennent de milieu que l'on peut qualifier d' « institutionnels ».

I-3-2 Une pratique non différenciée

Hormis les sports collectifs, le sport populaire s'attache à proposer un sport non genré, proposant la mixité pour la majorité des activités. Sont dispensés sans distinction de sexe, d'âge et de niveau la capoeira, le karaté, la boxe, etc. mais aussi les pratiques plus ludiques comme le cirque ou le tir à l'arc. Ces activités physiques sont assurées sans distinctions de sexe, ce qui amène à soustraire le genre de l'espace sportif. Le sport dès lors n'est plus une matrice diffusant inconsciemment des stéréotypes de sexe.

Les cours d'auto-défense féminine – à l'*Acrobax* et à la *Palestra Popolare Lidense* – assurent une pratique destinée essentiellement aux femmes, alors que celles-ci ont toujours dû s'adapter aux sports créés par les hommes. Cependant l'existence d'un tel cours ne traduit pas une émancipation mais révèle plutôt une domination d'un sexe dans la société extérieure.

En décembre 2013, le groupe *cagne sciolte* investit un night-club abandonné dans le quartier d'Ostiense. Le collectif féministe occupe un espace qui représentait jadis la domination masculine à travers une commercialisation des corps féminins. Toutefois ce choix d'occuper ce lieu en particularité ne se veut pas « libérateur », mais est assumé.

> *« Les gens ont dit que nous étions des libératrices d'avoir occupé un ancien club de strip-tease, ce n'est pas vrai. Nous avons* choisi *d'occuper cet espace en particulier, pour ce qu'il est. »*
>
> Mitra, Cagne Sciolte, entretien informel, avril 2015

En effet les *cagne sciolte* souhaitent à travers « la conquête de cet espace[1] » assumer et revendiquer la sexualité de leur corps. Le *night-club*, dont les barres de lap dance sont encore présentes sur la piste surélevée au centre de la salle, permet la pratique du pole dance. Les cours sont ouverts à toutes et à tous, et une minorité d'hommes s'entraîne avec les femmes. À travers cette activité, le collectif prône une reconquête de la sensualité perdue et une érotisation des corps. La pratique au *Cagne Sciolte* déconstruit le conditionnement des corps que l'institution sportive a imposé comme la norme.

---

1. *« alla conquista dello spazio »* est le slogan du collectif : ***http://cagnesciolte.noblogs.org/***

L'espace libéré offre une structure en lien avec le territoire. A côté de l'activité sportive, un bureau d'écoute est proposé contre les violences faites aux femmes[1]. C'est une véritable structure mise en place par les occupantes qui s'attachent à accueillir les femmes victimes de violences machistes, les écouter et les orienter. Parmi les activités dispensées dans le centre, les cours de langue sont mixtes, hormis le cours d'italien, qui est uniquement réservé aux femmes.



Le sport populaire est un reflet de la société que constitue le milieu alternatif romain. Il porte en lui les valeurs de solidarité qui définissent ces espaces et propose un modèle agrégatif où personne n'est marginalisé. Le sport populaire déconstruit les discriminations qui hantent la société moderne et sont propagées de manière latente via la pratique et la surmédiatisation du sport capitaliste moderne. Au-delà de mettre en place une alternative, les centres sociaux sont des espaces à fortes revendications politiques. Nous étudierons ainsi dans le chapitre suivant comment ces derniers utilisent la capacité du sport de transmettre des valeurs pour diffuser leurs luttes.

1. *Sportello anti-violencia per donne*

Chapitre II Dimension politique du sport populaire

Le sport populaire naît dans les centres sociaux italiens, espaces autogérés à forte vocation politique. On y remet en cause les composantes du système capitaliste et l'institution sportive n'y échappe pas. Le sport-spectacle est une vitrine, un événement, une matrice vide qui prend le sens que les sociétés lui donnent. Ainsi, il a souvent été utilisé par le passé pour servir les politiques dominantes. Le sport populaire est le sport du peuple et des centres sociaux, par conséquent il communique via cette forme les idées de contre-pouvoirs qui animent ces lieux. Il s'oppose au système capitaliste et aux dérives de l'institution sportive.

Nous analyserons le modèle du sport populaire, qui tient sa particularité du fonctionnement des espaces occupés où sont pratiquées l'autogestion et l'horizontalité. Ensuite nous étudierons comment sont communiqués les idéaux de contre-pouvoir des centres sociaux à travers le sport.

II-1- Modèle économique et politique

Le phénomène de sport populaire ne se réduit pas à l'Italie, et cette notion peut s'appliquer à diverses équipes qui la revendiquent. L'exemple le plus communément retenu, qui reste un modèle pour toutke équipe sportive autogérée – notamment l'équipe anti-fasciste des *All Reds –,* est celui des fans anglais du club de football *Manchester United.* S'opposant au virage économique que prennent leurs dirigeants, ils décident de créer leur propre club, au sein duquel les représentants seraient nommés par les supporters eux-mêmes, et non par la règle du plus offrant. Ils mettent en place les principes suivants pour les représentants: ne pas tomber dans la commercialisation à outrance, rester à but non-lucratif avec des prix accessibles et développer une relation avec la communauté locale. La structure populaire a pour intérêt la requalification de son quartier et un retour aux principes du football. Ce fonctionnement relève de l'autogestion, et les supporters sont en quelque sorte maîtres de leur club. En revanche, ils diffèrent des centres sociaux italiens dans le sens qu'il élisent leur dirigeants. Les zones autonomes italiennes quant à elles s'organisent horizontalement et rejettent toute hiérarchie.

Contrairement aux modèles des clubs qui s'est généralement imposé, le but des centres sociaux n'est pas de faire du profit. La priorité du sport populaire est de garantir l'accès au sport à tous sans distinction. Or, souvent dans les clubs les logiques de bénéfices pèsent sur la pratique. Et pour cause, si un club souhaite faire des travaux ou organiser un événement, il lui en coûtera plus cher qu'en espace occupé. Ces derniers compensent en trouvant des solutions plus économiques. En effet, les travaux sont toujours effectués avec la force de travail des personnes du centre, le « *do it yourself* » permet, en recyclant des matériaux trouvés dans la rue ou que les gens apportent, d'assurer un entretien à petit budget.

> « *Aussi ici – dans les centres sociaux – je peux organiser un événement international de capoeira en invitant des grands maîtres de toute l'Italie et du Brésil, la location, le repas, etc. vont me coûter moins cher que dans un club. Avec le* Corto [Circuito] *il n'y a pas de problème, s'il me reste de l'argent il va pour le centre social, c'est normal.* »

Giuliano, maître de capoeira, entretien du 28 mai au *Scup*

L'autogestion et l'autofinancement permettent de ne pas dépendre d'autres acteurs, contrairement aux clubs qui sont financés par leurs sponsors. Dans les centres sociaux, les revenus appartiennent au centre, et sont réinvestis pour le centre. Il n'y a pas d'endettement. À l'*Acrobax*, en dehors des événements[1], les gens se servent dans le frigo et payent eux-même dans la caisse. Ce mode de fonctionnement implique la responsabilité de chacun. La gestion des espaces occupés permet de garantir des prix très abordables pour la pratique sportive. Les coûts d'inscription sont inférieurs à la pratique en club ; pour jouer au rugby chez les *All Reds*, il ne faut rien dépenser. En revanche, la *Palestra Popolare* de *San Lorenzo* a vu ses prix augmenter depuis qu'elle n'est plus autonome et paie un loyer. Le *sport popolare* se définit par l'abordabilité de la pratique, mais aussi par les valeurs avec lesquelles il est pratiqué. Les revenus servent à financer la gestion du centre, cependant personne ne sera exclu pour des raisons économiques.

Figure 15 : Coûts d'inscription au *Corto Circuito*

DISCIPLINA	ORARIO	MENSILE
KICK BOXING BAMBINI	6 ANNI IN SU Lunedi-Mercoledi 17:00/18:00 (PER CHI SVOLGE 2 ORE DI LEZIONE L' ORARIO E' DALLE 17:00 ALLE 19:00 CON COSTO MENSILE DI 40 €)	30 €
CAPOEIRA BAMBINI	11 ANNI IN SU Lunedi 16:30/17:30 Venerdi 16:30/18:00 6-11 ANNI Lunedi 17:30/18:30 Venerdi 18:00/19:00	35 €
KUNG FU PANDA new	6 ANNI IN SU Martedi - Giovedi 16:30/17:30	35 €
KICK BOXING ADULTI (amatoriale- agonis	Lunedi - Mercoledi - Venerdi 20:00/22:00	40 €
CARDIO KICK BOXING adulti (amatoriale) new	Lunedi - Mercoledi - Venerdi 19:00/20:00	40 €
CAPOEIRA ADULTI	CORSO AVANZATI Martedi 20:30/22:00 Giovedi 19:30/21:00 CORSO PRINCIP/INTERM Martedi 19:00/20:30 Giovedi 21:0/22:30 IN PIU' IL SABATO..................18:00/20:00 RODA	40 €
TAEKWONDO	Lunedi - Mercoledi - Venerdi 19:00/21:30	40 €
DIFESA PERSONALE	Martedi - Giovedi 16:30/18:00	35 €
TAI JI QUAN	Martedi - Giovedi 18:00/19:30	35 €
QIGONG new	Lunedì - Mercoledi 10.15/11:45	35 €
GINNASTICA GENERALE	Martedi - Giovedi 18:00/19:00	35 €
KUNDALINI YOGA new	Venerdì 17:30/18:45	35 €
PILATES new	Lunedì - Venerdì 19:00/20:00	35 €
DANZE POPOLARI	Martedi 19:30/21:30	25 €
SALSA	PRINCIPIANTI Mercoledi 20:00/21:30 AVANZATI Mercoledi 21:30/23:00	15 €

QUOTA ASSOCIATIVA ANNUALE 30€

E' OBBLIGATORIO IL CERTIFICATO MEDICO D'IDONEITA' SPORTIVA

Les coûts d'inscription en zones autonomes sont inférieurs à la pratique en clubs

1. Lors des événements les serveurs et serveuses sont des personnes de l'*Acrobax*.

> *« Les centres sociaux occupés permettent une pratique moins coûteuse donc plus accessible. Ici c'est moins cher, si tu ne peux pas payer tu me donnes moins, ou tu me donnes rien ou tu me donneras plus tard... En club si tu ne payes pas tu ne pratiques pas. »*
>
> Giuliano, maître de capoeira, entretien mai 2015 au *Scup*

La pratique indépendante et la non recherche de profit permet aussi une certaine liberté quant aux activités proposées. Si aujourd'hui la capoeira s'est démocratisée en Italie, ce n'était pas le cas dans les années 90 quand elle est apparue dans les centres sociaux. Nombreuses activités peu conventionnelles sont pratiquées au *Scup*, au *Corto* ou au *Forte Prenestino* comme le parkour, le jonglage ou le kung fu panda pour enfants.

De plus, les espaces occupés apportent à leur échelle la preuve que le sport et son organisation ne sont pas intrinsèquement onéreuse. Il serait impertinent de comparer sur le même plan les événements sportifs organisés par les institutions sportives telles que le CIO ou la Fifa et ceux des centres sociaux. Ces manifestations se préparent à des échelles non comparables et n'engagent pas le même nombre d'acteurs. On ne peut en revanche que constater les modèles différents qu'ils proposent. Si l'un s'attache à minimiser les coûts en évitant le circuit capitaliste, l'autre l'incarne et le célèbre à travers l'obsolescence de ses infrastructures et le lourd tribut qu'il fait payer à l'environnement et aux populations.

II -2 Valeurs et idéaux politiques

L'histoire de la dimension politique du sport montre comment des régimes non démocratiques ont utilisé son pouvoir de transmettre leurs idéologies. Or, la politique dans les centres sociaux est diamétralement opposée à ces systèmes de par ses idéaux, mais aussi de la façon dont la politique y est pratiquée. L'autogestion et l'horizontalité diffèrent des organisations hiérarchiques des gouvernements qui ont instrumentalisé le sport. Nous étudierons comment la réappropriation de l'espace sportif est politique chez les équipes de *sport popolare*, et les revendications qu'elles diffusent à travers cette pratique.

II-2-1 La libération de l'espace sportif

L'instrumentalisation du rugby italien par le régime fasciste aurait gardé une certaine forme d'héritage dans la pratique d'aujourd'hui[1]. Il serait resté dans les préjugés un « sport de droite ». La création de l'équipe des *All Reds* naît du désir de pratiquer le rugby dans un cadre et une atmosphère différents. Se revendiquant de l'anti-fascisme, l'équipe de l'*Acrobax* arbore des couleurs et un nom d'équipe qui ne sont pas anodins. Proposer une expérience libérée dans un milieu – le rugby – qui porte et véhicule l'héritage du fascisme italien est déjà une réussite en soi. C'est la réappropriation d'une pratique sportive, un pied-de-nez aux idéologies de domination qui utilisaient et développaient le rugby pour sa propagande, l'équipe de l'*Acrobax* joue contre toute forme de fascisme, comme en atteste la grande inscription du terrain de rugby.

Figure 16 : Entraînement des *All Reds* à l'*Acrobax*



Source: Claudio Carbone, documentaire « ROSSO VIVO » (à paraître)

« Contro ogni fascismo, Mai un passo indietro »

-

« Contre chaque fascisme, Jamais un pas en arrière »

---

1. D'après les joueurs des *All Reds*, entretien informel. L'interdiction de faire participer plus d'un joueur étranger dans un match de championnat va dans ce sens.

« L'idée de créer une équipe de Rugby au nom si indicatif naît de l'exigence de défaire un des nombreux préjugé qui demeurent dans notre culture médiatique. Elle même qui attribue à ce noble sport des tendances "machistes" ou, banalement fachisantes... *Nous voyons cela comme en forte contradiction avec l'esprit sportif, surtout celui d'équipe, en particulier dans la pratique du rugby. Fausses positions qui imposent la vision du joueur de rugby comme exalté, nécessairement au dessus des 100kg, incapable d'entreprendre quelques discours sans grognements, ils ont contribué à isoler ce sport, ou au moins à le marginaliser. Au rugby on joue avec les mains et avec les pieds, mais surtout avec la tête. Loyauté et respect pour la propre équipe et pour l'adversaire et pas soif d'anéantir l'"ennemi" à côté. Dignité et compétition et pas honneur et triomphe ; collectivité dans la difficulté et pas personnalisme dans la gloire ; socialité et pas individualité. »*

All Reds Rugby Roma[1], site internet

Ce centre social est très engagé depuis sa création il y a dix ans par des étudiant.es en Sciences Politiques, dont certains souhaitent « *pratiquer le rugby et la politique au sens noble du terme* », selon leurs mots. Les *All Reds* parviennent à libérer le rugby de son histoire fasciste, et permet une pratique émancipée des théories de dominations.

II-2-2 La communication via le sport

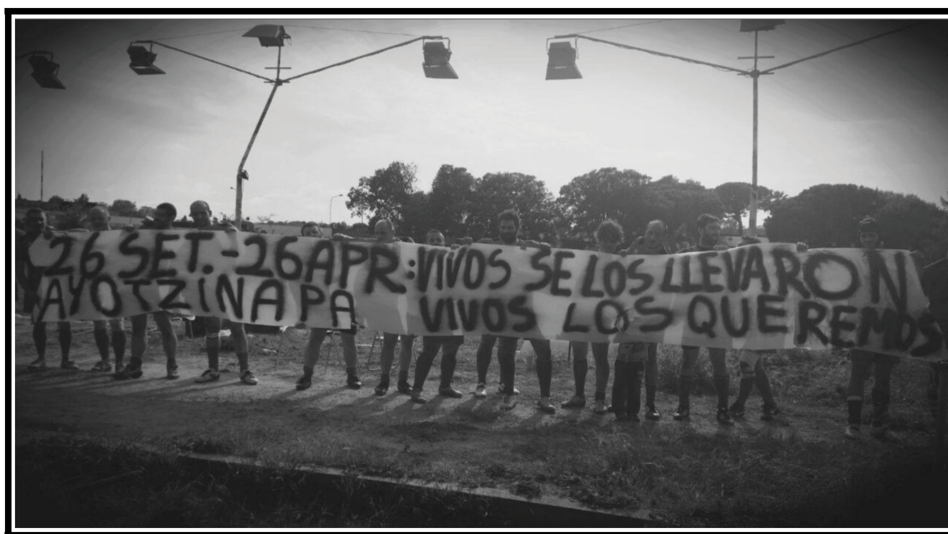
L'événement sportif permet de véhiculer les revendications propres aux centres sociaux. Les rencontres de championnat des *All Reds* prennent place à l'*Acrobax*, sur le terrain qui abritait autrefois des courses de lévriers. C'est le seul espace occupé au monde à posséder un terrain à l'intérieur même de son occupation[2].

A la fin des matchs sont brandies des banderoles aux messages politiques éloquents. La photo ci-contre a été prise le 26 avril 2015 à l'issue de la rencontre de l'équipe masculine des *All Reds*. Elle coïncide avec le passage à Rome de la délégation des parents des disparus de la

1. « L'idea di creare una squadra di Rugby dal nome così indicativo nasce dall'esigenza di sfatare uno dei tanti pregiudizi che permeano la nostra cultura mediatica. Quello cioè che attribuisce a questo nobile sport tendenze "maciste" o, banalmente fascisteggianti… Riteniamo questo fortemente in contraddizione con lo spirito sportivo, specie se di squadra, in particolar modo rugbistico. False impostazioni che impongono la visione del rugbista come esaltato, necessariamente sopra i 100kg, incapace di intraprendere alcun discorso che non preveda grugniti, hanno portato ad isolare questo sport o, quantomeno a marginalizzarlo. A rugby si gioca con le mani e con i piedi, ma soprattutto con la testa. Lealtà e rispetto per la propria squadra e per l'avversario, e non sete di annientare il "nemico" di turno; Dignità e agonismo, e non onore e trionfo; Collettività nella difficoltà e non personalismo nella gloria; Socialità e non individualità. »
http://www.allreds.it/allreds_new/index.php/la-storia/ – traduction de l'auteur
2. D'après les membres de l'*Acrobax*.

ville d'*Iguala*. Les étudiant.es de l'école d'*Ayotzinapa*, au Mexique – connue pour être un foyer de contestation politique[1] – ont étés enlevés alors qu'ils se rendaient manifester contre les pratiques du gouvernement. La banderole « *Vivants ils nous les ont enlevés, vivants nous les voulons* » rappelle le crime organisé qui a eu lieu en présence de la police sept mois plus tôt et revendique que justice soit faite.

Figure 17 : Banderole « Ayotzinapa »



Source : All Reds Rugby Roma – Page Facebook,
Auteur inconnu.

À travers la lumière et l'attention qui sont portées sur l'événement sportif[2], les centres sociaux font passer les messages qui ne sont pas traités par les médias de masse. Quand les pouvoirs étatiques utilisent le sport comme un Appareil Idéologique d'État (Althusser, 1970), les *All Reds* utilisent le média que représente une équipe de rugby pour promouvoir leurs valeurs de contre-pouvoir.

Les codes utilisés par le sport populaire dans ce cas rappellent ceux des pouvoirs politiques : banderolles, couleurs et slogans sont des méthodes qui peuvent paraître analogues aux hymnes ou aux allégories. Cependant ces deux utilisations ne peuvent pas êtres mises sur le même plan. Tandis que les pouvoirs étatiques et institutionnels propagent leurs idéologies de manière latente, ou anesthésique (Moores, 2012), à travers l'*impensé* (Redeker, 2002) que constitue le sport, l'*Acrobax* ne se cache pas de faire de la politique. Au contraire, il l'assume, et met en lumière les causes qui selon lui méritent d'être relayées.

1. L'école normale d'Ayotzinapa est un terreau de jeunes politisés, les décisions internes se font en assemblées et se votent à main levée. (Quesada, 2014)
2. Les rencontres de rugby sont en accès libre, et une quarantaine de personnes en moyenne viennent y assister.

Le média que le sport constitue permet aux équipes de transmettre un message lors des rencontres, mais aussi en dehors des rencontres, via Internet et les réseaux sociaux. Les équipes de *calcio popolare,* présentes dans toute l'Italie, s'opposent au racisme et au « football-business ». Ainsi l'*Atletico San Lorenzo*, en faveur d'un football plus sain et marqué par un antagonisme avec l'institution sportive, a récemment salué sur les réseaux sociaux la démission de Sepp Blatter. Ce dernier entamait son cinquième mandat consécutif à la tête de la controversée Fédération Internationale des Associations de Football, la Fifa. L'institution supranationale, qu'il préside depuis 1998, est entachée d'affaires de corruption[1], qui l'ont poussé vers la sortie.

Alors que le sport intéresse les pouvoirs dominants pour « *l'impensé et l'incritiqué* » qu'il constitue (Redeker, 2002), les contre-pouvoirs tels que les centres sociaux révèlent son caractère politique et reprennent ses codes pour diffuser les valeurs inverses, opposées à toutes formes de domination. Les membres des centres sociaux romains et italiens libèrent la pratique sportive tel qu'ils et elles libèrent les espaces.

Le sport est aussi un moyen de connexion avec le territoire, le quartier et la ville. Il est une activité qui permet de faire venir des personnes dans le centre social. En effet certain.es n'entrent pas pour des raisons politiques, d'autres simplement parce qu'ils ou elles ne les connaissent pas. Ainsi nous étudierons l'implication des centres sociaux et du sport populaire dans le tissu urbain, ce qui est la première fonction de ces espaces de socialisation.

---

1. *Voir « ce que l'on sait du scandale qui éclabousse la Fifa », Le Monde, 2014. http://www.lemonde.fr/football/article/2015/05/28/ce-que-l-on-sait-du-scandale-qui-eclabousse-la-fifa_4641981_1616938.html*

Chapitre III Influence sur le quartier et la ville

Nous avons vu dans le cadre théorique comment le développement capitaliste des villes engendre une uniformité du paysage (Chatterton, 2009) et une fragmentation de l'urbain. L'institution sportive, en l'occurrence le CIO et la Fifa, sous couvert de générer de l'activité économique, participent à cette ségregation socio-spatiale lors de l'organisation de méga-événements. De plus, les infrastructures créées desservent le développement des villes.

Alors que le sport institutionnel est bâti contre l'intérêt de l'urbain, les centres sociaux s'implantent dans leurs villes et quartiers pour les redynamiser et créer des espaces de socialité. Cette partie aspire à analyser leur influence à l'échelle du quartier et de la ville. Premièrement nous verrons comment les centres sociaux assurent une requalification du territoire. Enfin nous analyserons en quoi les espaces de socialité ainsi créés pallient le manque de lien social auquel les métropoles fragmentées telles que Rome sont confrontées.

III-1 La requalification du quartier

L'objectif premier des centres sociaux est d'occuper un espace abandonné et inutilisé dans un intérêt commun pour sa zone d'influence. Ils sont plus voués à naître dans les zones en marge où les structures sociales font défaut. À Rome, si le centre est touristique et dynamique, les périphéries populaires transcrivent une autre réalité. C'est pourquoi les habitants proposent un processus de dynamisation dans les quartiers où l'action des pouvoirs publics laisse à désirer. À *Quadraro*, loin du centre touristique et commerçant de la capitale, le *Corto Circuito* exerce un processus de « socialisation » depuis plus de 25 ans. Dans un mini-documentaire diffusé par *RadioSonar* sur le web, Marianna décrit cette requalification :

> *« Un thème important, par la création de la* palestra popolare *et ensuite de l'*osteria popolare *fut l'interaction avec le quartier, ainsi commença un changement important entre le territoire et le collectif politique qui d'une certaine manière avait fondé le centre. Ensuite le* Corto *commença à avoir une importance fondamentale parce que dans ce quartier, initialement il n'y avait rien, nous sommes dans une des périphéries de Rome, – peut être encore plus à l'époque – abandonnée de l'action des institutions et des gouvernements. Le* Corto *a d'une certaine manière réussi à requalifier le quartier et à proposer un espace ouvert de socialité et de rencontres simples. Il réussit à agréger les*

jeunes qui traînent dans la rue et risquaient d'être emportés par les idéaux de droite, [phénomène] qui aurait pris une importance majeure sans un espace comme le Corto. *»*

Marianna, *Corto Circuito,* 2015[1]

Ainsi le sport permet d'établir une connexion entre le centre social et son quartier. Il donne l'opportunité à quiconque de le fréquenter et s'insère ainsi dans le territoire.

« A l'origine c'était la démarche sociale, les expos et la culture, le sport est venu après. C'est une bonne façon d'intéresser les gens du quartier qui traînent, on ne va pas les chercher dans la rue et leur parler de la Palestine ou je ne sais quoi. Non, on fait du sport ensemble, après on va aller boire un verre, on mange et éventuellement on parle du mouvement, des manifs... Le sport est un moyen d'intéresser des gens qui n'auraient jamais mis les pieds dans un centre social pour des raisons politiques. »

Giuliano, maître de capoeira, entretien du 28 mai au *Scup*

Slavina évoque aussi le caractère « caché » des espaces occupés qui sont parfois méconnus[2]. En effet les cours de sport donnent une raison aux habitants de quartier de fréquenter l'endroit.

Dans le nord de Rome, le quartier populaire de *Tufello* est délaissé par la commune de Rome et voit ses jeunes traîner par manque d'activités accessibles. En 2005 un espace est occupé et une « *palestra popolare* » y voit le jour grâce à une levée de fond citoyenne. Ce quartier des périphéries romaines est marqué par la présence des idéaux d'extrême droite et a vécu par le passé des attaques de néo-fascistes, l'une d'elle conduisant au décès du jeune Valerio Verbano, de qui la *palestra* tient le nom aujourd'hui. Le préparateur physique Giulio Bartolini raconte les assemblées populaires qui ont précédé la reconversion de la salle :

« Pendant les rencontres ont été avancées plusieurs propositions, quelques unes disaient que l'espace devrait être abilité pour des activités théâtrales, d'autres proposèrent de créer une bibliothèque de quartier, mais de nombreuses firent état du manque de services et de lieux de rencontres et, surtout, que dernièrement avait recommencé à circuler l'héroine entre les jeunes. C'est pourquoi on a conclut qu'il était important d'ouvrir un gymnase populaire réservé aux petits et aux jeunes du quartier. »

Bartolini[3] dans Coccia, 2014

---

1. Voir le mini-docu « Corto Circuito 1990 – 2015 », *Radio Sonar - traduction de l'auteur https://www.youtube.com/watch?v=1hwg2zycK_Y*
2. Cf Entretien avec Silvia Corti p152
3. *« Durante gli incontri sono state avanzate varie proposte, alcuni dicevano che lo spazio doveva essere adibito ad attività teatrali, altri proposero di dar vita a una biblioteca di quartiere, ma in tanti fecero presente che al Tufello mancano servizi e luoghi di incontro e, soprattutto, che negli ultimi tempi tra igiovani aveva ricominciato a circolare l' eroina perciò concludemmo che fosse importante aprire una palestra popolare riservata ai ragazzini e ai giovani del quartiere. »*

« Una palestra al Tufello popolare e di massa, la Valerio Verbano », Il manifesto – traduction de l'auteur

Or, si l'idée de faire une bibliothèque était recevable, c'est le sport qui a été choisi pour le quartier. Par la pratique sportive l'espace occupé vise à mobiliser les jeunes et les sortir de la rue. Enseignant les valeurs éducatives du sport populaire, le gymnase occupé a pour but de lutter contre le racisme et proposer une structure sociale pour le quartier. Récemment l'*Ater*[4], à qui appartient l'espace selon la loi, a formulé une requête de 350 000 euros pour le loyer impayé depuis 2007.

III-2 La réappropriation du territoire : étude du « *street-art* »

En effet les centres sociaux se retrouvent principalement dans les quartiers populaires, qui souffrent d'un désintérêt des autorités et d'un manque de structures. Ces quartiers plus que d'autres sont liés à la guerre des idées qui se lit sur les murs, où s'expriment par les tags les aspirations fascistes, anti-fascistes, anarchistes, etc. Ces graffitis sont à la fois des marqueurs sociaux et culturels définissant leurs espaces.

Le quartier de *Quadraro* est situé en périphérie de la capitale, et les centres sociaux *Spartaco* et *Corto Circuito,* qui y sont implantés depuis plusieurs décennies, ont contribué à sa requalification. Les deux graffitis suivants sont localisés au *Largo Spartaco*, duquel le centre social porte le nom. Ils se réfèrent au mondial organisé en 2014 par la Fifa au Brésil.

Figure 18 : « *Dai un calcio a la Fifa... Gioca lo sport popolare !!* »

L'indien représente la tribu des Guarani, qui a été expulsée de ses terres pour l'organisation de la coupe du monde de la Fifa et la construction du stade de Brasilia. Le slogan « *Dai un calcio a la Fifa, gioca lo sport popolare* » joue sur le mot « *calcio* » qui signifie à la fois football et coup de pied, et peut être traduit comme : « donnes un coup de pied à la Fifa, joue au sport populaire ». Ce tag évoque ainsi l'alternative à l'institution sportive – ici représentée par la Fifa –, que propose le *sport popolare*.



4. Agence territoriale liée à la mairie de Rome.

Figure 19 : La larme du *Che*



Ce graffiti, qui a été peint derrière le précédent, renvoie lui aussi au mondial brésilien. Aussi célèbre que symbolique, le portait d'Ernesto Guevara représente le *Che*, coiffé de son béret arborant la marque américaine *Nike*. Une larme coule de son œil. Il représente la détresse des idéaux révolutionnaires face à la société de consommation. Cette représentation évoque la machine capitaliste que sont devenues le sport et les compétitions internationales, dont la marque de *sportwear* américaine est un symbole.

Figure 20 : « *Roma è antifascista – Corto Circuito* »



Le grafitti *« Roma è antifascista »* est situé aux abords du *Corto Circuito.* Le, la ou les auteur.s sont vraisemblablement membres ou fréquentent ce centre social, dont le nom apparaît ici en signature. Les affiches collées sous le slogan sont celles du *Corto* et se réfèrent à une soirée, en l'occurrence l'anniversaire des 25 ans d'occupation.

Dans la « *guerre des murs* », les slogans et symboles à dimension politique sont fréquents. À Rome, fascistes et anti-fascistes s'opposent et il n'est pas rare de voir qu'un graffiti ait été effacé ou repassé par un autre. Cette affirmation « *ROMA E` ANTIFASCISTA* », en lettres capitales sur une dizaine de mètres de longueur, représente un désir d'affirmer haut et fort les aspirations politiques du centre social, et symbolise une appropriation de l'espace.

Pour le *Corto*, qui comme d'autres centres sociaux a été victime par le passé d'attentats fascistes où des compagnons ont perdu la vie, ce combat est une véritable lutte. Ce graffiti, a cet endroit précis, représente une conquête du territoire et du quartier de *Quadraro*. Il constitue un marqueur, à valeur qualitative, qui atteste de l'influence du centre social sur son quartier, duquel il participe à chasser le fascisme.

⋆

Les centres sociaux sont des espaces ou l'on expérimente un mode de vie alternatif. On y trouve la preuve que l'on peut y pratiquer un sport différent, loin des logiques de profits du sport moderne. Le « sport populaire » qui s'y pratique va à l'encontre des logiques de capitalisation du sport et promeut un but social pour son quartier. Émancipé de la course au progrès, il revient aux valeurs premières du sport et propose une pratique ludo-sportive inculquant les principes de solidarité propres aux centres sociaux. Le sport populaire est politisé, contre tout fascisme, sexisme ou racisme, il propose un modèle de société sans discrimination. La solidarité dans le quartier en est ainsi renforcée autour du collectif et du partage.

Figure 21 : Patchwork du « *street-art* » à *Garbatella*, *Quadraro* et *San Lorenzo*

L'illustration ci-contre est un patchwork réalisés à partir de photographies du *street-art* dans les quartiers de *Quadraro*, *San Lorenzo* et *Garbatella*. Ces trois quartiers abritent des centres sociaux depuis plusieurs décénnies.

Les clichés sont de l'auteur du mémoire. Les auteurs des graffitis sont inconnu.es.

YOU ARE NOW ENTERING FREE GARBATELLA

DEDICATO AI RIBELLI DI IERI E DI OGGI

AN INJURY TO ONE IS AN INJURY TO ALL

SPAZIO LIBERATO di Femministe Lesbiche

ANTISESSISTE ANTIFASCISTE

ORA & SEMPRE RESISTENZA

CENTRO SOCIALE … UTOGESTITO SPARTACO









ROMA E' ANTIFASCISTA CORTO CIRCUITO

Conclusion

L'étude du sport tel qu'il est pratiqué dans les zones autonomes, nous a permis d'affirmer qu'il n'est pas intrinsèquement déterminé. En effet le sport, n'est pas condamné à représenter une mise en compétition généralisée et un culte du progrès néfastes pour les sociétés. À travers l'analyse du sport populaire, créé et pratiqué dans les centres sociaux romains, nous avons vu des réponses possibles aux dérives du sport moderne. En effet le sport des espaces occupés et autogérés porte en lui – parfois à son insu – des alternatives au sport d'aujourd'hui. Si le sport institutionnel promeut des logiques de sélection, donc d'exclusion, et un modèle de société discriminatoire, le sport populaire ne fait pas de la performance sportive sa priorité. Ainsi il favorise une pratique conjonctive[1] (Levi-Strauss, 1962), non différenciée, où s'entraînent ensembles différentes générations, le plus souvent sans distinctions de niveaux, de *validité*[2], d'âge, de classe sociale ou de sexe.

À l'heure où le sport se mondialise et atteint des points de non-retour, ce mémoire invite à une remise en cause du sport moderne et du modèle de société qu'il implique. La spéculation sur le territoire qu'il produit au niveau supranational mène à des aberrations écologiques et au gaspillage d'argent public dans des infrastructures qui ne servent pas le développement local (Vassort *et al.* 2012). Par ailleurs, alors que l'institution sportive fragmente les villes, les espaces occupés et autogérés sont ouverts à tous sans discriminations et sociabilisent le tissu urbain. La pratique en espaces autogérés prouve que le sport ne nécessite pas de grands moyens financiers comme le suggère le modèle des « méga-événements ». Partager les ressources de la ville et contribuer à son évolution est un droit que revendiquent autant Henri Lefebvre (1968) que les occupants des *TAZ*[3] romaines.

A une échelle locale, le *sport popolare* propose un modèle de réappropriation de l'espace sportif, politique et urbain en promulguant une pratique indépendante et libre. L'étude de terrain a révélé le travail social que les centres sociaux excentrés effectuent pour les quartiers des périphéries romaines grâce aux activités sportives qu'ils mettent en place.

1. Qui ne cherche pas à définir des vainqueurs et des perdants
2. Alors que le sport institutionnel sépare les handicapés et les « valides », le sport populaire permet une pratique sans distinction, ce qui permet de faire tomber la barrière du handicap.
3. Temporary Autonomous Zone (Hakim Bey, 1997) Zone Autonome Temporaire

Pourtant, bien qu'il propose de fortes alternatives aux dérives du sport moderne, le sport populaire ne naît pas d'un désir de « déconstruire » le sport institutionnel, mais d'une urgence locale de créer des espaces de lien social.

L'institution sportive se félicite d'agir en faveur de l'égalité des sexes. Pourtant, le sport est une matrice reproduisant les stéréotypes de genre. Ainsi la participation des femmes au système répressif que représente le sport n'est qu'une pseudo-libération (Caillat, 2014). Le sport populaire aspire à faire tomber les clichés en proposant des entraînements collectifs mixtes dans les pratiques individuelles comme les arts martiaux, la boxe ou le pole dance. Les sports collectifs se heurtent quant à eux aux instances qui organisent les championnats et proposent donc une pratique différenciée, ne déconstruisant pas les stéréotypes de genre.

Ainsi l'ensemble des disciplines pratiquées dans les espaces occupés n'abolissent pas toutes les dérives du sport moderne. Certains centres sociaux reproduisent – bien à leur insu – les stéréotypes de genre visibles dans le sport-spectacle. Néanmoins, il est important de constater que le sport populaire porte en lui d'intéressantes alternatives et solutions à ces dérives. Ici, le débat s'ouvre et la possibilité de créer un espace ouvert et indéfini, où le sport est réellement émancipateur et lutte contre toute barrière sociale, devient tangible.

> *« Refuser la hiérarchisation, le tri, la sélection et refuser la mesure, refuser le rendement, et j'ai l'espoir que si on commence à refuser le rendement et la mesure, dans le champ de l'activité physique et corporelle et bien que ça puisse s'étendre plus facilement au reste de la société, de la même façon que la sportivation des activités physiques a contaminé la société, je pense que la décolonisation de ces activités de l'esprit compétitif et concurrentiel, pourraient rejaillir sur toute la société. »*
>
> Ariès, 2013

S'il veut participer à la réalisation de la société – comme il entend le faire –, le sport institutionnel doit se soumettre à une déconstruction, et s'émanciper des distinctions sociales, raciales ou sexuelles qu'il génère. Soustraire le genre au sport, c'est enlever sa capacité à promouvoir une norme masculine sous couvert de neutralité. Le sport reste aujourd'hui à l'image de notre société capitalisée, bien que la question de comment « libérer le sport » se pose et que des alternatives sont mises en pratiques. Nous retiendrons ces mots, prononcés par Nelson Mandela, affirmant le vecteur d'unité qu'il représente:

« Le sport a le pouvoir de changer le monde. Il a le pouvoir d'unir les gens d'une manière quasi unique. Le sport peut créer de l'espoir là où il n'y avait que du désespoir. Il est plus puissant que les gouvernements pour briser les barrières raciales. Le sport rit au visage de tous les types de discrimination »

Mandela[1], 2000

Le sport est le fil rouge de cette étude car il constitue un marqueur de société particulièrement révélateur. Il n'est jamais insensible aux sociétés qui les pratiquent et les font évoluer (volontairement ou par la transgression des règles). À travers la déconstruction du phénomène sportif institutionnel et capitaliste, nous avons cherché à mettre en valeur l'alternative au système que propose le milieu alternatif romain. Les centres sociaux occupés et autogérés (*CSOA*) italiens sont les laboratoires d'une société basée sur l'autogestion, l'horizontalité et des moyens de travail extérieurs au circuit capitaliste. Ces modes d'organisation, qui engagent les responsabilités individuelles et collectives de chacun et chacune, permettent une indépendance vis à vis des logiques économiques. Ainsi les multitudes d'activités qui s'y pratiquent, l'école populaire, les concerts, les expositions, les débats, sont autant de productions possibles de cette société alternative, et constituent de réels marqueurs de ces espaces anti-institutionnels.

Ces zones autonomes échappent à l'uniformisation capitaliste des pratiques culturelles et sociales. On y expérimente une politique non partisane qui diffère des méthodes traditionnelles. Face aux limites de la démocratie multipartite classique où les représentants sont rémunérés, s'établit dans les zones autonomes une démocratie directe bénévole, horizontale et autonome.

Par delà les particularités de chaque centre et les revendications spécifiques qu'il porte en lui, se dégage néanmoins une homogénéité caractérisée par la mise en réseau des espaces occupés entre eux. Reste que, au terme temporaire de ce travail, il apparaît comme nécessaire de spécifier qu'un indéfinissable du centre social perdure. Si nous savons expliciter ce qu'un centre social n'est pas, il est pourtant plus délicat d'essentialiser ce qu'il est. À l'instar d'Hakim Bey qui ne souhaite pas instaurer de dogme lorsqu'il crée le concept de *TAZ* (1991), l'anti-fascisme est multiple, se réinvente tous les jours et se manifeste sous diverses formes. Le mouvement impulsé par les centres sociaux se revendique libertaire, et perdrait cette vision s'il était confiné derrière une définition arrêtée.

1. *« Sports have the power to change the world. It has the power to inspire, the power to unite people in a way that little else does. It speaks to youth in a language they understand. Sports can create hope, where there was once only despair. It is more powerful than governments in breaking down racial barriers. It laughs in the face of all types of discrimination. » Discours prononcé le 25 mai 2000 à Monaco.*

L'anti-fascisme est en mutation continuelle et l'utopie à laquelle il aspire est toujours en édification. En effet si les espaces occupés représentent d'authentiques mises en pratique d'un mode de vie émancipé des rapports de dominations, on pourrait encore observer que cette émancipation a sans cesse besoin d'être renouvelée et étendue. De la théorie à la pratique, on remarque que, en certains points, des inégalités admises dans la société extérieure perdurent au sein des centres sociaux. Les assemblées générales ne sont qu'utopiquement horizontales (Pecorelli, 2015), bien que des efforts soient consentis en faveur d'une horizontalité réelle. Si abolir les inégalités de sexes au sein d'une communauté autonome est difficile à mettre en place, comment abolit-on par exemple – et est-ce souhaitable – les inégalités de charisme au sein d'une assemblée ?

Les centres sociaux ne réalisent pas encore l'idéal auquel ils aspirent, mais les oasis échappant au capitalisme qu'ils constituent sont en eux-mêmes une fin. Ils libèrent l'espace et travaillent à l'élaboration et à la mise en pratique d'une société plus juste.

> *« L'un des principaux fil rouges qui relie mes travaux correspond à la difficulté croissante voire à l'impossibilité de monter des projets visant à fuir, à créer des îles pour des humains libres et à lancer un exode pour échapper au capitalisme. [...] Les géographes doivent soutenir les idées et les pratiques visant à ouvrir de nouveaux espaces, à construire de nouvelles trajectoires et à cartographier de nouvelles utopies. »*

Mudu, 2015

Ces espaces autonomes sont aujourd'hui menacés. Depuis l'été 2014 la police expulse les occupants et ferme ces espaces autogérés destinés à la socialisation de quartier. Dynamisant le territoire là où les structures d'État font défaut, ils doivent faire face à la malveillance des pouvoirs publics. Tant que les intérêts du privé et la loi de la propriété prendront le pas sur l'intérêt commun, les espaces sociaux autonomes seront voués à être remplacés par des zones commerciales. Selon Paul Chatterton (2009), l'occupation célèbre la puissance du local et valorise la diversité et la rupture face à la stérilité et l'uniformité des plans d'urbanisme.

> *« Le squat peut être une des rares ressources restantes permettant aux villes de conserver leur âme, histoire et rapports avec les gens plutôt que la règle du profit. Il illumine une utilisation collective et créative d'espace urbain qui ébauche des possibilités pour un changement social radical. »*

Chatterton, 2009

Dans la même optique, les occupations romaines et italiennes proposent une alternative à l'uniformisation des pratiques culturelles, des filières alimentaires, des médias et de la politique partisane traditionnelle.

Les centres sociaux occupés et autogérés incarnent plus que jamais la revendication du droit à la ville. Tout en posant la question d'un nouveau modèle de société, ils mènent la lutte spatiale de l'intérêt commun contre le particulier.

BIBLIOGRAPHIE

LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

- ANDREFF, W., 2012a, Mondialisation économique du sport, *De Boeck, Bruxelles.*
- ARANTES, P., SCHWARZ, R., ROLNIK, R., HARVEY, D., CHAREYRE, A., PIVERT, I., VAINER, C., ŽIŽEK S., 2013, Villes rebelles de New York à Sao Paulo, comment la rue affronte le nouvel ordre capitaliste mondial, *Ed. du Sextan, Paris*.
- ARENDT H., 1994, Condition de l'homme moderne*, CalMann-Lévy, Paris.*
- AUGUSTIN J.-P., 2009, Sports, violences et territoires, *Cahiers de Geographie du Québec.*
- AUGUSTIN J.-P., 2008, Comment la planète a adopté le sport.
- AUGUSTIN, J.-P., 1998, Sport, géographie et aménagement.
- BACKOUCHE I., RIPOLL F., TISSOT, S., et VESCHAMBRE V., (dir.), 2011, La dimension spatiale des inégalités, Regards croisés des sciences sociales, *Géographie sociale.*
- BALE, J., 2003, Sports Geography. *Routledge, London, New York.*
- BENSOUSSAN, G., DIETSCHY, P., FRANÇOIS, C., STROUK, H.,(sous la dir.), 2012, Sport, corps et sociétés de masse: Le projet d'un homme nouveau, *Armand Colin.*
- BERTHAUD, G., BROHM, J.-M., GANTHERET, F., 1968, Sport, culture et répression, *Partisans, Paris, France.*
- BEY, H., TRÉGUIER, C., 1997, TAZ: zone autonome temporaire, *Éd. de l'Éclat, Paris.*
- BOCCARD, P., 2015, Les femmes ne sont pas faites pour courir: sur les discriminations sexistes dans le sport, *Belin, Paris.*
- BONNET OULALDJ, N., PÉCOUT, A., VILLEPREUX, P., 2015, Libérer le sport : 20 débats essentiels, *éditions de l'atelier.*
- BONIFACE, P., VERSCHUUREN, P., 2012, JO politiques, *J-C. Gawsewitch, Paris.*
- BOURDIEU, P., CHARTIER, R., 2010, Le sociologue et l'historien, *Éditions Agone.*
- BROHM, J.-M., 1992, Jeux olympiques à Berlin, *Complexe, Bruxelles, Belgique.*
- BROHM, J.-M., BAMBUCK, R., 1977, 1992, Sociologie politique du sport, *Thèse d'État, Presses universitaires de Nancy, France.*
- BROUCARET, F., BUFFET, M.-G., 2012, Le sport féminin: le sport, dernier bastion du sexisme ?, *Michalon éd., Paris, France*.
- CAILLAT, M., 1996, Sport et civilisation: histoire et critique d'un phénomène social de

masse, *Paris, France.*

- CAILLAT, M., 2014, Sport: l'imposture absolue, *Le Cavalier Bleu, Paris, France.*
- CAILLOIS, R., 1967, Les Jeux et les hommes : Le masque et le vertige.
- CAILLY L., Sociale (Géographie), in LEVY J., LUSSAUTLT M., 2003, Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, *Belin, Paris.*
- CARREL, M., CARY, P., WACHSBERGER J-M., 2013, Ségrégation et fragmentation dans les métropoles: Perspectives internationales. *Presses Univ. Septentrion.*
- CLASTRES, P., 2013, Culture de paix et culture de guerre. Pierre de Coubertin et le Comité International olympique de 1910 à 1920, *Guerres mondiales et conflits contemporains.*
- CHATTERTON, P., HOLLANDS, R., 2003, Urban nightscapes: youth cultures, pleasure spaces and corporate power. *Routledge, London, New York.*
- CLASTRES, P., 2011, La société contre l'État: recherches d'anthropologie politique. les Éditions de Minuit, impr. 2011, *Paris, France.*
- CLASTRES, P., 1972, Chronique des Indiens Guayaki: ce que savent les Aché, chasseurs nomades du Paraguay. *Plon, Paris, France.*
- DAVIS, M, MORROW R., 1990, 2006, City of Quartz ; Excavating the Future in Los Angeles. *Verso, London, New York.*
- DAZIERI, S., 1996, Italia overground: mappe e reti della cultura alternativa. *Roma: Castelvecchi.*
- DIETSCHY, P., GASTAUT, Y., MOURLANE, S., 2006, Histoire politique des coupes du monde de football. *Vuibert, Paris.*
- DJAMENT-TRAN, G., 2011, Rome éternelle, les métamorphoses de la capitale, *Beli, Paris.*
- ENGELS, F., 1872, La Question du logement' *–traduit de l'allemand par Gilberte Lenoir– Éditions sociales, Paris.*
- EPSTEIN, D., BOUGARD O., 2014, Le gène du sport la science explore les performances extraordinaires des athlètes. *Paris: Talent Sport.*
- FRANK, R., COOK, P., 1995, The Winner-Take-All Society: How More and More Americans Compete for Ever Fewer and Bigger Prizes, Encouraging Economic Waste, Income Inequality, and an Impoverished Cultural Life. *New York: Free Press.*
- GAFFNEY, C.T., MASCARENHAS, G., 2005-2006, The soccer stadium as a disciplinary space, *Esporte e Sociedade, n°1*
- HACKER, J., PIERSON, P., 2010, Winner Take All Politics, How Washington Made the Rich Richer—and Turned Its Back on the Middle Class, *Simon & Schuster, Thousand Oaks, CA*
- HARVEY, D., 2011, Le capitalisme contre le droit à la ville: néolibéralisme, urbanisation, résistances. *Éd. Amsterdam, Paris.*
- HARVEY, D., 2012, Rebel cities: from the right to the city to the urban revolution, *London.*

- HEIMERMANN, B., 1980, La fin des Jeux Olympiques, *Paris, Garnier.*
- LAGUILLAUMIE, P., 1972, Pour une critique fondamentale du sport, Partisans, sport culture et répression, *Maspero, Paris.*
- LEFEBVRE, H., 1974, La production de l'espace. *Éditions Anthropos, Paris.*
- LEFEBVRE, H., 1968, Le Droit à la ville. *Anthropos, Paris.*
- LÉVI-STRAUSS, C., 1962, La pensée sauvage, *Plon, Paris.*
- LÉVI-STRAUSS, C., 1962, Tristes tropiques. *Union Générale d'Édition, Paris, France.*
- LEVY, J., 1999, Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde, *Belin, Paris.*
- LIOTARD, P., TERRET, T. (Eds.), 2005, Sport et genre.
- MAILLARD, S., VASSORT, P., 2014, CIO, FIFA le sport mortifère (Chine, Afrique du Sud, Russie, Brésil, Qatar …), *Le bord de l'eau, Lormont.*
- MARCUSE, H., 1965, Tolérance Répressive.
- MARTINAIS, E., MOREL-JOURNEL, C., et DUCHÊNE, F., 2006, La construction sociale du risque environnemental : un objet géographique ?, dans *« Penser et faire la géographie sociale », Presses universitaires de Rennes.*
- MENESSON, C., 2005, Être une femme dans le monde des hommes. Socialisation sportive et construction du genre, *Paris, L'Harmattan.*
- MUDU, P., CLERVAL, A., FLEURY, A., REBOTIER, J., WEBER, S., 2015, Espace et rapports de domination, *Rennes.*
- OBLIN, N. 2009, Sport et capitalisme de l'esprit : sociologie politique de l'institution sportive. *Ed. du Croquant,.*
- OLLIER, F., VAUGRAND, H., VASSORT, P., 1998, L'illusion sportive sociologie d'une idéologie totalitaire. *Institut de recherches sociologiques et anthropologiques, Montpellier.*
- PERSONNE, J., 1993, Le sport pour l'enfant: ni records ni médailles, *Ed. l'Harmattan, Paris, France.*
- POGGIO, PP.. 2011, L'altronovecento: comunismo eretico e pensiero critico. *Brescia; Milano: Fondazione Luigi Micheletti.*
- POURRIOL, O., 2010, Éloge du mauvais geste, *Paris, France.*
- POCIELLO, C., 1999, Sports et sciences sociales: histoire, sociologie et prospective. *Vigot, Paris, France.*
- POGAM, Y.L., 1999, Rites du sport et générativité du social. *Corps et culture.*
- RANC, D., SONNTAG, A., 2013, La « démocratie corinthiane », un exemple d'organisation créative dans le football au temps de la dictature brésilienne. *Humanisme et Entreprise*
- REDEKER, R., 2002, Le sport contre les peuples. *Berg International, Paris, France.*
- RITCHIE, J.R., 1984, Assessing the Impact of Hallmark Events: Conceptual and Research

Issues, *Journal of Travel Research*

- ROCHE, M., 2000, Mega-Events and Modernity: Olympics and expos in the growth of global culture. *Routledge, London.*
- ROCHEFORT, R., 1982, Réflexions liminaires sur la géographie sociale, *Actes du Colloque de Géographie Sociale de Lyon, Géographie Sociale.*
- SÉCHET, R., VESCHAMBRE, V., 2006, Penser et faire la géographie sociale : Contribution à une épistémologie de la géographie sociale. *Presses universitaires de Rennes.*
- SERRADO, R., 2009, O jogo de Salazar: a política e o futebol no Estado Novo. *Casa das Letras, Cruz Quebrada.*
- VASSORT, P., 1999, Football et politique: sociologie historique d'une domination. *Éd. de la passion, Paris.*
- VASSORT, P., HAMEL, C., MAILLARD, S.,(sous la dir.), 2012, Le sport contre la société, *le Bord de l'eau.*
- VIALA, L., 2006, Pour une nouvelle géographie urbaine critique, dans « *Penser et faire la géographie sociale », Presses universitaires de Rennes.*
- VIRNO, P., HARDT M. 2006, Radical Thought in Italy a Potential Politics. *Minneapolis: University of Minnesota Press.*
- VOLVEY, A., 2003, «Terrain», in J. Lévy et M. Lussault, Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, *Paris, Belin.*

ARTICLES

- ALTHUSSER, L., 1970, Idéologie et appareils idéologiques d'État, *La Pensée, n° 151.*
- ANDREFF, W., 2012b, Pourquoi le coût des Jeux Olympiques est-il toujours sous-estimé ? La "malédiction du vainqueur de l'enchère", *Papers of Europe.*
- BLANC, J-S., 2009, Les murs, ou la marque visible de l'exclusion, *CEIM.*
- CHATTERTON, P., HODKINSON, S., 2006, Autonomy in the city? Reflections on the social centres movement in the UK, *City.*
- CHATTERTON, P., 2008, Autonomous spaces and social centres. So what does it mean to be anti-capitalist?, *Urban Studies.*
- CHATTERTON, P., 2002, Squatting is Still Legal, Necessary and Free : A Brief Intervention in the Corporate City, *University of Newacastle, Antipode.*
- COCCIA, P., 2014, Una palestra al Tufello popolare e di massa, la Valerio Verbano, *Il Manifesto.*
- DE COUBERTIN, P., 1972, Les femmes aux Jeux olympiques, *Revue olympique, nº 79.*
- DETROYAT, O., 2013, Londres revendique le tour de force d'avoir organisé des JO rentables, *Le Figaro.*
- DINAMOPRESS (rédaction de), 2014, Che cosa è e cosa rappresenta lo sport popolare?, *Dinamopress.*
- DUMONT, A., 2013, Crise du logement en Italie: Rome capitale des squats, *MyEurop.info*
- FROISSART, L., 2008, Nous verrons bientôt des chinoises aux premières places mondiales, *Libération.*
- HEIMERMANN, B., VILLEPREUX, O., SERRES, E., 2014, Faut-il redéfinir le mode d'attribution des JO ?, *l'Humanité*.
- LACASSE, S., 2005, Une sociologue chez les danseuses nues, *Université de Montréal.*
- LEVI, P., 1974, Corriere della sera, *réédité dans le recueil « L'assymétrie et la vie » .*
- LOUVEAU, C., 2009, Le test de féminité, utile ou sexiste?, *les Inrockuptibles*
- ORWELL, G., 1945, The Sporting Spirit, *Tribune, London.*
- PECORELLI, V., 2015, Spazi liberati in città: i centri sociali. Una storia di resistenza costruttiva tra autonomia e solidarietà, *ACME.*
- QUESADA, J.D., 2014, Ayotzinapa, la cantera de los profesores rebeldes de México, *El País.*
- THÉRY, H., REYS, A., 2013, Rio de Janeiro, métropole inégalitaire. *Infographie Le Monde.*
- TRAPESE COLLECTIVE, 2007, Do It Yourself: A Handbook For Changing Our World, *the trapese collective.*
- VILARS, T., 2014, Tafta, *Le Nouvel Observateur.*

CONTENU CINÉMATOGRAPHIQUE

Le contenu cinématographique est composé de film-documentaires ou « mini-docus ». Une section spéciale est réservée aux centres sociaux et au sport populaire qui constituent une source d'étude alternative.

- BORREL, P., 2014, L'Urgence de ralentir, *Arte.*

https://www.youtube.com/watch?v=DxUu_kq3AJo

- CANTONA, E., interventions de FERNÁNDEZ MOORES, E., 2012, Looking for Buenos Aires, *CanalPlus, Cantobros Productions.*

https://www.youtube.com/watch?v=qbXYGiL5ODk

- CARBONE, C., 2016 *(à paraître),* Rosso Vivo.
- COHN-BENDIT D., 2014, Sur la route avec Socrates : Foot, Brésil et politique, *Arte.*
- DATAGUEULE, 2014, Le Foot Business, *France Télévisions, Premières Lignes Télévisions.*

https://www.youtube.com/watch?v=XdRhS0MacqE

- RIEFENSTAHL, L., 1938, Olympia. Koln, Royaume-Uni.

https://www.youtube.com/watch?v=lLnGqMoNXRI

- WAGENHOFER, E., NEUGEBAUER H., REBOLJ. D., 2009, We feed the world. Le marché de la faim, *Demiurg*.

https://archive.org/details/LeMarchDeLaFaim

Centres Sociaux et Sport Populaire

- SCUP - Sogni contri imbrogli, *Radio Sonar*

https://www.youtube.com/watch?v=xTnuWxDtISk

- SCUP SGOMBERATO - Ruspe contro la Cultura popolare, *Libera.tv*

https://www.youtube.com/watch?v=lsR_i3naPAI

- 1° Raduno Nazionale Pallacanestro Popolare

https://www.youtube.com/watch?v=Yg4DJ7NobJc&feature=youtu.be

- TRAMONTANA, G., COLAJANNI, G., 2014, A Palermo lo sport è popolare - Palestra Popolare Palermo & Antifa Fight Club

https://www.youtube.com/watch?v=VecsTn-gu0g

- Corto Circuito 1990 – 2015, 2015 *Radio Sonar.*

https://www.youtube.com/watch?v=1hwg2zycK_Y

- “La Città dell'Utopia” - BAYURGIL E.

https://www.youtube.com/watch?v=od4WsyqFYO0

INTERVENTIONS

- L'YVONNET F., PICHERY B., (réal.), Regards sur le sport*, INSEP – Le Pommier.* interventions: ANDREFF, W.,2012c, REDEKER R., 2012, FINKIELKRAUT, A., ARIES P., 2013 extraits :

  http://www.universcience.tv/video-wladimir-andreff-economiste-6218.html
  http://www.universcience.tv/video-robert-redeker-philosophe-6226.html
  http://www.universcience.tv/video-alain-finkielkraut-philosophe-6138.html
  http://www.universcience.tv/video-paul-aries-politologue-6056.html
- THUILLIER J-P., 2010, Sport antique, Sport moderne, *Exposé à l'ENS.*
  http://www.les-ernest.fr/sport-antique-sport-moderne/
- VASSORT, P., 2013, Intervention au cours du débat sur le mondial brésilien au théâtre La Clef, lors du débat de clôture du festival « Brésil en Mouvement », *Théâtre La Clef.*
- RaiSport1, 2013, Il progetto Palestre Popolari Uisp: parla Simone Sallusti
  https://www.youtube.com/watch?v=2cQZU5mShE0

SITOGRAPHIE

- Acrobax: acrobax.org
- All Reds Rugby : allreds.it
- Cagne Sciolte: cagnesciolte.noblogs.org
- Corto Circuito: cortocircuito.sonarproject.net
- Forte Prenestino: forteprenestino.net
- La Città dell'Utopia: lacittadellutopia.it
- La Torre: csalatorre.net
- Spartaco: csoaspartaco.wordpress.com
- Communia: communianet.org
- Sans Papiers: sanspapiers.sonarproject.net
- Marché Alternatif Eco Sol Pop: ecosolpop.wordpress.com
- http://romattiva.wordpress.com/centrisocialiroma
- Coordinamento Cittadino di Lotta per la Casa : coordinamento.info
- DinamoPress: www.dinamopress.it
- Radio sonar : radiosonar.net

TABLE DES MATIERES

ANNEXES

TABLE DES ILLUSTRATIONS

CARTES

TABLEAUX

FIGURES

Tableau 1 : Les Centres Sociaux pratiquant du sport à Rome, Partie I

Nom	Forte Prenestino	Corto Circuito	CSOA Spartaco	CSA La Torre
Quartier	*Centocelle*	*Quadraro*	*Quadraro*	*Casal De' Pazzi*
Histoire et Définition	Fort militaire bâti à la fin du XIXe siècle pour protéger la ville. Abandonné puis occupé depuis 29 ans par environ 70 membres, ce qui en fait le centre social romain le plus ancien et le plus grand encore en activité. Il propose un nombre conséquent d'événements et d'activités.	Espace occupé depuis les années 90, marqué par une forte politisation dans un quartier qu'il a requalifié. Ses *palestra* et *osteria popolare* en font un lieu de socialisation pour le quartier.	Lieu de production independante et de promotion de la culture. *Spartaco* agit dans le militantisme politique, celui des artistes et activistes et dans la relation avec son quartier.	Tour occupée dans le quartier de *Casal De' Pazzi* près de la *Sapienza* et sans cesse sous menace d'expulsion. En 1997, la *Torre* investit un nouvel espace.
Activités	Palestre: •Acrobatique aerienne •Hata Tantra Yoga •Kali Escrime •Flamenco •Acro Yoga •Karaté •Swing •Boxe •Yoga •Pilates •Parkour •Taiji Quan •Pole Dance •Sasori Kenpo •Ti à l'arc •Danse africaine •Danse Contemporaine •Alpinisme horizontal •Cantine Populaire •Imprimerie •Salle de Thé •Cours de dessin •Cours de langue: -Francais -Anglais -Allemand -Arabe -Italien •Cours de Musique •Cours de Photo •Studio de musique •Sale de répétition •Ciclofficine •Theatre •Maison d'édition •Cinéma •Ateliers divers...	•Bistrot/Restaurant populaire •Ecole populaire •Ciclofficine Palestre: •Kick Boxing enfants •Capoeira enfants •Kung Fu Panda •Kick Boxing Adulte (amateurs et compétiteurs) •Cardio Kick Boxing Ad. •Capoeira Adulte •Taekwondo •Défense Personelle •Tai Ji Quan •Qigong •Gymnastique Générale •Kundalini Yoga •Pilates •Danse populaire •Salsa	Sport •Rugby •Boxe Musique •Percussions Brésiliennes •Orchestre •Los Adoquines de Spartaco: Fanfare Populaire •Cinéma •Théatre •Cours de Tango Consomamtion critique: •Ciclofficine •Marché SemiUrbain •Restaurant Populaire	•Acrobaties •Acrobaties Aériennes • Capoeira •Cirque: -Picolissimo 4-5 Ans -Picolo 6-7 Ans -Ado 8-10 Ans • Jonglage •Pole Dance •Yoga
Internet	forteprenestino.net	cortocircuito.sonarproject.net	csoaspartaco.wordpress.com	csalatorre.net/
Création	1er mai 1986	Avril 1990	15 Juin 1999	4 Juin 1994

Tableau 2 : Les Centres Sociaux pratiquant du sport à Rome, Partie II

Nom	LOA Acrobax	Cagne Sciolte	Città dell'Utopia	Scup Sport Cultura Popolare
Quartier	*San Paulo*	*San Paulo*	*San Paulo*	*San Giovanni*
Histoire et définition	Terrain de courses de lévriers abandonné et occupé par des étudiants en sciences politiques de *Roma Tre*, l'université voisine, pour créer des laboratoires occupés et autogérés à forte vocation politique.	Ancien Strip-Club abandonné, réhabilité et occupé par des militantes féministes contre le sexisme dans un environement engagé dans les thématiques queer.	Petit restaurant des années 20 occupé et autogéré en tant que laboratoire social et culturel en faveur d'un développement local et global équilibré, durable et juste. L'occupation de la *Città dell'Utopia* est le fruit d'un service civique international.	Édifice occupé et autogéré par une association d'habitants du quartier de *San Giovanni*. Espace de socialisation proposant culture, sport et éducation à prix accessibles à tous. Depuis le 7 mai 2015, le *Scup* a été expulsé et occupe désormais un dépôt de la société de chemin de fer, toujours dans le même quartier.
Activités	•Polysportive: -Rugby Masculin -Rugby Féminin -Rugby Enfants -Basket Masculin •Palestra Popolare Independante •Renoize •Politica	•Pole Dance •Cours de langue: -allemand -espagnol -anglais -russe -italien réservé aux femmes •Trattoria vegan •Dévelopement photo •Sportello anti-violencia per donne	•Cours de langue: -espagnol -français -anglais -russe -italien •Qi Gong •Méditation de conscience •Edu-Yoga •Théatre •Tango •Médiathèque •Projections •Séminaires •Café Social •Présentations de Livres •Concerts •Divers événements	•Palestra popolare -Capoeira -Capoeira angolaise -Capoeira enfants: 3-5 ans et 6-11 ans -Boxe -Kick Boxing -Défense Personelle -Parkour adultes et enfants -Bioenergetique -Tai Chi -Yoga -Tango -Hip Hop -Samba •Journalisme •Webradio •Marché bio •Cours de langues -Anglais -Italien -Espagnol -Chinois -Grec -Allemand •Cours de musique -Chant -Guitare -Violon -Piano -Basse •Labo pour enfants -Expériences et jeux scientifiques -Anglais -Initiation musicale •extras
Internet	acrobax.org	cagnesciolte.noblogs.org	lacittadellutopia.it	scup.sonarproject.net
Création	2005	2013	2010	2012

Paris, Institut de Géographie, 191 rue Saint-Jacques, le 30 janvier 2015

Entretien avec un témoin privilégié
Silvia Corti – Slavina

Version Française

Cyber-activiste aujourd'hui domiciliée à Barcelone, Silvia Corti a connu le milieu des centres sociaux romains dans les années 1990. Alors membre du Forte Prenestino*, sa rencontre à l'Institut de Géographie à Paris en février 2015, alors qu'elle était venue présenter un atelier, fût une parfaite introduction à l'univers alternatif romain.*

—

Silvia Corti a grandi dans la Rome des années 90, quand chaque quartier avait son centre social. Il y en avait tellement (une quarantaine) que l'on pouvait choisir le sien par rapport à ses affinités. Ils se différenciaient au niveau politique mais aussi dans les attitudes. Slavina, elle, était membre du « *Forte Prenestino ».*

Le *CSOA Forte Prenestino*, qui a aujourd'hui 30 ans, occupe un fort militaire abandonné, édifié à la fin du XIXe siècle. Il se caractérise par son côté « artistique » et la pratique de technologie avancées, dites: « Hack-lab ». *Ricomencio del faro*, par exemple, était un centre social « staliniste » et arborait des portraits de Staline, Lenine et Marx dans l'entrée...

Ces *squats* étaient le théâtre de l'avant garde au niveau musical. L'accès facile aux nouvelles musiques techno et hip hop généra une effervescence qui influença quelques années après la culture mainstream. Chaque squat avait son groupe de musique, hip-hop ou « *posse »*, tant sa pratique était simple, un ordinateur et un micro suffisaient.

Cette effervescence était aussi contestatrice, en 1989/90, un mouvement étudiant appuyé par des centres sociaux prend le nom de « *pantera »* en raison d'un animal échappé d'un zoo, contre une réforme de l'université qui glisse du public vers le privé.

⋆

La vie politique d'un centre social a lieu lors de l' « *Assembleia de Gestione »*; c'est là que se prennent les décisions, après une ronde de communication et de requêtes avec l'extérieur – un tel veut faire un concert, un marché, etc. – sur la vie du squat. En théorie, il n'y a pas de

hiérarchie, mais dans la pratique ce n'est pas le cas et la parole est inéquitable car elle dépend de plusieurs facteurs comme le charisme, l'ancienneté, la présence etc..

Slavina trouve que peu d'espace est laissé à l'auto-critique. Le féminisme n'avait pas trop sa place. Récemment, le collectif « *Cagne Sciolte* », composé de femmes luttant contre le sexisme, occupe un night-club abandonné où le sport roi est le pole dance. En effet ces centres occupent des lieux qui parfois représentent le contraire des aspirations propres à l'espace créé. Par exemple, l'*Acrobax* est situé sur un ancien terrain où l'on pariait sur les courses de lévrier, le *Forte Prenestino* occupe un fort militaire, ou encore le *Villagio Globale*, qui occupe un ancien abattoir...

En 1990, libérer l'espace revient à s'approprier un espace public et avoir l'eau et l'électricité. Au milieu des années 90 une partie des squats contactent la mairie et se régularisent. Ces centres sont aussi des zones de travail, certains vont se muer plus tard en entreprise sociales, embauchant pour des postes qui avant étaient bénévoles (cuisine, ménage...) Le *Brancaleone*, avant-garde de ce changement, fut considéré comme traître.

Si dans les années 90 il existait une quarantaine de centres sociaux à Rome, aujourd'hui il n'en reste qu'une dizaine[1], car la plupart ne sont plus des occupations ni des autogestions. Les maisons occupés sont des squats qui remplissent une fonction plus primaire que les centres sociaux, et sont consacrés aux familles.

⋆

Le sport est un moyen de connexion avec le territoire. Sa pratique est pour un centre social un moyen de se connecter avec son quartier, son territoire et d'attirer des personnes qui n'ont jamais mis les pieds au centre social pour des raisons politiques où parce qu'il ne les connaissent pas. Il faut en effet « connaître » pour entrer dans ces espaces.

La « *palestra popolare* » est un gymnase consacré au « sport populaire ». À Rome, la *palestra popolare* de *San Lorenzo* est le lieu historique. Giuliano enseigne la capoeira dans les centres sociaux, un sport qui est devenu populaire et s'est développé à travers sa pratique dans les espaces occupés. Turin accueille chaque année un meeting de *palestre popolare*.

⋆

On ne peut parler d'*un seul* mouvement, les squats sont une partie – plurielle – de ces mouvements. Dans les années 1970, les mouvements se font dans les lieux de travail, avec les syndicats ; mais en 1990, le travail s'est dématérialisé, c'est pourquoi le mouvement eût besoin d'un espace matériel pour exister.

---

1. Parmi les centres sociaux des années 90. Rome compte aujourd'hui une centaine de centres sociaux dont la plupart ont été créés plus récemment.

Ces espaces sont là où l'on expérimentait une nouvelle forme d'organisation de vie, où l'on est pas esclave de son travail et où l'argent n'est pas nécessaire – en théorie – Ce sont aussi des points de savoir, (apprentissage des langues, débats..) ou de multiples activités (tatouages, piercing, etc.)...

Paris, Instituto de Geografia, 191 calle Saint-Jacques, el 30 de Enero de 2015

Entrevista con un testigo privilegiado
Silvia Corti – Slavina

Versión en Español Castellano ***(attestée par courrier électronique)***

Cyber-activista hoy domiciliada en Barcelona, Silvia Corti – alias Slavina – ha conocido el medio de los centros sociales romanos en los años 1990. Entonces miembro del Forte Prenestino, su encuentro en el Instituto de Geografía a París en enero 2015, mientras que venia por un taller, ha sido una perfecta introducción al universo alternativo romano.

—

Silvia Corti ha crecido en la Roma de los años 90, cuando cada barrio tenía su centro social. Había tanto (una cuarentena) que se podía elegir el suyo según sus afinidades. Se diferenciaban al nivel político pero también en las actitudes. Slavina, ella era miembro del « *Forte Prenestino* ».

El *CSOA Forte Prenestino*, que cumplió en 2015 veintinueve años, ocupa un forte militaría abandonado, construido al final del século XIX. Se caracteriza por su lado « artístico » y la practica de tecnologías avanzadas, los « *Hack-lab* ». *Ricomencio del faro*, por ejemplo, era un centro social « stalinista » y tenía carteles de Staline, Lenine y Marx en la entrada...

Esas ocupaciones eran el teatro de la vanguardia al nivel musical. El acceso fácil a las nuevas músicas techno y hip hop provocó una efervescencia que influyó un par de años después la cultura mainstream. Cada ocupa tenía su grupo de música, hip hop o « *posse* », tan su practica era simple, solo se necesitaba un ordenador y un micrófono.

Esta efervescencia era también de contestación, en 1989/90, un movimiento estudiante apoyado por los centros sociales cogió el nombre de « *pantera* » por un animal escapado del zoo, en contra de una reforma de la universidad que desliza del publico hasta el privado.

⋆

La vida política de un centro social ocurre en la « *Assembleia de Gestione* » ; ahí se toman las decisiones, después de una ronda de comunicación y de solicitudes con el exterior –

este quiere hacer un concierto, un mercado, etc. – sobre la vida del ocupa. En teoría, no hay jerarquía, pero en la practica no es el caso y la palabra no es equitativa porque depende de varios factores como el carisma, la antigüedad, la presencia, etc.

Slavina piensa que poco espacio está dejado a la auto-critica. Por ejemplo, no se trataba mucho de feminismo. Hace poco, el colectivo « *Cagne Sciolte* », compuesto de mujeres luchando contra el sexismo, ocupa un night-club abandonado donde el deporte rey es el pole dance.

En efecto estos centros ocupan espacios que muchas veces representan el contrario de las aspiraciones del centro creado : el *Acrobax* está ubicado en un antiguo campo donde se apostaba sobre las corridas de perros, el *Forte Prenestino* ocupa un forte militaría, o también el *Villagio Globale*, ocupa un antiguo matadero...

⋆

En 1990, liberar el espacio significa apropiarse un espacio publico y tener el agua y la electricidad. En el medio de los años 1990, una parte de las ocupas contactan el ayuntamiento y se regularizan. Estos centros también son zonas de trabajo, algunos van a mudar más tarde en empresas sociales. El *Brancaleone* es la vanguardia deste cambio, y entonces llegó a ser considerado como traidor.

De la cuarentena de centros sociales que existían en los años 1990 a Roma, hoy sólo quedan una decena[1], porque la mayoría ya no son ocupaciones ni autogestiones. Las casas ocupadas son ocupas que cumplen una función más primaria que los centros sociales, y son destinadas a las familias.

El deporte es un medio de conexión con el territorio. Su practica es para un centro social un medio de conectarse con su barrio, su territorio y atraer personas que jamás han venido en el centro social por razones políticas o por no conocer. En facto hay que « conocer » para entrar en estos espacios.

La « *palestra popolare* » es un gimnasio destinado al « deporte popular ». A Roma, la *palestra popolare de San Lorenzo* es un lugar histórico. Giuliano enseña la capoeira en los centros sociales, un deporte que llegó a ser popular y se desarrolló a través de su practica en los espacios ocupados. Torino recibe cada año un meeting de « *palestre popolare* ».

⋆

---

1. Entre los centros sociales de los años 90. Roma cuenta hoy una centena de centros sociales por la que la mayoría han sido creados más recientemente.

No se puede hablar de un sólo movimiento, las ocupas son una parte – plural – de estos movimientos. En los años 1970, los movimientos se hacen en los lugares de trabajo, con los sindicatos : pero en 1990, el trabajo se des-materializó, por isso el movimiento ha necesitado un espacio material para existir.

Estos espacios son donde se experimenta una nueva forma de organización de vida, donde uno no es esclavo de su trabajo y donde el dinero no es – en teoría – necesario. También son puntos de conocimientos : aprendizaje de idiomas, debates... o de varias actividades : tatuajes, piercing, etc..

Rome, Centre Social Scup, via della stazione Tuscolana, le 28 mai 2015

Entretien avec un témoin privilégié - Giuliano

Version Française

Giuliano est maître de capoeira dans les centres sociaux romains. Aujourd'hui au Scup *et au* Corto Circuito*, il a enseigné dans une multitude d'espaces occupés depuis les années 1990. Cet entretien improvisé a eu lieu au nouveau centre social* Scup*, le 28 mai 2015 au* 84 via della stazione Tuscolana*, lors d'un buffet organisé alors que le cours de capoeira en extérieur était annulé à cause de la pluie.*

—

Depuis combien de temps enseignes-tu la capoeira?

Depuis 22 ans maintenant, j'ai commencé au centre d'études brésiliennes. Puis j'ai commencé à enseigner dans les espaces occupés, à *Tufello*, un quartier très populaire, dans un centre social de *Roma Nord* qui n'existe plus. Ensuite il y a eu le *Corto Circuito*, où il y avait la *palestra popolare* avec Enzo, le maître de kick-boxing. Enzo a été le premier à construire une salle de sport dans un centre social. La capoeira est arrivée l'année suivante, puis les gens restaient et avaient faim, alors est arrivée l'*osteria*, etc. Avant il n'y avait pas de secrétariat, aujourd'hui tu vas au *Scup*, à la *palestra* de *San Lorenzo* ou au *Corto* il y a un accueil et une personne te dit à quelle heure sont les cours, les coûts etc. Avant on s'arrangeait, on te disait quand venir, tu donnais l'argent à un tel, etc.

Le sport est arrivé avant la dimension politique ou ce fut la politique avant?

À l'origine c'était la démarche sociale, les expos et la culture, le sport est venu après. C'est une bonne façon d'intéresser les gens du quartier qui traînent, on ne va pas les chercher dans la rue et leur parler de la Palestine ou je ne sais quoi. Non, on fait du sport ensemble, après on va aller boire un verre, on mange et éventuellement on parle du mouvement, des manifs...

Le sport est un moyen d'intéresser des gens qui n'auraient jamais mis les pieds dans un centre social pour des raisons politiques.

Pourquoi la capoeira, plus qu'un autre sport, s'est-elle développée dans les centres sociaux?

La capoeira est un sport très social, il y a cette notion de groupe qui prévaut. La « *roda*[1] » joue la musique et ensuite s'affronte les capoeiristes. Tu peux être n'importe qui, le meilleur du monde, si je joue la musique lentement, tu vas te déplacer lentement.

C'est comme une danse?

Non, c'est un art martial, tu dois toucher ton adversaire, mais tu le respectes car il est du groupe et de la *roda*. Ce n'est pas comme les autres arts martiaux où autant que tu respectes ton adversaire, tu dois l'affronter et ça ne t'importe pas si tu le blesses. À la capoeira tu peux être le meilleur, battre lui, lui et lui, et tu resteras tout seul, sans musique et tu ne pourras plus jouer. De plus l'histoire de la capoeira est celle des esclaves noirs en quête de liberté physique et mentale. Le mouvement des centres sociaux s'inspire de cette recherche de droits et de liberté.

En quoi la pratique en centre social et le sport populaire diffèrent de la pratique en club?

Le sport populaire peut être pratiqué n'importe où, pas seulement dans les centres sociaux, il ne dépend pas de l'endroit où tu le pratiques mais plutôt des principes avec lesquels tu le pratiques. Les centres sociaux occupés permettent une pratique moins chère donc plus accessible. Ici le prix est bas, si tu ne peux pas payer tu me donnes moins, ou tu me donnes rien ou tu me donneras plus tard... En club si tu ne peut pas payer tu ne pratiques pas. Je pourrais enseigner dans un club avec de belles installations et gagner plus d'argent, mais ça ne m'intéresse pas d'enseigner dans un cadre où on t'exclue si tu n'as pas d'argent.

Aussi ici – *dans les centres sociaux* – je peux organiser un événement international de capoeira en invitant des grands maîtres de toute l'Italie et du Brésil, le repas, la location etc. vont me coûter moins cher que dans un club. Avec le *Corto* [*Circuito*] il n'y a pas de problème, s'il me reste de l'argent il va pour le centre social, c'est normal. Quand ça va bien c'est pour tout le monde et quand ça va mal aussi.

1. Ronde en brésilien.

Roma, Centro Sociale Scup, via della stazione Tuscolana, il 28 maggio 2015

Entretien avec un témoin privilégié - Giuliano

Versione Italiana ***(attestée par courrier électronique)***

Giuliano è maestro de capoeira nei centri sociali. Oggi allo Scup *e* Corto Circuito*, ha insegnato in varie spazi occupati dagli anni 1990. Questa intervista improvvisata ha avvuto luogo nello nuovo centro social* Scup*, il 28 di maggio 2015 allo 84 via della stazione Tuscolana, durante un aperitivo organizato mentre lo corso di capoeira all'aperto era cancellato devuto alla pioggia.*

—

Da quando insegni capoeira?

Da più di 22 anni, iniziai al centro di studio brasiliano. Poi ho cominciato ad insegnare nelli spazi occupati, a Tufello, un quartiere molto popolare di Roma Nord, ora lì il centro sociale non esiste più. Poi al *Corto Circuito*, dove c'era la palestra popolare con Enzo, il maestro di kick boxing. Enzo foi il primo a construire una academia dentro duno centro sociale.
Con la capoeira lì abbiamo iniziato l'anno dopo, la gente rimaneva ed aveva fame, quindi é così nata l'osteria. Ovviamente prima non c'era la segretaria, oggi se vai allo *Scup*, alla palestra di San Lorenzo o allo stesso *Corto*, c'è della accoglienza, trovi una persona che ti dice gli orari dei corsi, i prezzi, etc. Prima toccava arrangiarsi, ci si trovava, qualcuno diceva quando fare le lezioni, qualcun'altro raccoglieva i soldi, etc.

Lo sport è arrivato prima della dimensione politica, o c'era già un interesse politico?

All'inizio era pura iniziativa sociale, con varie esposizioni, attività culturali… Lo sport è venuto dopo. C'era un modo di interessare la gente del quartiere, invece di stare per strada a far nulla veniva a fare sport. Non abbiamo mai provato ad avvicinarli parlandogli di Palestina o altre idee politiche. Noi facevamo sport insieme, dopo bevevamo qualcosa, si mangiava ed eventualmente si parlava del movimento o della manifestazione. Attraverso lo sport abbiamo fatto interessare tanta gente che non sarebbe mai entrata in un centro sociale per via di ragioni politiche.

Remerciements

L'écriture de ce mémoire a été l'occasion de vivre une aventure enrichissante et de découvrir un milieu qui m'a passionné par la noblesse des luttes qu'il mène et pour lequel j'ai la plus grande estime. Ma première pensée va à tous les centres sociaux romains et aux personnes qui s'y impliquent depuis plusieurs décennies. Cette expérience n'aurait pas été aussi aboutie sans certaines personnes que je souhaite remercier ici.

à Claudio pour m'avoir présenté l'Acrobax et son équipe de rugby anti-fasciste,
à Slavina et Giuliano pour leur altruisme et leurs témoignages spontanés qui m'ont captivé et ont donné à ce projet une nouvelle dimension,
à Sofia, Mytra, Marilena, Simone, Fefa et toutes celles et ceux qui m'ont fait part de leurs vécu dans cet univers alternatif qui n'aura cessé de me surprendre,

à Louis Dupont & Rachele Borghi dont les approches de la Géographie m'ont permis de m'épanouir dans cette étude et au cours de ces deux années de Master,

un grand merci à Lucie A. pour ses conseils et son aide précieuse qui m'ont grandement encouragés lors de la rédaction,

à toutes les personnes avec qui j'ai partagé cette vie romaine,
aux Hydros et à la Basse Cour,

à mes parents et ma sœur Lucie pour leur soutien inconditionnel,
et à Miryam sans qui ce mémoire n'aurait pas été possible.

Abstracts

Italiano

Nonostante lo sport sia un fenomeno mondiale senza precedenti, e raramente collegato alle sue conseguenze sociologiche, economiche e politiche. Frutto della nostra epoca e delle nostre società, è segnato da diverse crisi generate della ricerca continua di performance e di profitto. Iscrivendosi nella competizione generalizzata del chiunque contro tutti, è piegato alle idee dei poteri e sistemi dominanti, facendosi mezzo di differenti tipologie di discriminazioni.

In Italia, i centri sociali occupati e autogestiti sono dei veri e propri laboratori di ricerca di tipologie di vite alternative, liberate dalle logiche economiche, ed ostili al sistema capitalista. Muovendosi tra la geografia dello sport e della città, lo studio consiste in un primo tentativo di mappare il fenomeno sportivo in spazi occupati a Roma ; per poi analizzare gli spazi occupati e le loro pratiche produttive come forma di risposta ai margini dell'istituzione sportiva mentre contribuiscono alla riqualificazione dei loro quartieri.

Español

Aún siendo un fenómeno mundial sin precedentes, el deporte es analizado con menor frecuencia desde la perspectiva de sus consecuencias sociológicas, económicas y políticas. Como reflejo de nuestra época y sociedad, se ha visto afectado por varias crisis que son producto de su continua búsqueda de rendimientos y beneficios. El deporte celebra la competición generalizada y la lucha de uno contra todos. Además sirve a los ideales de poder y sistemas de dominancia, y fomenta diferentes formas de discriminación.

En Italia, los centros sociales ocupados y autogestionados son auténticos laboratorios de un modo de vida alternativo, libre de las lógicas económicas y contrario al sistema capitalista. Intercalado entre las geografías del deporte y la ciudad, el estudio consiste en una primera fase en cartografiar el fenómeno del deporte en estas áreas ocupadas de Roma. Luego, en una segunda fase, se analiza cómo estos espacios y prácticas suponen una respuesta a las derivas de la institución deportiva, contribuyendo de esta forma a la recalificación de sus barrios.

Portugues

Embora seja um fenómeno mundial sem precedente, o desporto não é jamais analisado pelas suas consequências sociológicas, económicas ou políticas. Fruto da nossa época e da nossa sociedade, esta marcado por várias crises derivadas da procura perpétua de performances e lucro. Celebrando a competição generalizada de cada um contra todos, o desporto serve os ideais de poder e sistemas dominantes o que leva à fomentação de vários tipos de discriminaçao.

Na Itália, os centros sociais ocupados e autogeridos são verdadeiros laboratórios de um modo de vida alternativo, anti-capitalista e livre das lógicas económicas. Movendo-se entre a geografia do desporto e da cidade, o estudo consiste primariamente em cartografar o fenómeno do desporto nos espaços ocupados em Roma e, posteriormente, analisar como esses espaços e práticas dão resposta aos desvios da instituição desportista, bem como contribuem para a requalificaçao dos seus bairros.

Résumé

Phénomène mondial sans précédent, le sport n'est cependant jamais analysé dans ses conséquences sociologiques, économiques et politiques. Reflet de notre époque et de nos sociétés, il est marqué par diverses crises issues de la recherche perpétuelle de performances et de profit. Célébrant la compétition généralisée et la lutte du chacun contre tous, il sert les idées des pouvoirs et systèmes dominants, incarne et véhicule différentes discriminations physiques, sociales, raciales et sexuelles.

En Italie, les centres sociaux occupés et autogérés sont de véritables laboratoires d'un mode de vie alternatif, libérés des logiques économiques et hostiles au système capitaliste. Cette étude, à mi-chemin entre les géographies du sport et de la ville, consiste dans un premier temps à dresser une cartographie du phénomène sportif en espaces occupés à Rome, puis d'analyser en quoi ces espaces et pratiques produisent une réponse aux dérives de l'institution sportive tout en contribuant à la requalification de leurs quartiers.

Abstract

A worldwide phenomenon with no equivalent, sports are however, never analysed for their sociological, economical and political consequences. A reflection of our time and societies, it is going through various crisis dues to the perpetual researching of performances and profit. Spearhead of general competition between each and everyone, it serves the ideas of powers and dominating systems and provides all types of discriminations.

In Italy, squatted and self-managed social centers are true laboratories of an alternative way of life, anti-capitalistic and free of economical logic. Between sports and urban geographies, the first part of the study consists of mapping the phenomenon of sports in Rome's occupied places, analyses how these spaces and practices are a response to the abuses of sport institution while being part of the requalification of their neighborhoods.